

# PAIX ET SÉCURITÉ

## LA MAGIE DES MOTS

*Les réductions des arsenaux  
nucléaires négociées par  
les superpuissances:  
illusion ou réalité?*

PAR DAVID COX

### Geoffrey Pearson

Les dirigeants soviétiques semblent accepter le diagnostic de Gorbatchev sur les maux du pays et ils sont prêts à y remédier.

### Cary Hector

Cinq mois après l'accession de Leslie Manigat à la présidence, quelles sont les chances de la démocratie en Haïti?

### Clyde Sanger

Le Canada pourrait régler son problème de souveraineté relatif à l'Arctique en plaçant ce territoire sous la coupe de l'ONU.

### Fen Osler Hampson

Les membres de l'OTAN sont divisés sur certains objectifs fondamentaux.  
**Véra Murray**  
Lettre de Jérusalem

*Dans le présent numéro:*

## Publications de l'Institut 1987-1988

### LES CAHIERS DE L'INSTITUT

3. **La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives** par Ronald G. Purver, février 1988.

4. **De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest** par Paul Marantz, mai 1988.

5. **Le débat sur les essais d'armes nucléaires** par Jozef Goldblat et David Cox, juin 1988.

### GUIDE ANNUEL

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987, 271 pages.**

### EXPOSÉS

14. **L'Entente de Stockholm ou l'art d'instaurer la confiance** par C. A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. **Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux** par Henry Wiseman, octobre 1987.

16. **Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle** par Dianne DeMille, janvier 1988.

17. **Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder** par Jozef Goldblat, février 1988.

18. **Le Traité ABM a-t-il un avenir ?** par Ronald G. Purver, février 1988.

19. **La guerre du Golfe** par Francine Lecours, mai 1988.

20. **La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987** par Dan O'Meara, juin 1988.

### OPINIONS

4. **Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

5. **À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace?** par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987.

### RAPPORTS

4. **Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000**, du 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar, août 1987.

5. **Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987.

6. **Le commerce international des armes : problèmes et perspectives** par Keith Krause, mars 1988.

## NOTE DE LA RÉDACTION

■ «Prenez votre temps et lisez ce document avant de le signer». Voilà une consigne très sage que nous oublions souvent dans la vie de tous les jours. Vous rappelez-vous avoir réellement pris le temps de lire le texte imprimé à l'endos du contrat que vous avez signé la dernière fois que vous avez loué une voiture? Vous auriez probablement des surprises!

Que penser alors des accords signés entre les superpuissances? L'état d'emballement et d'allégresse présent à l'approche ou à la suite de la signature d'une entente entre les deux Grands nous fait souvent oublier de lire le texte imprimé en «petits caractères».

À preuve, les médias et l'opinion publique semblent persuadés que le traité START se soldera par une réduction de 50 p. 100 des arsenaux nucléaires. Il faut faire preuve de méfiance lorsqu'on lit ou lorsqu'on entend de telles affirmations, souligne **David Cox** dans l'article principal du présent numéro de *Paix et Sécurité*. Selon lui, il y a raison de croire que les arsenaux actuels ne seront pas réduits de plus de 30 p. 100. En fait, les deux camps amélioreront leurs arsenaux nucléaires! Des armes anciennes seront retirées de la circulation

et remplacées par des armes plus meurtrières. On réduit donc le nombre des armes nucléaires tout en les rendant plus dévastatrices.

Il faut donc être prudent et ne pas se laisser «envoûter» par les titres à la une.

Dans le présent numéro, **Geoffrey Pearson** nous fait part de ses réflexions à l'issue d'un récent voyage en URSS. Selon M. Pearson, ce qu'il y a d'intéressant dans la nouvelle orientation adoptée par l'URSS, c'est que cette dernière cherche maintenant à conclure des accords durables plutôt qu'à obtenir des avantages ou à exercer son influence. Il est donc possible que les relations Est-Ouest soient en train d'évoluer, et elles pourraient aboutir au respect et à la coopération.

Vous vous rappelez sans doute le départ précipité du président haïtien Jean-Claude Duvalier en février 1986 et la violence lors des élections avortées de novembre 1987. Qu'est-ce qui se trame donc en Haïti? **Cary Hector**, Haïtien d'origine, et maintenant professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal nous brosse un tableau des événements qui sont survenus en Haïti depuis la chute de Baby Doc. Il était sur place lors de la campagne électorale qui s'est terminée avec les élections ratées de novembre dernier et, aujourd'hui, plus de cinq mois

après l'installation de Leslie Manigat comme président déclaré élu, Cary Hector s'interroge sur les chances de la démocratie en Haïti.

De son côté, **Clyde Sanger** a trouvé la solution au problème de la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Pourquoi ne pas mettre ce territoire sous la coupe de l'ONU? L'auteur poursuit en décrivant les principaux avantages que le Canada gagnerait à poser un tel geste.

Les désaccords s'accroissent au sein de l'OTAN. **Fen Hampson** affirme que la crise actuelle porte sur des valeurs et des convictions profondes. Il estime que l'Alliance n'est pas encore sur le point d'éclater, mais que sa composante européenne prendra de l'ampleur tandis que les liens entre l'Europe et l'Amérique s'affaibliront à l'avenir.

Enfin, **Véra Murray** nous transporte à Jérusalem et nous y fait vivre la réalité quotidienne. Avec la montée de la résistance palestinienne, les Israéliens commencent à souffrir de claustrophobie. Bien peu fréquentent maintenant la vieille ville, et seulement les Juifs orthodoxes se rendent, à leurs risques et périls, au mur des Lamentations.

— Hélène Samson

INSTITUT CANADIEN  
POUR LA PAIX ET  
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7  
(613) 990-1593

#### Directeur général :

Geoffrey Pearson

#### Membres du conseil

##### d'administration :

William Barton, *Président*

Christoph Bertram

Lise Bissonnette

David Braide

Gisèle Côté-Harper

Ann Gertler

John Halstead

Kal Holsti

Jacques Lévesque

Richard Mercier

Geoffrey Pearson

Harry A. Porter

John Sigler

Brian Urquhart

Jean-Guy Vaillancourt

Paul Warnke

Lois Wilson

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

## PAIX ET SÉCURITÉ

### Bureau de rédaction :

Nancy Gordon, *Présidente*

David Cox

Roger Hill

Hilary Mackenzie

Madeleine Poulin

### Rédacteur en chef :

Michael Bryans

### Rédactrice en chef adjointe :

Hélène Samson

### Rédacteur de la chronique

#### des livres français :

Jocelyn Coulon

### Présentation et production :

The Spencer Francey Group,

Ottawa/Toronto

### Version française :

(sauf indications contraires)

Sogestran inc.

(Denis Bastien)

Autorisation à venir pour acheminement par courrier de la deuxième classe.  
Port payé à Ottawa.

ISSN 0831-1846

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits pourvu que la source en soit mentionnée. Les illustrations, dessins humoristiques, graphiques et autres réalisations artistiques sont protégés par des droits d'auteur, et il est interdit de les reproduire sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste.

## TABLE DES MATIÈRES



- 
- 2 **LA MAGIE DES MOTS** PAR DAVID COX  
*Les réductions des arsenaux nucléaires négociées par les superpuissances : illusion ou réalité ?*
- 
- 4 **ÉT SI GORBATCHEV ÉTAIT SÉRIEUX APRÈS TOUT...**  
PAR GEOFFREY PEARSON *Outre qu'il peut emboîter le pas à Gorbatchev en matière de limitation des armements, l'Occident ne peut pas vraiment influencer sur les rouages politiques soviétiques.*
- 
- 6 **HAÏTI : UNE SOCIÉTÉ EN ÉTAT DE CRISE** PAR CARY HECTOR  
*Cinq mois après l'accession de Leslie Manigat à la présidence, quelles sont les chances de la démocratie en Haïti ?*
- 
- 8 **DONNEZ À L'ONU UN TERRITOIRE À GOUVERNER**  
PAR CLYDE SANGER *Le Canada pourrait régler son problème de souveraineté relatif à l'Arctique en plaçant ce territoire sous la coupe de l'ONU.*
- 
- 10 **TIRAILLEMENTS AU SEIN DE L'OTAN** PAR FEN OSLER HAMPSON  
*Pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN, les alliés sont divisés sur certains objectifs fondamentaux.*
- 
- 12 **LETTRE DE JÉRUSALEM** PAR VÉRA MURRAY
- 
- 13 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE**
- 
- 14 **CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS**
- 
- 16 **CHRONIQUE DE LA DÉFENSE**
- 
- 18 **LIVRES**
- 
- 20 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**
- 

■ **David Cox** est membre du département de sciences politiques à l'Université Queen's, et il a déjà été directeur de la Recherche à l'ICPSI; **Geoffrey Pearson** est directeur général de l'ICPSI et a été ambassadeur du Canada en URSS de 1980 à 1983; **Cary Hector** est professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal; **Clyde Sanger** est journaliste pigiste basé à Ottawa; **Fen Hampson** est membre associé (Recherche) à l'Institut et il enseigne les affaires internationales à l'Université Carleton; **Véra Murray** est correspondante de *L'actualité* à Paris depuis 1983 et elle vit actuellement à Jérusalem.



# LA MAGIE DES MOTS

PAR DAVID COX

*Les réductions des arsenaux nucléaires négociées par les superpuissances : illusion ou réalité ?*

LES NÉGOCIATIONS AMÉRICANO-soviétiques sur la réduction des armements stratégiques (START) progressent lentement, comme on s'y attendait, mais tout compte fait, le président Reagan quittera la Maison Blanche avec un dossier assez impressionnant au chapitre de la limitation des armements. L'accord historique sur les armes à portée intermédiaire est déjà dans le sac; c'est non seulement la réalisation de la double option zéro que le président Reagan avait proposée pour la première fois en 1982, mais aussi une entente novatrice grâce à ses dispositions concernant la vérification sur place. Et dans le contexte des négociations START, même un accord-canevas, qui sera complété par son successeur, sera perçu comme étant l'oeuvre de Reagan, puisque les plafonds maintenant envisagés (1 600 vecteurs stratégiques et 6 000 ogives) sont très près des réductions qu'il avait préconisées au début de sa présidence. L'image du président aux yeux du public est encore meilleure, car les médias et l'opinion publique semblent persuadés que le traité se soldera par une réduction de 50 p. 100 des arsenaux stratégiques.

Cela étant dit, pourquoi alors exprimer des réserves? Celles des analystes des questions de défense découlent surtout de leur inquiétude au sujet des clauses concernant la

vérification sur place dans le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI); la question plus fondamentale de savoir dans quelle mesure exactement nous voulons limiter les armements, notamment au chapitre des forces classiques en Europe, les préoccupe également beaucoup. Certains avocats de la limitation des armements ne savent plus s'ils doivent applaudir aux réductions parce qu'elles concrétisent un effort dans la bonne direction, ou adhérer à l'idée de plus en plus affirmée que les forces nucléaires seront meilleures que jamais une fois le traité START signé et que, de toute façon, les réductions seront loin d'approcher les 50 p. 100.

Dans ce débat, l'observateur intéressé doit avancer avec circonspection et toujours faire preuve d'une saine méfiance. Ce n'est pas le moment de se mettre à penser que les grandes puissances ont enfin réussi à assouvir leur faim nucléaire; il faut accueillir avec un scepticisme poli toutes les expressions telles que «réduire les arsenaux nucléaires de moitié». D'un autre côté, l'occasion se présente de faire progresser la limitation des armements comme jamais auparavant. Maintenir le mouvement amorcé par le Traité sur les forces à portée intermédiaire,

tout en évitant de susciter de faux espoirs au sujet de réductions vraiment marquées dans les arsenaux nucléaires, voilà le premier engagement que nous devons attendre de notre gouvernement.

EN 1984, LE VICE-PRÉSIDENT GEORGE Bush a présenté l'ébauche d'un traité sur les armes chimiques à la Conférence du désarmement, à Genève. Le document énonçait des clauses si rigoureuses sur la vérification que peu d'observateurs s'attendaient à ce qu'elles fussent accueillies sérieusement. «N'importe quand, n'importe où», telles étaient les conditions qui devaient régir les inspections sur place, d'après M. Bush. Jusqu'alors, les Soviétiques s'étaient opposés à tout accord en ce sens, et c'est pourquoi les chances de succès paraissaient plutôt minces.

Au début des négociations sur les forces à portée intermédiaire, Caspar Weinberger avait adopté une position semblable. L'inspecteur désigné en vertu de l'accord sur les armes FNI, soutenait-il, doit s'apparenter à l'inspecteur des banques: il doit pouvoir circuler librement, épier et fureter un peu partout. Mais au printemps de 1987, les Soviétiques surprisrent tout le monde: ils firent savoir qu'ils acceptaient le principe des inspections importunes et que, conformément à l'accord

éventuel, les États-Unis pourraient venir inspecter leurs usines. Bien sûr, d'ajouter le porte-parole soviétique, Yuli Vorontsov, les États-Unis devraient rendre la pareille, et il émit avec obligeance l'idée que le président Reagan devrait sans doute obtenir l'assentiment du Congrès pour autoriser les inspecteurs soviétiques à pénétrer dans les usines américaines.

Dès lors, le gouvernement américain, fortement pressé par le Comité mixte des chefs d'état-major, renonça aux inspections fortement importunes et il se contenta plutôt des clauses importantes mais soigneusement limitatives énoncées dans le Traité sur les forces à portée intermédiaire. Les États-Unis tenaient-ils vraiment à ce que des inspecteurs soviétiques rôdent librement dans leurs usines d'armements, voire dans leurs bases militaires? Le Pentagone ne tarda pas à répondre carrément par la négative. Bien que la volte-face américaine n'influa en rien sur le Traité concernant les armes FNI, le caractère importun de la vérification constitue désormais un aspect de toutes les autres négociations sur la limitation des armements.

À preuve, un traité sur les armes chimiques, qui est désormais réalisable du point de vue technique, est discrètement relégué aux coulisses tandis que Washington réévalue ses critères (n'importe quand, n'importe où) relatifs à l'inspection des usines d'armes chimiques et autres. Tandis qu'ils préparent les réductions des forces classiques, les stratèges se demandent dans quelle mesure ils sont disposés à laisser les inspecteurs soviétiques circuler partout en Europe occidentale pour se rendre dans les installations militaires de l'OTAN. Dans les pourparlers START, les superpuissances ont proposé d'éliminer les ogives ainsi que les missiles. Voilà qui va nécessiter des clauses détaillées sur la vérification!

Jusqu'où les inspections doivent-elles aller? Cette ancienne question revêt une nouvelle signification, car après s'être engagées à négocier des réductions, les superpuissances cherchent maintenant à trouver un juste équilibre entre, d'une part, leur souci de ne pas s'assujettir à des inspections trop rigoureuses et, d'autre part, la nécessité d'élaborer la procédure précise voulue pour mettre en oeuvre un accord START.

Aux yeux des analystes de la sécurité nationale, l'abolition d'une catégorie d'armes, aux termes du Traité sur les FNI, et la possibilité qu'une

entente START soit conclue ont mis en évidence l'objectif ultime que poursuivent toutes les négociations dans le domaine. Pour l'OTAN, le but final de l'accord sur les armes à portée intermédiaire n'est pas de dénucléariser l'Europe occidentale (les principaux membres de l'Alliance ont énergiquement rejeté cette option). Cependant, cette réaffirmation de la nécessité de conserver des armes nucléaires en Europe contraste avec une nouvelle incertitude au sujet des réductions des armes classiques. Après avoir passé quinze ans à négocier des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe, les alliés de l'OTAN ne savent pas très bien ce qu'ils veulent en cette matière. À quel minimum faudrait-il fixer le niveau des effectifs pour satisfaire aux exigences des alliés en matière de sécurité tout en favorisant la désescalade entre les deux blocs militaires ?

Comme les questions de ce genre sont désormais au cœur des négociations sur les armes classiques et nucléaires, il n'est pas difficile de concevoir certaines des raisons pour lesquelles les milieux militaires aimeraient enrayer le mouvement en faveur de la limitation des armements. Faire confiance, mais vérifier, voilà un slogan plus exigeant que le président Reagan l'avait imaginé ! Les vérifications importunes n'étaient une condition *sine qua non* que dans la mesure où les Soviétiques s'y opposaient. Dès que la limitation des armements vise de précieuses forces militaires, elle devient une menace, et c'est en faisant traîner les négociations que l'on parvient le mieux à l'écartier.

LES PARTISANS DE LA LIMITATION DES armements éprouvent les craintes inverses. Dans le Traité sur les forces à portée intermédiaire, les dispositions sur la vérification sont loin d'être complètes, mais elles sont impressionnantes malgré tout. Pour la première fois de l'histoire, des inspecteurs soviétiques et américains examineront des rampes de lancement et des entrepôts d'armes. Ils auront, dans une certaine mesure, le droit d'obliger le bloc adverse à subir des inspections. Par ailleurs, il existe des clauses limitées qui n'en créent pas moins un précédent relativement à la surveillance périphérique des usines d'armements, clauses en vertu desquelles les inspecteurs pourront examiner littéralement tout ce qui franchira la porte des usines. Mais le Traité sur les FNI est seulement l'amuse-gueule avant le plat

principal, à savoir les réductions des armes stratégiques. Aux yeux des partisans optimistes de la limitation des armements, le Traité sur les FNI a établi un précédent, et il s'agit maintenant de définir davantage les moyens d'en arriver à la vérification coopérative sur place.

En dépit de l'espoir que les pourparlers FNI-START font naître, on déchantait amèrement et de plus en plus quand on se rend compte que les réductions envisagées dans le domaine des armements stratégiques sont vraiment très limitées. En ce qui concerne les plafonds convenus, à savoir 1 600 vecteurs et 6 000 ogives, on a jusqu'ici exclu deux catégories d'armes. Dans la première, il y a les bombes conventionnelles et les missiles d'attaque à courte portée (SRAM) transportés par des bombardiers stratégiques. Les États-Unis travaillent à mettre au point une nouvelle version d'engins de ce type qui joueront certainement un rôle important lorsqu'ils serviront de concert avec les bombardiers des nouvelles générations. La deuxième catégorie comprend les missiles de croisière mer-sol qui, si les superpuissances ne peuvent s'entendre sur les modalités de limitation et de vérification les concernant, risquent de compromettre de plus en plus toutes les démarches à venir en faveur de la limitation des armements.

Une fois que l'on aura ajouté ces deux catégories d'armes aux 6 000 ogives autorisées, il est raisonnable de supposer qu'à l'issue d'un traité sur les armes stratégiques, les deux blocs se retrouveront avec environ 8 000 engins chacun, ce qui donne à penser qu'en réalité, les arsenaux actuels ne seront pas réduits de plus de 30 p. 100.

Même ces réductions seraient les bienvenues si les négociateurs se souciaient aussi d'essayer de limiter la modernisation. En fait, comme les critiques l'ont fait observer, tous les systèmes d'armes déjà au stade de la mise au point seront autorisés par le nouveau traité, tel qu'il est actuellement envisagé, à la seule exception, peut-être, des missiles mobiles. Dans le cas des États-Unis, cela signifie que les travaux concernant le *Trident D-5*, le missile *MX* monté sur rails et le missile de croisière perfectionné iront de l'avant, tandis que la mise à l'essai de nouvelles armes telles que les ogives à explosion souterraine, les têtes nucléaires à effets spéciaux, et d'autres engins nucléaires dits «de la troisième génération» continuera elle aussi. Les Soviétiques seront libres d'effectuer des travaux de mise au point d'une envergure comparable.

PAR SUITE DE CETTE ATTITUDE PERMISSIVE, les deux camps améliorent en fait la qualité de leurs arsenaux nucléaires. Des armes anciennes dont la vitesse de rentrée est relativement lente (par exemple, les premiers *Minuteman*) seront retirées du service et remplacées par des ogives et des lanceurs plus rapides, plus précis et plus meurtriers. On cherche donc à réduire les arsenaux tout en les rendant plus dévastateurs. Les pourparlers START permettront, voire accéléreront, la recherche d'armes nucléaires «utilisables».

Il n'est donc pas étonnant que certains experts de la limitation des armements se demandent s'il vaut vraiment la peine de chercher à concrétiser de telles réductions. Tout comme les experts en matière de défense, ils s'interrogent peut-être quant à savoir si la situation présente n'offre pas plus de stabilité et de certitude et si elle n'est pas moins trompeuse aux yeux du public. Quoi qu'il en soit, il est clair, à la lumière des pourparlers START, que les réductions ne constituent pas à elles seules la solution. Il faut plutôt voir comment elles pourraient favoriser la réalisation d'un plus grand objectif politique. Mais quelqu'un en a-t-il déjà énoncé un ? Personne ne s'étonnera sans doute d'apprendre que le secrétaire général Gorbatchev s'est soucié de le faire.

Dans son programme de désarmement qu'il a présenté le 15 janvier 1986, Gorbatchev a déclaré qu'il voulait éliminer toutes les armes nucléaires avant l'an 2000, après quoi un traité international les déclarerait illégales. Il est même allé plus loin en se fixant un échéancier et en définissant trois étapes chevauchantes. Dans la première, qui irait de 1986 à 1992, les superpuissances mettraient fin à toutes les explosions nucléaires, elles réduiraient de moitié le nombre de leurs vecteurs nucléaires, elles ne conserveraient pas plus de 6 000 ogives chacune, et elles élimineraient tous les missiles à portée intermédiaire en Europe. En outre, elles renonceraient à mettre au point, à mettre à l'essai et à déployer des «armes de frappe spatiales» (expression soviétique désignant les engins de la Guerre des étoiles). En un deuxième temps, soit de 1990 à 1995, d'autres États «nucléaires» adhèreraient à un régime de gel des armes atomiques et mettraient fin aux essais nucléaires. De 1995 à l'an 2000, finalement, les superpuissances et toutes les autres puissances

nucléaires détruiraient au complet leurs arsenaux nucléaires.

Il est certes facile de soutenir que ce plan grandiose tient uniquement de la propagande, sauf qu'il faut bien avouer que Gorbatchev conserve une excellente moyenne au bâton en ce début de saison : les missiles à portée intermédiaire ont été éliminés, et la formule de réduction des armements stratégiques a été définie.

Aucune vision analogue n'existe du côté occidental. Les alliés ne veulent pas abolir les armes nucléaires, mais ils se disent prêts à réduire les arsenaux – en vue de quel objectif, cependant ? On n'a pas encore répondu à la question. À un niveau non officiel, l'URSS semble offrir une aide non sollicitée. Le Comité des scientifiques soviétiques pour la paix a conclu qu'en fonction du principe de «la dissuasion minimale», il suffisait de 600 ogives nucléaires montées sur des missiles mobiles à une seule tête pour garantir la sécurité mutuelle. Il faut, soutiennent-ils, abolir toutes les autres armes nucléaires. Comme les gouvernements des pays de l'OTAN ne veulent pas éliminer les armes nucléaires, une telle analyse se rapproche davantage du point de vue occidental. Il n'est pas nécessaire non plus de contester les chiffres soviétiques. La dissuasion minimale fondée sur 1 000 ou même 3 000 ogives présenterait un attrait certain, surtout quand on pense au plafond de 8 000 ogives qui sera sans doute fixé à l'issue des négociations START.

MAIS QUI DOIT S'ATTELER À LA TÂCHE d'élaborer certaines des propositions de base sur la dissuasion minimale ? Rien ne sert de se fier entièrement aux dirigeants américains. Le Canada adhère depuis longtemps à six principes de désarmement, dont l'un concerne la réduction radicale des forces nucléaires et l'amélioration de la stabilité stratégique. Mais que voulons-nous dire au juste par «réduction radicale», et quels niveaux radicalement plus bas seraient compatibles avec la «stabilité stratégique» ?

Incapable ou refusant de répondre à ces questions, la politique canadienne en matière de limitation des armements paraît de plus en plus dépassée et usée. En attaquant le problème de front, le Canada contribuerait à une discussion on ne peut plus nécessaire au sein de l'Alliance occidentale. Voilà un excellent thème que le premier ministre aurait pu aborder cet été à l'occasion de la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement ! □

# ET SI GORBATCHEV ÉTAIT SÉRIEUX APRÈS TOUT...

*Il semble que les dirigeants soviétiques, y compris les militaires, acceptent le diagnostic de Gorbatchev sur les maux du pays et qu'il n'y ait à leurs yeux d'autre choix que d'essayer d'y remédier.*

PAR GEOFFREY PEARSON

**L**A PLUPART DE CEUX QUI étudient l'évolution de l'Union soviétique reconnaissent maintenant que des changements importants sont en train de se produire dans ce pays. Les principales questions que l'on se pose dès lors concernent l'orientation de ce changement, sa durée et son incidence sur la stabilité mondiale. Au cours d'un récent voyage en URSS, j'ai pu m'interroger sur ces questions.

Il est essentiel de bien s'entendre sur la signification des mots «changements importants». Pour décrire son programme, M. Gorbatchev a dit que c'était «une réorganisation révolutionnaire de tous les volets de la vie de la société socialiste» et «le pas le plus important franchi depuis la révolution d'Octobre sur le chemin de la démocratie socialiste». Peut-être exagère-t-il un peu, mais une réalisation ne serait-ce que partielle de ces objectifs représenterait effectivement un changement important. Sur le plan intérieur, le programme est orienté vers une décentralisation du processus décisionnel en matière économique, vers l'introduction de facteurs incitatifs au profit des agriculteurs et des petites entreprises, vers l'élargissement du bassin de candidats susceptibles d'occuper une charge publique, vers la modification des lois concernant la dissidence et l'émigration, vers une plus grande liberté culturelle et scolaire, et vers un réexamen de l'histoire soviétique. Aux fins de la politique étrangère, le programme de M. Gorbatchev vise à substituer les concepts de survie humaine et d'interdépendance à la doctrine de l'agression «impérialiste» et de la guerre internationale des classes.

Ces objectifs sont-ils en train de se réaliser? Il est encore trop tôt pour dire si la reconstruction de l'économie soviétique pourra s'accomplir sans le démantèlement du système central de planification; par ailleurs, il faudra sans doute attendre quelques années avant que les réformes partielles entreprises jusqu'ici don-

nent des résultats. En fait, l'économie semble plutôt ralentir que croître. Les biens de consommation sont rares, bien que, dans le domaine des services (celui de la restauration, par exemple) les consommateurs bénéficient d'une concurrence plus vive sur le plan des prix. La viande et les légumes sont toujours aussi difficiles à trouver à Moscou, et il est peu probable que la distribution de la nourriture en général s'améliore tant que les agriculteurs ne seront pas encouragés à commercialiser leurs produits et qu'ils n'auront pas les moyens de ce faire. La réforme des prix pourrait bien être la clef du changement, et cette question sera au coeur du débat politique au cours des prochains mois. Si l'on veut par-



venir, ne serait-ce que partiellement, à limiter la fixation des prix, il faudra aussi relâcher l'emprise de la bureaucratie. Or, c'est là une perspective que soulève des questions fondamentales sur le rôle du Parti communiste pour ce qui est de régulariser le rythme du changement.

Les questions de ce genre commencent à être abordées en public. La presse relate de nombreux cas de corruption et d'indifférence dans les milieux officiels, et le théâtre devient une tribune où s'expriment protestations et critiques. Les dirigeants du Parti demeurent cependant à l'abri des attaques directes, et il semble que ce soit pour cette raison que le

chef du Parti à Moscou, M. Boris Yeltsin, ait été rétrogradé à la fin de l'année dernière. De toute évidence, la *glasnost* a ses limites, tout comme le changement socio-économique. Mais pour quiconque a connu la conformité intellectuelle typique des dernières années de l'ère brejnevienne, l'ampleur du changement est remarquable. Il est difficile de croire que cela n'entraînera aucune mutation du processus politique et que l'opposition aux politiques du Parti ne pourra pas trouver des moyens d'expression plus vastes et plus



variés. Au Congrès spécial du parti qui aura lieu en juin, on ne déclarera certes pas l'Union soviétique État pluripartite, mais on reconnaîtra peut-être que la *glasnost* doit s'appliquer au processus politique aussi bien qu'à la presse.

Certains soutiennent qu'un changement de ce genre, bien qu'important, n'est pas fondamental et que le régime socialiste ne pourra jamais s'assimiler à notre démocratie pluraliste traditionnelle. Les dirigeants soviétiques le reconnaissent, effectivement; cependant, dire ou laisser entendre que, sans changement fondamental, l'Union soviétique demeurera un État expansionniste (un «adversaire brutal»), comme le disait un porte-parole américain)

avec lequel l'Occident ne peut pas espérer nouer des relations de confiance, voilà qui est excessif!

M. GORBATCHEV N'A PAS INVENTÉ DE toutes pièces la nouvelle orientation que l'URSS donne maintenant à sa politique étrangère. À l'époque de Khrouchtchev, on s'efforçait déjà de stabiliser les relations Est-Ouest et de réduire les lourdes dépenses militaires. La réalisation de la parité nucléaire stratégique avec les États-Unis à la fin des années 1960 a entraîné l'abandon du concept selon lequel l'URSS pouvait remporter une guerre nucléaire, et l'adoption de la notion d'«égalité et de sécurité mutuelle». Cette notion s'est principalement exprimée dans les traités sur les armements stratégiques



conclus dans les années 1970. Cependant, l'URSS considérait toujours qu'elle était justifiée d'encourager les mouvements de «libération nationale» et la guerre des classes dans le tiers-monde; combiné au fait que les Américains se méfiaient des intentions soviétiques, cela a miné fondamentalement la détente même avant l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979.

M. Gorbatchev s'est inspiré du patrimoine laissé par Khrouchtchev, mais il a manifesté plus de déter-

mination et de cohérence que ce dernier, et une meilleure compréhension des dangers de la guerre nucléaire. À certains égards, il rappelle le Lénine d'après 1917, époque où le nouvel État soviétique luttait pour survivre. À ce moment-là tout comme aujourd'hui, le dogmatisme et l'aventurisme ont cédé devant le pragmatisme et la coexistence. Mais tant Lénine que Trotski, son brillant rival, étaient d'avis que le communisme russe ne subsisterait pas à moins de triompher ailleurs aussi. Les deux hommes ne s'entendaient pas sur l'époque où cela se produirait, ni sur les modalités. Lénine était prudent, mais Trotski s'identifiait à Danton, pendant la Révolution française («Toujours de l'audace!»).

De son côté, M. Gorbatchev semble avoir accepté la signification littérale de l'expression «coexistence pacifique», sans réserves et sans imposer une limite de temps. Il est disposé à réduire ou à abolir les arsenaux d'armes de première frappe, la doctrine anti-forces et la notion d'attaque-surprise, et il reconnaît que les négociations en Europe doivent prendre en compte les avantages dont bénéficient les Soviétiques aux chapitres des blindés et de l'artillerie. Il existe en URSS une

pour décider des principes devant régir les échanges commerciaux.

Voici un extrait de la déclaration que M. Gorbatchev a prononcée sur l'Afghanistan, en février, et qui atteste de son «nouveau mode de pensée» :

Tout comme l'accord portant sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à courte portée doit être suivi par une série d'autres étapes importantes sur la route du désarmement, car des négociations à ces sujets ont déjà commencé ou sont envisagées, ainsi voyant au-delà du règlement politique du conflit afghan, on se pose déjà la question suivante : quel conflit réglera-t-on ensuite ? Voilà qui confirme que d'autres démarches suivront.

Les États et les nations ont suffisamment le sens des responsabilités et ils possèdent assez de volonté politique et de détermination pour mettre un terme à tous les conflits régionaux d'ici quelques années. C'est là un objectif valable à poursuivre. L'Union soviétique fera l'impossible pour en favoriser la réalisation.

Rien de tout cela ne signifie que l'Union soviétique renoncera à des intérêts clefs. Elle refusera de réduire sensiblement le nombre de ses engins balistiques si les États-Unis ne limitent pas de la même manière leurs flottes de sous-marins et de

accords durables, plutôt qu'à obtenir de nouveaux avantages ou à exercer de nouvelles influences. En février, M. Gorbatchev a déclaré au Comité central que le principe clef réside dans la sagesse de «reconnaître que chaque peuple et chaque pays sont libres de choisir le régime sociopolitique qu'ils veulent».

Certains croient qu'il s'agit d'un changement plus apparent que réel et que, de toute façon, il ne durera pas. Ils estiment que Mikhaïl Gorbatchev sera limogé s'il menace les pouvoirs de la bureaucratie du Parti ou le statut des forces armées. Cela est possible. Cependant, il semble que les dirigeants soviétiques, y compris les militaires (lesquels n'ont plus droit de vote au Politbureau, organisme décideur principal du Parti communiste de l'URSS) acceptent le diagnostic de Gorbatchev sur les maux du pays et qu'ils n'entrevoient d'autre remède que celui d'essayer la *glasnost* et la *perestroïka*. Le rythme du changement est l'objet du litige, et il variera à mesure que les divers groupes intéressés négocieront les conditions à appliquer dans chaque dossier (les limites de la liberté de parole, par exemple). Le critère qui servira à mesurer l'ampleur de la réussite sera sans doute la productivité de l'économie soviétique, productivité qui est, comme le

problème des prix des aliments le révèle, étroitement reliée au processus de «démocratisation». À moins que les citoyens soviétiques voient leur qualité de vie s'améliorer, la légitimité même du régime

L'Occident ne peut influencer de façon décisive sur la politique soviétique, sauf peut-être sur un plan : il peut aller à la rencontre de M. Gorbatchev en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, deux questions auxquelles il accorde une importance extrême. Si les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques sont couronnés de succès et s'ils contribuent effectivement à amenuiser les écarts au chapitre des armements classiques en Europe, les dirigeants soviétiques actuels bénéficieront de la faveur populaire. D'après mon expérience, rien n'intéresse plus le citoyen soviétique moyen (mis à part le prix du pain) que la perspective d'une amélioration des relations avec l'Ouest, en particulier avec les États-Unis. La notion populaire selon laquelle l'ours soviétique est à la recherche d'une proie, est, avec ses allusions aux invasions et à la subjugation, un vestige des premiers jours de la Guerre froide en Europe. Elle a subsisté à cause du conflit afghan, mais le moment est maintenant venu de l'examiner d'un oeil critique.

Notre brève analyse permet de dégager deux conclusions relativement à la stabilité mondiale : il est possible que les relations Est-Ouest soient en train d'évoluer un peu comme celles entre la Chine et l'Occident l'ont fait au début des années 1970; elles pourraient donc aboutir au respect et à la coopération, voire à des pactes d'amitié et à des alliances. Mais en dépit de la nouvelle conjoncture, il est peu probable que la situation du reste du monde change beaucoup, car la croissance démographique, la pauvreté et les tensions sociales continueront de provoquer des conflits et de grossir les rangs des réfugiés. Ni l'une ni l'autre superpuissances ne semblent avoir les moyens ou la volonté de remédier à la pauvreté dans le tiers-monde, même si elles travaillaient ensemble. Elles peuvent cependant collaborer pour empêcher ces conditions de mettre en péril l'état fragile que l'on appelle «stabilité stratégique». La diplomatie préventive, le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU, la non-prolifération des armes nucléaires et une plus grande limitation des exportations d'armes, voilà quelques-uns des secteurs où une nouvelle ère de détente pourrait favoriser d'énormes progrès.

Rien de ce que nous venons de dire ne se produira nécessairement. Mais si nous ne croyons pas que de tels progrès soient possibles et si nous n'agissons pas en conséquence, ne nous étonnons pas que rien ne s'accomplisse. □



Jerzy Kobacz

nouvelle volonté d'accepter des méthodes rigoureuses de vérification, volonté qui sera bientôt mise à l'épreuve, après l'entrée en vigueur du Traité sur les missiles à portée intermédiaire signé l'an dernier, mais dont l'authenticité s'est déjà manifestée dans les accords de Stockholm (1986) sur la surveillance des forces classiques en Europe. M. Gorbatchev croit que l'ONU doit jouer un rôle dans les efforts de médiation et de maintien de la paix (dans le golfe Persique, par exemple), et il est convaincu que tous les pays doivent se liquer pour lutter contre des problèmes tels que la pollution de l'environnement et la famine et

bombardiers. Il est peu probable qu'elle réduise ses forces déployées en Europe de l'Est à moins d'obtenir quelque chose en retour. Elle continuera d'exporter des armes à destination de pays amis et alliés menacés par une invasion (l'Irak et l'Angola, par exemple), ou encore par la guerre civile (Nicaragua), s'il demeure impossible de trouver une solution politique à ces conflits. Mais des réserves de ce genre nuanceraient également les politiques d'autres grandes puissances. Ce qui est nouveau, c'est que l'URSS cherche volontiers à conclure des

risque d'être compromise, comme les régimes semblables d'Europe de l'Est s'en sont déjà rendu compte.

À MON AVIS, IL EST DANS L'INTÉRÊT de l'Occident, voire du reste du monde, que la révolution de M. Gorbatchev se poursuive. Autrement, l'URSS retombera dans la mentalité d'isolement des années antérieures, sinon dans la tyrannie stalinienne (ce qui est moins probable), et l'autarcie économique et militaire reprendra le haut du pavé.

# HAÏTI : UNE SOCIÉTÉ EN ÉTAT DE CRISE

*Cinq mois après l'accession de Leslie Manigat à la présidence,  
quelles sont les chances de la démocratie en Haïti ?*

PAR CARY HECTOR

LA FUIITE DE JEAN-CLAUDE Duvalier aux petites heures du 7 février 1986, facilitée par les bons offices conjugués de Washington et de Paris, a symbolisé l'effondrement de presque trente ans de dictature duvaliériste : une dictature «héréditaire» depuis 1971 (année de la mort du père), soumise, à partir de 1974 et 1975, à des pressions internes et externes de «libéralisation», puis fortement ébranlée, au cours des années 1980, par la montée des résistances et revendications populaires et aussi par des conflits internes.

On a assisté à une crise de pouvoir entre 1983 et 1985, alimentée par une double dynamique : celle des contradictions inextricables dans lesquelles ce pouvoir s'est trouvé empêtré dès la mi-70 à cause de sa prétendue politique de «libéralisation-démocratisation»; et celle de l'anti-duvaliérisme de masse, accompagné de demandes autonomes de démocratisation en provenance de secteurs de plus en plus larges de la population. Cette crise de pouvoir a culminé à l'été 1985 quand, pratiquement à bout de souffle, le régime a convoqué un référendum populaire pour instituer un soi-disant nouveau gouvernement mi-parlementaire mi-présidentiel (avec maintien de la «présidence à vie»), rendu possible par une «révision constitutionnelle» de la «présidence à vie», elle-même rendue possible par une «révision constitutionnelle» antérieure (1983) : la manœuvre a fait boomerang à cause de sa transparence grossière et a accéléré en fait la désintégration de la dictature. En général, on admet que «le compte à rebours» *stricto sensu* a commencé à la fin de novembre 1985 avec les soulèvements populaires successifs, déclenchés par la mort de quatre écoliers lors de manifestations dans la ville des Gonaïves.

La suite de l'histoire est bien connue : les jeux sont faits fin janvier-début février 1986, notamment avec la volte-face politique du

gouvernement américain qui, accentuant ses pressions sur Duvalier, décide de retenir la moitié de l'aide économique totale destinée à Haïti, soit 26 millions de dollars.

Mais il y a plus. En fait, le fond de l'histoire est celui d'une crise de société. Pour avoir été contenue durant de longues années par le bâillement collectif institutionnalisé et par le terrorisme d'État, la société Haïtienne a fini par exploser.

On connaît la rengaine usée par laquelle Haïti est habituellement caractérisée : «le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental» ! Puis suit l'alignement des indicateurs socio-économiques conventionnels : taux d'analphabétisme : de 70 à 80 p.100; espérance de vie à la naissance : 54 ans; mortalité infantile : 120 p.1000; revenu national par habitant : environ 300 \$ par an; etc. Ces indicateurs confirment l'appartenance d'Haïti au groupe dit des PMA (pays les moins avancés). Par contre, il est autrement significatif que le mouvement populaire du 7 février 1986 se soit d'emblée inscrit au-delà d'un simple redressement économique. Il y a eu certes «les émeutes de la faim» de 1984 et les demandes en faveur de la justice sociale en 1985, comme revendications immédiates. Or, conscientes de l'abîme existant entre leur pauvreté absolue et le bien-être de l'élite (5 à 10 p.100 de la population) qui contrôle de 50 à 85 p.100 de la richesse nationale, de larges couches de la population ont mis en circulation ce slogan révélateur : *fok kat-la rebat* «les cartes doivent être rejouées». Cela signifie que l'histoire – leur histoire – a été détournée et qu'il faut la remettre sur la voie. Mais cette interprétation, on va s'en rendre compte, sera loin d'être partagée par d'autres intervenants clefs dans le processus de transition.

LA DICTATURE DUVALIÉRISTE S'EST effondrée sous l'impulsion et l'action

cumulative de forces principales déterminantes :

- le soulèvement populaire généralisé qui s'est réalisé par vagues successives depuis les «émeutes de la faim» de 1984;

- l'Église catholique, surtout par l'entremise des *Ti-Legliz* (communautés ecclésiales), comme force de conscientisation et d'encadrement, et comme caisse de résonance du mouvement de masse;

- le mouvement des jeunes comme force d'interpellation et de défiance du pouvoir (marches, protestations, lettres ouvertes, grèves, etc.).

En complément de ces forces principales, il convient de signaler :

- les chefs de file de «l'opposition intérieure» à partir de 1978-1979 (Grégoire Eugène, Sylvio Claude, Hubert de Ronceray), lesquels se révèlent incapables de prise en charge effective du mouvement de masse en développement, compte tenu de la dynamique spécifique de ce dernier : leadership diffus, mouvance régionale et locale autonome, actions ponctuelles, etc.;

- l'auto-érosion de l'édifice duvaliériste qu'entraînent les rivalités de clans, d'orientations et de générations;
- l'action permanente de contestation et de dénonciation par les groupes «d'opposition extérieure» en diaspora, laquelle a eu pour effet cumulatif de maintenir l'opinion publique internationale en alerte et de saper la crédibilité politique du régime duvaliériste.

Cela dit, on sait maintenant que les Forces Armées d'Haïti (les FAD'H) ont été un acteur déterminant dans le processus de transition. Les FAD'H ont joué un rôle prépondérant pour amorcer la transition («opération-départ») mais aussi pour mettre en place le Conseil national de gouvernement provisoire (CNG).

Enfin, d'autres acteurs politiques occuperont subséquemment, c'est-à-dire deux ou trois mois plus tard, voire même après cela, le premier plan de la scène politique comme

aspirants au nouveau pouvoir : il s'agit de chefs de parti ou de mouvement politique revenus d'exil ou de la diaspora (Marc Bazin, Leslie Manigat, Louis Déjoie II, François Latortue, Thomas Désulmé, etc.), de porte-parole des nouvelles forces politiques (Konakom, groupe des 57, etc.), de dirigeants syndicaux, des chefs de mouvements paysans, etc.

Une fois le gouvernement de transition mis en place, il fait face aux principales revendications suivantes qui vont dominer et conditionner la scène politique, pratiquement sans interruption, de février 1986 aux élections avortées du 29 novembre 1987, à savoir :

- la déduvaliérisation, c'est-à-dire la mise au rancart des principaux responsables de l'ancien pouvoir dans les institutions-clés de l'État et leur mise en accusation éventuelle pour corruption, malversations, etc.;

- la démacoutisation, c'est-à-dire la dissolution légale et effective des VSN (Volontaires de la sécurité nationale);

- l'amélioration des conditions de vie de la grande majorité par des actions et programmes d'urgence (baisse des prix des produits de première nécessité, augmentation des salaires de base, réduction des taxes, création d'emplois, etc.);

- la démocratisation, c'est-à-dire la mise en place des conditions institutionnelles permettant l'avènement d'un gouvernement légitime élu au suffrage universel.

Sous l'empire et le poids de ces revendications fondamentales, le processus de transition se fera particulièrement laborieux. Le heurt s'avèrera inévitable entre la gestion de ces revendications et la «mission» implicite du CNG perçu comme étant le produit de l'effondrement de la dictature.

TELS SONT LES ENJEUX QUI ONT balisé les deux premières années de la période de transition. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pose-



rons ci-après un certain nombre de constats comme jalons d'évaluation de la conjoncture.

En ce qui concerne les intervenants-clés dans la transition, on peut en premier lieu noter qu'après une première période de flottement et de posture défensive (jusqu'en avril 1986), le CNG, à toutes fins pratiques identifié à l'Armée, conserve l'initiative de l'action politique.

Après une tentative avortée de résurgence officielle en novembre 1986, les secteurs duvaliéristes ou néo-duvaliéristes se verront délégitimés politiquement par l'article 291 de la nouvelle constitution de 1987 bannissant pour les prochaines dix années la participation politique de duvaliéristes trouvés indignes aux termes de la loi.

Quant aux forces nouvelles, elles comprennent un éventail multiforme allant de la classe politique traditionnelle en recomposition à la nébuleuse des mouvements, groupes et groupuscules s'identifiant au mouvement démocratique et populaire. Dans le premier cas, il ne s'agit pas encore de partis vraiment enracinés dans le tissu national, mais au mieux de plates-formes (en général, de centre ou de centre-droit) servant à mettre en valeur le chef aspirant au pouvoir. Parmi les plus représentatifs de cette mouvance, signalons : Marc Bazin, Leslie Manigat, Hubert de Ronceray, Grégoire Eugène, Louis Déjoe II et Sylvio Claude. Dans le deuxième cas, l'observation principale à faire concerne la dynamique centrifuge de ces mouvements, c'est-à-dire leur fragmentation, bien que, paradoxalement, ils personnifieront le pôle idéologique du changement face au CNG et à l'arrière-garde duvaliériste. De ces mouvements va émerger le groupe des 57 puis, à l'automne 1987, le Front national de concertation (FNC), coalition de tendance centre-gauche qui, en peu de temps et malgré des faiblesses organisationnelles certaines, se présentera comme la «solution» de changement avec comme porte-parole, M. Gérard Gougue, ministre démissionnaire de la Justice au sein du CNG.

Autour de cet échiquier particulièrement mouvant à partir de juin-juillet 1987 se déploie l'action tantôt incitative tantôt temporisatrice de l'Église catholique, c'est-à-dire de la Conférence épiscopale qui prend position, interprète et s'interpose, mais sans nécessairement parler toujours d'une seule voix. Également les syndicats, en particulier la CATH (Centrale autonome des travailleurs haïtiens), joueront un rôle très actif, quoique pas toujours bien

avisé, dans le corps-à-corps politique avec le CNG. Il faudrait enfin pouvoir analyser l'apport multiforme de groupements, d'associations professionnelles, d'organisations de quartier, etc. qui ont foisonné à la faveur du déverrouillage politique du 7 février 1986, de même que les influences directes et indirectes qu'ont pu exercer notamment les États-Unis pour orienter le processus de transition conformément à leurs intérêts.

Quoi qu'il en soit, il reste qu'après le vote-plébiscite de la Constitution (29 mars 1987), l'étape de décantation politique s'est articulée autour de l'organisation des élections générales par le Conseil électoral provisoire (CEP) prévu justement par cette Constitution. On connaît bien les péripéties institutionnelles et autres qui ont opposé le CEP et le CNG. Après la reculée spectaculaire de ce dernier sur le projet de loi électorale du CEP, s'engage la phase finale de confrontation entre ce dernier et le CNG, avec les résultats politiquement et humainement dévastateurs que l'on sait : annulation forcée des élections par le CEP et massacre délibéré d'électeurs dans des bureaux de vote de la capitale.

Les «élections» organisées le 17 janvier 1988 par le nouveau CEP et sous contrôle du CNG n'ont fait que corroborer la stratégie antérieure. Néanmoins, elles ont eu le mérite de susciter de nouveaux positionnements parmi les forces identifiées précédemment sur l'échiquier de la transition. Ainsi un Comité d'entente démocratique regroupera des leaders de centre-centre droit (Bazin, Déjoe, Sylvio Claude) et le Front national de concertation représenté par Gougue. De même, un «Manifeste pour la démocratie après le massacre du 29 novembre» sera signé par un regroupement d'institutions religieuses, catholiques et protestantes, d'organisations syndicales ouvrières et paysannes, par des

associations socio-professionnelles, etc. Ce Manifeste, qui considère comme étant nul le résultat des élections du 17 janvier, exprime une nouvelle volonté de rassemblement unitaire.

AUJOURD'HUI, PLUS DE CINQ MOIS après l'installation de Leslie Manigat comme président déclaré élu (avec quelque 34 p.100 des voix recensées par le CEP/CNG), quelles peuvent être les chances de la démocratie en Haïti ?

D'abord, il semble certain qu'en prenant «le risque calculé», comme il l'a dit lui-même, de jouer le nouveau jeu du CNG, c'est-à-dire des FAD'H, Leslie Manigat compte jouer «gagnant», au grand dam de ses adversaires qui croyaient avoir la bonne cote auprès des acteurs décisifs des FAD'H. Pour y parvenir, il a dû faire des compromis et des concessions dont la nature plus ou moins contraignante ne manquera pas de se révéler à plus ou moins brève échéance.

En contrepartie, Leslie Manigat, a dû se révéler un atout fort convenable pour aider les FAD'H à sortir de l'impasse politique du 29 novembre 1987, notamment face aux États-Unis pris vraisemblablement au dépourvu par l'ampleur imprévue de la catastrophe et tentés par la perspective d'une autre solution que celle du CNG dirigé par le général Namphy. En effet, Manigat aura eu, sur ses compétiteurs pro-CNG, le double avantage de jouir d'un appui international enviable (Internationale chrétienne-démocrate, Internationale socialiste) et de s'être montré réceptif «aux déçus du duvaliérisme» à qui il a réitéré des appels à la conciliation.

Restent les anciens compétiteurs du Comité d'entente démocratique. D'entrée de jeu, Manigat joue, face à eux, la carte de la trêve politique et

souhaite pouvoir dialoguer avec une opposition «positive et constructive». Reste enfin et surtout le peuple dont les revendications fondamentales constituent le test du changement vers la démocratie en Haïti. Quoi lui dire de vraiment nouveau pour regagner sa confiance et emporter son adhésion ? Manigat a inauguré une série de conversations télévisées avec le peuple – *Koze anba tonel* – (causerie sous la tonnelle) qui se veulent des messages de vérité. Bref, faute d'avoir obtenu la sanction populaire non équivoque par le suffrage universel, le président du 17 janvier 1988 cherche à se créer une légitimité institutionnelle *de facto* qui conforterait ses pouvoirs constitutionnels de commande et de décision.

Quant aux partenaires internationaux, certains – la France, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et le Venezuela – font leur la politique de «la chance au coureur». Il est plausible que le Canada leur emboîte le pas suite au dépôt du rapport de la Commission Hudon.\* Les États-Unis se cantonnent dans le fameux *wait and see*, tout en renonçant à appliquer de nouvelles sanctions économiques contre le gouvernement haïtien.

En tout et pour tout, Leslie Manigat se sent suffisamment confiant pour affirmer récemment qu'il accomplira son mandat intégralement : «Pas un jour de plus, pas un jour de moins.» Cela reste à voir, compte tenu de l'équilibre précaire du rapport de forces dont il aura été le principal bénéficiaire. Le meilleur test de sa viabilité et de sa longévité demeure encore la satisfaction des revendications fondamentales mises de l'avant à partir du 7 février 1986. Ce serait une des ruses mystérieuses de l'histoire qu'il puisse y parvenir à la faveur de ce raccourci du 17 janvier 1988. □

\*Rapport du groupe de parlementaires sur Haïti, Jean-Guy Hudon, député et président du groupe, avril 1988.

#### Pour en savoir plus

«Haïti Terror and the 1987 Elections», *National Coalition for Haitian Refugees and Americas Watch*, novembre 1987.

*Haïti Information libre* (mensuel), n° 30, mars 1988.

Cary Hector, «Du 7 février 1986 au 7 février 1988 : *quo vadis Haïti ?*», *Collectif Paroles*, Revue culturelle et politique haïtienne, Montréal, n° 33, janvier 1987.

Caroline Jarry, «Le mouvement populaire haïtien. L'exigence de la démocratie», *Mouvements*, Montréal, vol. 4 no 5, mai-juin 1987.



# DONNEZ À L'ONU UN TERRITOIRE À GOUVERNER

*Protéger la souveraineté canadienne dans l'Arctique, voilà un problème qu'Ottawa pourrait résoudre en faisant un geste hardi d'internationalisme.*

PAR CLYDE SANGER

LES PARAGRAPHES QUI SUIVENT se veulent provocants. De nombreux stratèges de renom et d'autres penseurs ont traité de l'Arctique et ont écrit des milliers de mots sur l'importance d'affirmer la souveraineté du Canada contre (presque) tout et tous, ou sur la possibilité de constituer l'Arctique en zone démilitarisée ou en une quelconque zone dénucléarisée. Je vais donc résumer les principales propositions formulées à cet égard, puis j'énoncerai mon point de vue sur la question.

Hanna Newcombe a été l'une des premières à s'exprimer sur la question, en 1980. On a souvent parlé de son plan visant à établir une zone dénucléarisée au nord du 60<sup>e</sup> parallèle, et on l'a aussi critiqué. Si la limite suivait rigoureusement le 60<sup>e</sup> parallèle, la zone comprendrait la péninsule de Kola où la moitié de la flotte de sous-marins soviétiques est basée; les autorités militaires de l'URSS s'opposeraient donc au plan, cela va de soi. En revanche, si le tracé de la limite était (comme elle l'a dit plus tard) plus «souple», bien des gens en condamneraient l'ambiguïté.

Adoptant une autre perspective, on a critiqué la formule d'Owen Wilkes (un Néo-Zélandais qui a travaillé à l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm pendant quelque temps). Il veut créer une zone circumpolaire démilitarisée qui exclurait la mer de Barents et en ferait un sanctuaire pour sous-marins; en outre, les grandes stations radars que les États-Unis possède depuis l'Alaska jusqu'à la partie septentrionale de l'Angleterre ne seraient pas visées.

En mai 1987, Ronald Purver concluait, dans un de ses exposés, que la meilleure façon d'arriver à limiter les armements dans l'Arctique consiste à chercher des mesures de limitation des armements ayant une portée générale plutôt que de se confiner à des mesures visant exclusivement cette région. C'était là une

mise en garde fort valable, mais elle n'était guère encourageante pour ceux selon qui «il faut bien commencer quelque part». Plus tard, dans un des *Cahiers* de l'ICPSI, M. Purver a épousé l'idée voulant que l'on interdise aux sous-marins l'accès à des «zones de protection» allant jusqu'à 2 500 kilomètres au large des côtes des pays concernés; il a par ailleurs adhéré à un plan qui créerait des sanctuaires pour sous-marins dans l'Arctique. Ces deux formules correspondent toutes deux à ce qu'on appelle des mesures propres à accroître la confiance.

M. Purver aura besoin de beaucoup de chance pour convaincre les superpuissances de jouer le jeu et de respecter de telles règles!

Entre-temps est paru, en juin 1987, le Livre blanc sur la Défense qui annonçait l'intention du gouvernement d'acquérir de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire. On ne sait toujours pas ce que ces bâtiments feront s'ils rencontrent des submersibles étrangers sous les glaces de l'Arctique. En privé, les stratèges du ministère de la Défense nationale admettent que les sous-marins ne répondent à aucune logique militaire, mais qu'ils ont une importance politique, censément pour ce qui est d'assurer la souveraineté du pays de concert avec les brise-glaces de la classe 8. Le Livre blanc évoque la possibilité que des sous-marins soviétiques empruntent le passage du Nord-Ouest pour déboucher dans l'Atlantique et y attaquer des convois. D'après David Cox, absolument rien ne prouve que des sous-marins soviétiques aient déjà circulé dans le Passage; M. Cox pense, cependant, que les militaires canadiens voudront peut-être se renseigner sur ce dernier de façon à pouvoir ensuite miner les sorties menant au Bassin arctique pour arrêter les sous-marins américains se dirigeant vers l'Ouest, lesquels ont

certainement déjà navigué dans ces eaux sans en toucher mot à leur allié si cher...

Dans son énoncé de politique intitulé «Les enjeux du Canada dans la sécurité commune», le Nouveau Parti Démocratique (NPD) soutient que l'Arctique est une région plus explosive que l'Europe centrale. S'il prenait le pouvoir, le NPD redéploierait les 7 200 soldats canadiens basés en Allemagne, mais pas nécessairement dans l'Arctique. Après tout, qui veut faire la guerre là-bas à pied (ou dans des chars)? En ce qui concerne l'Arctique, le NPD chercherait principalement à instaurer un régime de coopération et de sécurité avec les voisins nordiques du Canada, et il exercerait de fortes pressions pour limiter ou éliminer la génération de missiles de croisière sophistiqués à laquelle l'évolution de la technologie donnera bientôt naissance.

Parmi ses plans de démilitarisation, Franklyn Griffiths a proposé en 1979 de constituer en zone démilitarisée tout espace maritime situé au-delà de la zone économique de 200 milles de chaque pays. Affirmant que cette idée n'allait pas assez loin, M. Purver a préconisé d'en étendre la portée à toute étendue maritime dépassant le cadre des eaux territoriales nationales (12 milles).

Et enfin, il y a les six propositions que Mikhaïl Gorbatchev a formulées dans son discours d'octobre dernier à Mourmansk. Il préconisait alors (1) de créer une zone dénucléarisée en Europe du Nord; (2) de sanctionner la proposition finlandaise voulant que l'on restreigne l'activité navale «dans les mers baignant les côtes de l'Europe septentrionale»; (3) de favoriser une coopération pacifique pour développer les ressources du Nord, c'est-à-dire de l'Arctique; (4) de faire en sorte que les pays du Nord collaborent pour protéger l'environnement; et (6) si le dégel politique escompté se produisait, d'ouvrir ce qu'il appelle la Route maritime du Nord (c'est-à-dire

le Passage du Nord-Est) aux navires étrangers, avec l'aide des brise-glaces soviétiques.

À la Conférence Norvège-Canada sur les questions circumpolaires, qui a eu lieu à Tromsø, en décembre 1987, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a critiqué les deux premières propositions de M. Gorbatchev en ces mots: «M. Gorbatchev semble accorder uniquement son attention à la partie ouest de l'Arctique sans parler de la mer de Barents ou des autres eaux adjacentes de l'URSS. Il ne précise pas comment une interdiction de l'activité navale serait vérifiée ou imposée». M. Clark a ajouté que le Canada avait demandé aux autorités soviétiques de fournir des éclaircissements sur ces points.

M. Clark a cependant bien accueilli toutes les idées relatives à la coopération; en fait, il a consacré une page entière à la coopération, à la fin de son discours, et il a alors évoqué les aspects suivants: partager l'information, l'expérience et la technologie, profiter des leçons que nous enseignent les Inuit et les Saami, et le reste. Plus tôt, il avait rappelé quels sont les quatre grands volets de la politique étrangère globale du gouvernement au sujet du Nord: affirmer la souveraineté canadienne, moderniser les défenses, élargir le cadre de la coopération entre les pays circumpolaires, et préparer l'utilisation du Passage du Nord-Ouest à des fins commerciales.

ET NOUS EN VENONS DONC À LA question du Passage du Nord-Ouest. Pendant toute la Troisième Conférence sur le droit de la mer (UNCLOS-3), le Canada s'est arrangé pour ne pas prendre part au débat sur les détroits internationaux. Il soutient maintenant que le Passage fait partie de ses eaux intérieures. Dans un article paru dans le *Globe and Mail* du 10 novembre 1987, Franklyn Griffiths a présenté un plan dont l'objet était d'amener les États-Unis à accepter la souveraineté

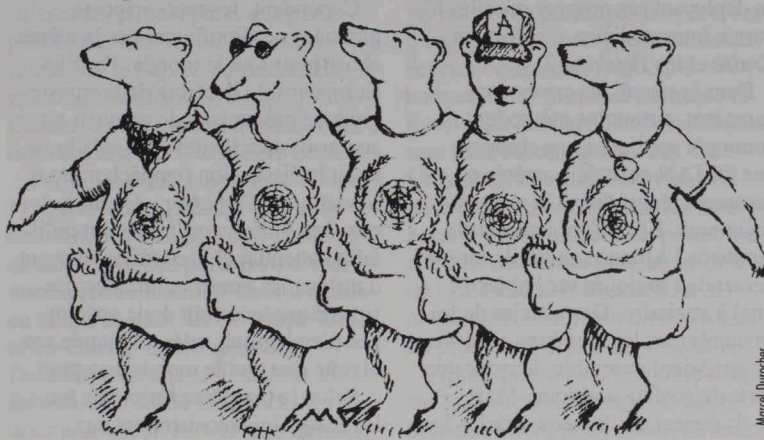
du Canada dans les eaux de surface de l'Archipel arctique, pour établir ainsi un régime international destiné à favoriser la sécurité et l'efficacité de la navigation commerciale dans les eaux arctiques de l'Amérique du Nord. L'accord ne ferait aucune mention des activités sous-marines, de sorte que le Canada pourrait continuer à revendiquer une juridiction exclusive, tandis que les sous-marins américains circuleraient librement (et secrètement). Le Canada disposerait de détecteurs aux points stratégiques, pour surveiller la situation, et il dresserait des barrières quelconques qui serviraient à arrêter « toute activité sous-marine hostile en cas de crise ou de guerre ».

Le gouvernement canadien n'a même pas pu obtenir ce minimum. Dans l'accord signé à la mi-janvier, Washington ne reconnaît pas la souveraineté du Canada, même pour les eaux de surface; les Américains acceptent de demander l'assentiment du Canada chaque fois qu'un de leurs brise-glaces voudra emprunter le Passage du Nord-Ouest. En fait, cela correspond à peu près à ce qui se fait dans n'importe quel détroit dit « international » ou, pour employer la langue de l'UNCLOS, « dans les détroits qui sont employés pour la navigation internationale » et qui séparent au moins deux États (Malacca, Gibraltar, Tiran, etc.). Ainsi donc, au lieu de préparer le Passage du Nord-Ouest à servir à des fins commerciales, M. Clark semble simplement en faire un détroit international. Il renonce donc à son premier grand thème, à savoir affirmer la souveraineté du Canada, dans la partie même de l'Arctique où des navires étrangers sont le plus susceptibles de circuler fréquemment. En tous cas, il y renonce en ce qui concerne les Américains. Quant à moi, je pense qu'il devrait pousser plus loin sa position en apparence « continentaliste » et lui donner un caractère vraiment « internationaliste ».

JE PROPOSE QUE LE CANADA OFFRE aux Nations-Unies toute la partie de l'Archipel arctique située au nord du canal Parry (canal qui divise l'Arctique d'Est en Ouest, à peu près à la hauteur du 75° degré de latitude Nord) et que cette zone soit déclarée territoire international, comme l'Antarctique l'a toujours été. Ce serait là le signe ultime de la coopération : renoncer à sa souveraineté tout en garantissant à tous que le Canada participera à toute activité valable concernant la recherche scientifique, la protection de

l'environnement et les travaux de développement sains du point de vue écologique.

Certains critiques diront : « Pourquoi ne pas essayer de convaincre d'autres pays de nous emboîter le pas ? Pourquoi gaspiller un atout dans le jeu diplomatique ? » Certes, ce serait merveilleux si un autre pays décidait de nous imiter, mais si nous comptons là-dessus, nous risquons d'attendre indéfiniment et de rater le coche ! La démilitarisation doit commencer quelque part. Pourquoi pas chez nous, qui avons le bonheur de posséder un morceau de



Marcel Dunoyer

territoire relativement grand dont nous pouvons faire don afin de secouer la léthargie du monde ?

Pour répondre aux arguments des critiques se souciant uniquement des bilans et des résultats finaux, demandons-nous ce que le Canada risque effectivement de perdre en offrant un territoire aux Nations-Unies. Certes, il y a des minéraux dans l'Arctique septentrional (nous y avons à grands frais extrait du pétrole, il y a la mine Polaroid de plomb-zinc, et aussi la ville de Resolute – aujourd'hui appelée Qausuittuq). Nous perdrons aussi le droit d'entourer l'Archipel d'une zone économique de 200 milles. Mais pourquoi nous sentons-nous obligés de revendiquer toute cette zone maritime ? À ce sujet, rappelons-nous qu'en 1920, la Norvège a signé avec huit autres pays un traité les autorisant (et l'Union soviétique, après 1925) à exploiter les réserves de minerai dans le Svalbard (autrefois appelé Spitzberg). Par conséquent, le Canada irait simplement un peu plus loin que la Norvège, en renonçant à la souveraineté.

En revanche, le Canada ne se sentirait pas contraint de défendre l'Arctique contre un quelconque envahisseur. Il pourrait partager d'autres frais (par exemple, ce qu'il en coûte pour protéger l'environnement) avec les autres États que la région intéresse.

Cependant, les principaux avan-

tages ne sont pas les réductions des budgets du ministère de la Défense nationale et d'Environnement Canada. Voici quelques-uns des véritables gains :

- Pareille décision renforcerait la position des internationalistes quand le Traité sur l'Antarctique fera l'objet d'une révision en 1990 et que ce continent risquera d'être divisé.

- Un formidable problème se poserait à l'ONU : comment faire pour conserver son caractère démilitarisé à une zone qui relève d'elle et qui revêt un rôle beaucoup plus stratégique que l'Antarctique ? Est-il si

irréaliste de penser que les deux superpuissances pourraient juger dans leur intérêt mutuel d'élaborer un jeu de mesures qui leur permettraient de s'assurer que l'Arctique reste démilitarisé ? Pareille entreprise viserait-elle aussi le Passage du Nord-Ouest ? Pourquoi pas ?

M. Doug Roche, ambassadeur du Canada au désarmement, a parlé d'une Organisation internationale de vérification (OIV). Ce nouveau territoire de l'ONU (appelons-le « Arctica ») pourrait devenir la première raison d'être de cette OIV.

- L'ONU aurait une longueur d'avance en ce qui concerne la coopération dans une zone internationale. Nous pensions tous que les fonds marins situés en dehors des zones de juridiction nationale deviendraient la partie du globe où cela se produirait tout d'abord, mais l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) attend toujours dans les coulisses (ou sous le soleil de la Jamaïque) le moment opportun pour prendre son essor. L'AIFM ne sera pas effectivement constituée tant que soixante pays n'auront pas ratifié la Convention sur le droit de la mer ; or, après cinq ans, seulement trente-cinq pays l'ont fait. Le Canada pourrait fixer une échéance relativement à la coopération visant Arctica, tout simplement en annonçant la date de cession. Il pourrait, bien sûr, intégrer à tout cela une disposition « de

sécurité » : s'il s'avérait que l'ONU est totalement désorganisée ou qu'elle n'est pas prête à assumer ses nouvelles responsabilités, le Canada pourrait retirer son offre juste avant la date de cession.

Quant à eux, les pessimistes diront : « Il est évident que l'ONU n'est pas à la hauteur de la tâche. Voyez ce qui s'est passé au sujet de la Namibie ». Il est vrai que 112 pays, dont le Canada et les États-Unis, ont voté en 1966 pour mettre un terme au mandat que l'Afrique du Sud exerçait sur l'Afrique du Sud-Ouest et confier directement à l'ONU le soin de mener ce dernier pays à l'indépendance. Mais la conjoncture était loin d'être celle qui existe aujourd'hui concernant Arctica. L'Afrique du Sud était résolue à ne pas lâcher prise, et la Grande-Bretagne était préoccupée par la révolte en Rhodésie; les États-Unis et le Canada se désintéressèrent bientôt de la question et refusèrent d'adhérer au Conseil des Nations-Unies pour la Namibie.

- Il est fort possible (mais ce n'est pas garanti) qu'en cédant une parcelle de territoire, nous amorçons une tendance; les territoires en question pourraient ensuite être démilitarisés. Le Danemark pourrait rapidement nous imiter en renonçant à la partie septentrionale du Groënland. Il est beaucoup moins certain que le Royaume-Uni accepterait de se départir de l'Irlande du Nord... ou des Malouines.

ET ENFIN, COMMENT LES NATIONS-Unies administreraient-elles Arctica ? Elles pourraient recourir au Conseil de tutelle (qui est sous-employé) dont tous les États membres font partie. Ou elles pourraient créer un comité spécial de tutelle qui comprendrait moins de pays, par exemple, les sept États ayant des territoires au nord du 60° parallèle, ou les sept États membres ayant la plus forte densité de population (le Bangladesh, la Barbade, la Belgique, Malte, les Îles Maurice, les Pays-Bas et Singapour), ou n'importe quel autre groupe approprié de pays.

Voilà ! Je propose que le Canada, qui se fait depuis longtemps le champion de l'internationalisme, soit le premier pays à offrir aux Nations-Unies une partie importante de son territoire. (Je ne tiens pas compte de la propriété de Turtle Bay, dans Manhattan, dont les États-Unis ont fait don à l'ONU, mais peut-être que je le devrais; en pareil cas, le Canada serait le deuxième pays à faire un tel geste.) Je pense avoir bien exposé mon point de vue. □

# TIRAILLEMENTS AU SEIN DE L'OTAN

*Les articles de foi qui unifiaient jadis l'OTAN s'érodent gravement et, contrairement à ce qui a été le cas de toutes les crises antérieures, celle-ci concerne des valeurs et des convictions profondes.*

PAR FEN OSLER HAMPSON

**E**N MARS DERNIER, LES CHEFS de gouvernement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) se sont réunis pour réaffirmer l'unité de l'Alliance et pour sanctionner de nouveau les efforts faits en vue de réduire les armements stratégiques avec l'Union soviétique, d'éliminer les armes chimiques et de mener des négociations avec Moscou au sujet des réductions des armements classiques en Europe. Dans leur communiqué, les chefs d'État ont réitéré leur adhésion aux politiques qui furent énoncées pour la première fois vers le milieu des années 1960 : l'OTAN doit fonder son avenir « sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et classiques suffisantes et efficaces, forces qu'elle continuera à moderniser dans les domaines où cela s'imposera ». Le sommet n'a pas permis aux participants de régler les questions difficiles auxquelles l'Alliance fait face, par exemple celle de savoir si elle doit moderniser ses armes nucléaires tactiques à courte portée et, le cas échéant, comment. La rhétorique usée au sujet de « l'unité de l'Alliance » et une amélioration inespérée des relations Est-Ouest ont uniquement servi à rappeler que les désaccords s'accroissent au sein de l'Alliance, faute d'une orientation précise, d'imagination et de perspicacité politique.

CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS qu'une crise secoue l'OTAN. Vers le milieu des années 1960, il y a eu tout un débat au sujet de la Force multilatérale, qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour (c'était essentiellement une rixe entre les Américains et certains alliés européens quant à savoir de qui relèveraient les armes nucléaires américaines basées en Europe). Plus récemment, la conduite à adopter face à l'accroissement des missiles SS-20 soviétiques a donné lieu à une autre crise. Puis, il y a eu une autre controverse quand l'Alliance a finalement décidé de réagir à cette menace

en déployant ses propres missiles à portée intermédiaire, à savoir les *Cruise* et les *Pershing 2*.

Dans le passé, les crises concernaient surtout les méthodes : comment appliquer une stratégie que l'OTAN avait déjà arrêtée et comment réagir face à la menace soviétique. Elles n'ont jamais mis l'unité de l'Alliance en péril, car on s'entendait toujours sur l'objectif final à atteindre. Des articles de foi auxquels tous les membres adhéraient les gardaient ensemble, comme une sorte de « colle » politique. Mais quels étaient ces fameux articles ?

EN PREMIER LIEU, TOUS CROYAIENT en la gravité de « la menace soviétique ». Tant que Brejnev et Gromyko furent à la tête du Kremlin, l'orientation anti-occidentale de la politique soviétique cimentait l'OTAN. L'URSS contribua à créer ce sentiment de menace en accroissant et en modernisant ses forces classiques au cours des années 1970 et en déployant ses SS-20. La plupart des Européens croyaient que l'URSS franchirait la frontière séparant les deux Allemagnes et envahirait l'Europe si on lui en laissait la moindre chance, et que le Pacte de Varsovie possédait, au chapitre des armements classiques, la « supériorité écrasante » nécessaire pour ce faire.

Le deuxième article de foi fut intégré à la doctrine de la « riposte graduée ». Bien que l'OTAN eût commencé à abandonner la doctrine des « représailles massives » à la fin des années 1950 et au début des années 1960, elle n'exprima officiellement sa nouvelle orientation qu'en 1967. En vertu de la doctrine de la riposte graduée, l'OTAN recourrait tout d'abord à ses forces classiques pour contrer une attaque du Pacte de Varsovie, puis, au besoin, aux armes nucléaires. Cette doctrine repose sur la « proportionnalité » : user de représailles proportionnelles à l'ampleur de l'attaque ennemie.

Cependant, les mots « riposte graduée » ne signifiaient pas la même chose pour tout le monde. Pour les Européens, la doctrine de la riposte graduée préconisait de recourir tôt aux armes nucléaires, car cela favorisait la dissuasion (empêcher les Soviétiques d'attaquer). Quant à eux, les Américains pensaient qu'il fallait attendre et bien réfléchir avant d'utiliser les armes atomiques. La riposte graduée était donc enveloppée d'ambiguïté, mais c'était une ambiguïté que tout le monde acceptait.

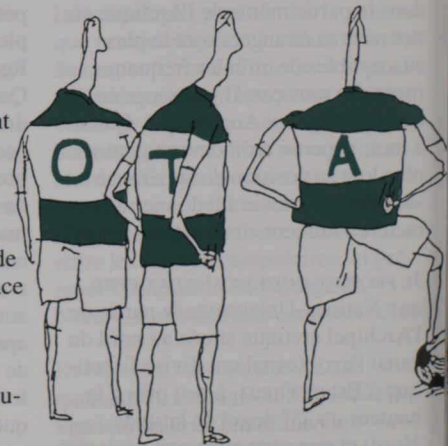
Selon le troisième article de foi, les États-Unis recourraient aux armes nucléaires pour défendre l'Europe occidentale; de cette façon, le sort de l'Amérique était inextricablement lié à celui de l'Europe. Une minorité doutait de la garantie selon laquelle les États-Unis risqueraient de déclencher une guerre nucléaire généralisée avec l'URSS pour défendre l'Europe.

CES ARTICLES DE FOI ONT AUJOURD'HUI perdu beaucoup de leur force. La crise actuelle, contrairement aux autres, n'est pas d'ordre politique. Il s'agit d'une crise interne portant sur des valeurs et des convictions profondes. Le ciment politique liant entre eux les membres de l'OTAN est en train de s'effriter, et des fissures commencent à apparaître dans l'Organisation.

Tout d'abord, tous les membres de l'OTAN ne perçoivent plus la menace soviétique de la même manière, à cause de la révolution gorbatchevienne. La manifestation la plus évidente de cette dernière est l'évolution marquée du discours politique soviétique. Quand elle parle de la sécurité en Europe, l'URSS emploie maintenant des expressions telles que « interdépendance mondiale », « quantités raisonnables », et « défense non provocatrice ». Aux oreilles des Européens, ce sont des propos séduisants, et nous assistons à une vigoureuse renaissance de l'*Ostpolitik* (mot désignant les efforts déployés par l'Allemagne de l'Ouest au début

des années 1970 pour améliorer ses relations politiques et commerciales avec l'Europe de l'Est et l'URSS.), tandis que l'URSS fait des pieds et des mains pour accroître ses liens commerciaux et économiques avec l'Europe occidentale. La Maison-Blanche met plus de temps à reconnaître le changement et elle est plus sceptique que l'Europe face à Gorbatchev. Mais le Traité sur les missiles à portée intermédiaire a renforcé chez les Européens de l'Ouest l'idée que Gorbatchev veut vraiment limiter les armements, voire aussi en arriver à un désarmement partiel.

Par ailleurs, on met sérieusement en doute le deuxième article de foi, celui concernant la « riposte graduée ». Les élites politiques américaines sont devenues de plus en plus allergiques aux armes nucléaires au cours de la dernière décennie. En soi, l'entente sur les forces nucléaires à portée intermédiaire ne change pas grand-chose à l'équation stratégique



globale, ni à la doctrine de la riposte graduée. (L'OTAN pourra toujours attaquer des objectifs en Union soviétique avec ses bombardiers F-111 basés en Grande-Bretagne. En outre, les missiles balistiques américains lancés d'un sous-marin et mis

à la disposition exclusive de l'OTAN constituant une force de représailles invulnérable.) Cependant, si l'on s'en tient aux perceptions, le Traité a effectivement de l'importance.

Les armes nucléaires sont en train de perdre leur légitimité, et aux yeux de certains, l'entente intervenue récemment sur les missiles basés en Europe confirme encore davantage que ces engins ne sont pas des instruments viables de la force militaire. Jamais auparavant on n'a vu aux États-Unis d'anciens secrétaires d'État, d'anciens secrétaires à la Défense et aussi d'anciens conseillers experts de la sécurité nationale déclarer qu'aucun président n'autoriserait jamais le recours en premier aux armes nucléaires. L'Initiative de défense stratégique, lancée par Ronald Reagan, vise, entre autres choses, à offrir une issue technologique à ce dilemme nucléaire.

Tout cela a rendu certains Européens très nerveux. L'Europe occidentale a toujours misé beaucoup sur les armes nucléaires, car celles-ci compensaient les lacunes perçues dans le domaine des forces classiques; aujourd'hui, on lui retire d'un seul coup ce bouclier protecteur.

Maintenant que les missiles à portée intermédiaire ont été éliminés, l'attention se tourne de nouveau vers l'équilibre des forces classiques en Europe centrale, et l'on s'interroge aussi quant à savoir comment le reste

démocrates et les dirigeants de la droite, aimeraient que la limitation des armements s'étende aussi à la troisième catégorie des armes nucléaires, à savoir les systèmes dont la portée est inférieure à 500 kilomètres. D'autres, surtout parmi les modérés trouvent qu'on est allé assez loin: selon eux, l'OTAN doit conserver ses forces nucléaires à courte portée (les missiles *Lance*, par exemple) et moderniser son arsenal en déployant de nouveaux missiles pouvant frapper des cibles à 300 ou 400 kilomètres.

En Grande-Bretagne, les divisions suivent les philosophies des partis politiques. Les Travailleurs aimeraient que le pays se débarrasse des armes nucléaires, tandis que les Conservateurs veulent que les réductions des arsenaux nucléaires cessent.

Parmi les petits pays membres de l'OTAN, le Danemark s'intéresse activement à une politique qui interdirait aux navires porteurs d'armes nucléaires de mouiller dans ses eaux en temps de paix. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont signalé au Danemark qu'une telle mesure affaiblirait l'unité de l'Alliance. Il y a deux ans, quand la Nouvelle-Zélande a adopté une ligne de conduite semblable, les États-Unis ont rompu leurs relations de défense avec elle, relations qui étaient définies dans l'accord ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis).

Les Français sont ouvertement hostiles à l'évolution actuelle des choses. Ils craignent énormément que les superpuissances concluent d'autres marchés à l'insu de l'Europe. Ils sont sans doute les seuls partisans invétérés de la dissuasion nucléaire, et ils soutiennent que la dissuasion classique n'a jamais marché et qu'elle ne marchera jamais. Selon eux, les armes nucléaires ont permis de préserver la paix en Europe, et la seule manière de la préserver dans l'avenir consiste à en accroître encore le nombre.

DU CÔTÉ DES FORCES CLASSIQUES, LE tableau n'est pas beaucoup plus clair. De part et d'autre de l'Atlantique, on songe beaucoup à améliorer les forces classiques et à combiner cette démarche avec la réduction des armes nucléaires par l'entremise de la limitation des armements, pour contrer ce que l'on perçoit comme étant la supériorité soviétique. Mais où trouvera-t-on l'argent nécessaire pour construire plus de chars d'assaut et d'avions et pour déployer plus de soldats? Vu l'ampleur du déficit budgétaire américain, les États-Unis ne peuvent tout simplement pas se permettre d'entreprendre un pro-

gramme de modernisation des forces classiques un tant soit peu ambitieux.

En Europe, les problèmes budgétaires s'ajoutent à une baisse de la natalité; celle-ci est tellement marquée qu'il y aura moins de main-d'œuvre à consacrer à la défense au début des années 1990. Avec le système actuel de conscription, on pense que l'effectif des forces armées ouest-allemandes tombera à 290 000 vers le milieu des années 1990; or, il se situe maintenant à 495 000. Les mesures qui auront pour but d'accroître le nombre de volontaires enrôlés pour une courte période et de prolonger les périodes d'engagement ainsi que la durée du service obligatoire risquent d'être coûteuses sur les plans politique et fiscal. Les facteurs démographiques sont plus encourageants aux États-Unis, mais comme le service militaire obligatoire n'existe plus dans ce pays, il y sera difficile de porter les effectifs des forces armées au-delà du niveau actuel. Bref, les forces classiques constituent un des volets du problème, et non de la solution.

Après quinze ans, les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces n'ont abouti à rien, ce qui ne va pas faciliter l'élaboration d'une politique cohérente sur les forces classiques au sein de l'OTAN. Faute de nouvelles idées, les chances pour que Gorbatchev prenne l'initiative politique (et exploite la propagande à ses fins) avec ses propres propositions continuent de croître.

SI L'OTAN NE SE DOTE PAS D'UNE vision renouvelée, à quels changements, dus à la seule inertie politique, peut-on s'attendre dans l'Alliance? D'abord, une réduction des troupes américaines affectées en Europe est inévitable. Aux États-Unis, les élites et le public croient de plus en plus (à tort ou à raison) que les alliés européens se paient leur tête. Vu les pressions financières et budgétaires toujours plus fortes, il sera toujours plus difficile de garder en Europe les contingents américains actuels, à moins que les Européens convainquent les Américains qu'ils font eux-mêmes plus pour assurer leur propre défense.

En second lieu, le vieux consensus américano-européen sera mis à rude épreuve par le protectionnisme économique grandissant aux États-Unis et par la perspective des restrictions commerciales.

Troisièmement, le Pacifique retient de plus en plus l'attention des États-Unis. Une commission supé-

rieure américaine vient de publier un rapport sur la planification stratégique à long terme (*Discriminate Deterrence*, par Fred Iklé et Albert Wohlstetter), et elle y souligne l'importance grandissante des intérêts nationaux américains dans le Pacifique et d'autres régions en dehors de l'Europe. Pareille conclusion traduit une opinion fort répandue parmi les spécialistes américains de la politique étrangère, à savoir que les risques de guerre en Europe centrale ne sont plus ce qu'ils étaient et que l'objet de la rivalité Est-Ouest est maintenant ailleurs.

Quatrièmement, ces divisions vont certainement s'accroître avec l'arrivée de la nouvelle génération au pouvoir en Europe. Les membres ouest-européens les plus brillants de la «génération du Vietnam» sont beaucoup moins entichés de l'Amérique que leurs parents.

En dernier lieu, la coopération entre les alliés européens en matière de défense s'intensifiera à mesure qu'ils perdront confiance dans les dirigeants américains. L'Alliance n'est pas sur le point d'éclater, mais nous verrons sans doute le «pilier» européen se renforcer tandis que les liens entre l'Europe et l'Amérique s'effriteront et s'affaibliront.

CETTE CONJONCTURE CRÉERA DES problèmes pour le Canada. Si Washington commence à réduire l'effectif de ses forces terrestres en Europe, l'opinion publique canadienne exigera sans doute de son gouvernement qu'il fasse de même. Ce n'est là qu'une éventualité possible: nous voudrions peut-être nous en tenir au statu quo, ou stationner plus de troupes là-bas. Une autre option, surtout si nous augmentons l'effectif de nos réserves, comme le gouvernement l'envisage dans le Livre blanc sur la défense, consisterait à affecter une partie de ces dernières en Europe, auprès de l'OTAN. Mais si tel est notre choix, nous devons aussi concevoir des moyens pour les envoyer là-bas rapidement en période de crise.

Peu importe l'option que nous retiendrons, elle aura de l'importance, surtout au vu des tensions et des préoccupations grandissantes que l'avenir de l'OTAN suscite des deux côtés de l'Atlantique. En tant que Canadiens et Canadiennes, nous devons commencer à réfléchir plus sérieusement sur la place que nous entendons occuper dans ce monde en changement et sur la façon dont nous envisageons l'avenir des rapports entre l'Europe et l'Amérique dans le contexte de nos propres priorités stratégiques. □



des forces nucléaires de l'OTAN va s'intégrer au tout. Les divergences d'opinions existant sur cette question sont frappantes. Certains, dont les ministres de la Défense de l'Alliance, penchent pour la modernisation continue des autres volets de l'arsenal nucléaire de l'OTAN. D'autres, s'opposent à cette option en faisant valoir qu'elle susciterait une kyrielle de difficultés politiques dans les divers pays. D'autres encore voudraient pousser plus loin le processus du désarmement nucléaire.

En Allemagne, toute une gamme de politiciens, dont les Chrétiens-

## LETTRÉ DE JÉRUSALEM PAR VÉRA MURRAY



**Il suffit de gravir la colline d'Abou Thor, à dix minutes du centre de Jérusalem, pour embrasser d'un seul regard l'un des paysages les plus mémorables du monde...**

Au loin, les monts de Moab, la dépression de la mer Morte, le désert de Judée, plus près, la vallée du Cédron, le mont des Oliviers, le cimetière de Gethsémani et le dôme de la mosquée d'al-Aqsa. Les remparts de la vieille ville, eux, sont dans un *no man's land*. C'est ici que se trouvait de 1948 à 1967, la frontière entre deux États ennemis : la Jordanie et le jeune État hébreu.

C'était une frontière aussi étanche que celle qui existe toujours à Berlin. Aucun Israélien n'eut accès au mur des Lamentations, le lieu le plus vénéré des Juifs, jusqu'en juin 1967, après la guerre des Six Jours, lorsqu'une foule hystérique s'y rua : Israël venait de conquérir et d'occuper toute la Cisjordanie, y inclus la vieille ville, habitée par les Palestiniens.

Pendant plusieurs années, le petit territoire d'Israël, qui ne mesurait à certains endroits que vingt kilomètres de large, allait inclure ces nouveaux espaces d'une beauté biblique. C'est là que les Israéliens allaient faire leurs pique-niques, leurs emplettes exotiques, et ils s'y comportaient souvent en maîtres.

Mais petit à petit, avec la montée de la résistance palestinienne, les Israéliens recommencèrent à se retrancher sur leur territoire, à souffrir de claustrophobie. Aujourd'hui, après six mois d'un soulèvement violent dans les territoires occupés par Israël, la frontière, sans exister dans la réalité, est réinstallée. Dans le quartier d'Abou Thor, des Juifs habitant dans l'ancien *no man's land*, sur la rue Ein Rogel, ne mettent jamais les pieds au village arabe, à 300 mètres au bout de la rue. De la terrasse de la cinémathèque, construite sur le versant de la colline d'Abou Thor, des intellectuels juifs contemplent quotidiennement le magnifique panorama de la vieille ville à la manière d'un décor de théâtre. La plupart n'y ont pas mis

les pieds depuis des années. Il n'y a que les Juifs orthodoxes qui continuent à se rendre au mur des Lamentations en choisissant désormais le parcours le plus sécuritaire : le devoir religieux oblige. Près des remparts, un groupe d'écoliers israéliens faisant une promenade en direction des villages arabes est accompagné par des gardes armés de mitraillettes. Moi, qui en tant qu'étrangère, me rends régulièrement et sans danger dans la vieille ville, me fais traiter de «folle», ou de «courageuse» par des connaissances israéliennes.

On peut facilement vivre à Jérusalem, et à plus forte raison à Tel Aviv, sans s'occuper de ce qui se passe dans les territoires occupés. Beaucoup d'Israéliens n'y ont jamais mis les pieds. «Dans leur tête, c'est aussi loin que les Himalayas» me confie un journaliste israélien. Ils

ne faisaient que revenir sur des terres juives que leurs ancêtres avaient labourées il y a plus de 2000 ans.

Après six mois d'*intifadah*, impossible de continuer à ignorer l'existence des Palestiniens. D'abord des adolescents, puis, des femmes et des enfants se mirent à lancer des pierres contre des soldats et des colons israéliens armés. Ils en ont même tués. Un seul mort israélien pèse lourd dans la balance en comparaison avec des dizaines de morts palestiniens. Ces derniers augmentent avec une régularité quotidienne, un chiffre abstrait qui ne provoque pas d'émotion particulière en Israël.

Car, pour les Israéliens, il s'agit tout simplement de leur *survie*. La mort d'un Juif provoque une psychose nationale, un profond sentiment d'insécurité. «Ce n'est pas la première fois que c'est difficile pour Israël, pour les Juifs», m'a dit avec le

inévitabilité, ils déversent sur les étrangers leur déprime et leur mauvaise conscience. Ils participent aux manifestations, signent des pétitions, et les d'hommes, eux, attendent avec angoisse leur convocation annuelle dans la réserve de l'armée. Et si c'étaient eux qui devaient se retrouver avec une mitrailleuse chargée en face d'un groupe de Palestiniens?

Selon les sondages, les Israéliens se divisent en deux groupes. Une moitié qui, à l'instar du Premier ministre Itzak Shamir, ne veut pas céder d'un pouce et refuse de négocier avec les Palestiniens. Une autre moitié qui, elle, est en faveur du plan du secrétaire d'État américain George Shultz, c'est-à-dire d'une solution de partage négocié des territoires avec les Palestiniens.

Mais de quelle solution s'agit-il? Le maximum que les «colombes» israéliennes sont prêtes à céder ne correspond même pas au strict minimum qu'exigent les Palestiniens. Il est hors de question de rendre tous les territoires occupés en 1967, le Golan en particulier, et pas question de retourner à l'insécurité antérieure, aux nuits sans sommeil dans les kibboutzim situés près de la frontière et soumis aux attaques des commandos.

Dans leurs camps de Cisjordanie, de Gaza ou du Liban, les réfugiés palestiniens, eux, transmettent à leurs enfants et petits-enfants le mythe du vieux pays, ils rêvent aux oranges et aux maisons abandonnées sur le territoire d'Israël, aux lieux où toute trace de leur existence a été, en réalité, effacée depuis des années.

Deux peuples se disputent la même terre. La violence ne fait que creuser le fossé entre eux. □

*Véra Murray est correspondante de L'actualité à Paris depuis 1983. Elle habite maintenant à Jérusalem.*

### **Les Israéliens se comportent comme un peuple encerclé, minoritaire, menacé de mort, bien qu'en réalité, dans le conflit actuel avec les Palestiniens, ils sont en possession de tous les atouts militaires.**

continuent à fréquenter l'Israël d'avant 1967, mais avec un plus grand sentiment de sécurité, leur pays étant maintenant protégé par un territoire tampon sous contrôle de l'armée israélienne. Ceux qui se rendaient régulièrement en Cisjordanie admireraient ses espaces, sa beauté, sans même faire attention à ses habitants, sans jamais vraiment parler avec l'un d'entre eux. D'autres s'y installèrent, y payèrent un bungalow peu cher, faisant seulement abstraction de la population locale. D'autres encore, la Bible à la main en guise de titre immobilier, devinrent carrément colons, voisins arrogants des villageois arabes. À leurs yeux, ils

fatalisme de celle qui a tout vu et a raison après tout, une vieille Juive polonaise, rescapée d'un camp de concentration nazi. Le sentiment est très enraciné, même chez les *sabras*, nés au pays. Les Israéliens se comportent comme un peuple encerclé, minoritaire, menacé de mort, bien qu'en réalité, dans le conflit actuel avec les Palestiniens, ils sont en possession de tous les atouts militaires.

Une minorité d'intellectuels de gauche se pose des questions déchirantes et ne voit pas d'issue. Mes rencontres avec des amis israéliens sont devenues bien peu amusantes :

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### Les sous-marins

■ Le gouvernement a toujours l'intention d'acheter des sous-marins à propulsion nucléaire, et cela continue d'alimenter sur la colline parlementaire le débat le plus animé qui soit en matière de paix et de sécurité; presque tout le monde a une opinion à ce sujet.

À la mi-février, le Conseil canadien des églises a publié une lettre qu'il avait fait parvenir au premier ministre; elle avait été signée par douze chefs religieux, y compris des représentants des Églises catholique romaine, Unie, Anglicane, Luthérienne et Presbytérienne. Il y était dit qu'en achetant des sous-marins nucléaires, le Canada violerait sa propre politique sur le commerce des matières nucléaires et qu'il risquerait ainsi d'être entraîné dans une stratégie maritime dangereuse et provocatrice. Le chroniqueur William Johnson de la *Montreal Gazette* a condamné la lettre en la qualifiant d'«ineptie moralisante».

Dans une étude rendue publique à la fin de février, le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCCAD) a conclu que les frais de fonctionnement pourraient porter le coût total du projet bien au-delà des estimations officielles de huit milliards de dollars. Cette observation s'ajoutait à un autre rapport du Centre qui préconisait que la construction d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire menacerait l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Dans le rapport, on soutenait que le carburant destiné aux sous-marins ne serait pas assujéti aux clauses de vérification ou d'inspection appliquées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à qui il incombe d'administrer le Traité. Dans un article paru le 12 mai dans le *Globe and Mail*, les deux auteurs du rapport du CCCAD ont affirmé que le Canada n'avait de toute évidence pas l'intention d'utiliser les matières nucléaires pour fabriquer des bombes, mais qu'il établissait

malgré tout un fâcheux précédent en profitant d'une lacune du TNP et en ne révélant à personne d'autre qu'à son éventuel partenaire dans le marché des sous-marins (la France ou le Royaume-Uni) les modalités de l'accord relatif aux matières nucléaires. John Lamb et Tariq Rauf ont affirmé que ce marché risquait de miner la crédibilité du Canada en tant qu'avocat de la non-prolifération nucléaire.

Dans une allocution prononcée devant l'Institut canadien des affaires internationales le 26 mars, le général Gérard Thériault, autrefois Chef de l'état-major de la Défense, a déclaré que l'acquisition de sous-marins nucléaires augmenterait sans doute énormément les moyens de défense maritime du Canada, mais qu'elle pourrait bien représenter une extravagance que le pays ne peut se permettre, vu son budget de défense très modeste. «Après tout, nous avons d'autres besoins, hormis celui-là!»

Toutes les opinions n'étaient pas négatives. Tandis qu'il témoignait devant le Comité de la défense (Chambre des communes), Rod Byers, du Centre des études internationales et stratégiques (Université York), s'est dit favorable à l'achat des sous-marins, car le Canada acquerrait ainsi la capacité d'agir librement dans un milieu maritime fort dangereux. Selon le *Globe and Mail* du 6 mai, M. Byers a poursuivi en soulignant que le Canada doit pouvoir utiliser ses forces navales indépendamment de celles de ses alliés de l'OTAN. Le 12 mai, toujours dans le *Globe and Mail*, le vice-amiral (à la retraite) D.N. Mainguy, qui a été Vice-chef de l'état-major de la Défense jusqu'en 1985, a fait valoir qu'une bonne partie de l'information employée par divers groupes participant au débat public sur les sous-marins était inexacte. «Le gouvernement fédéral va choisir entre deux bons sous-marins qui ont tous deux fait leurs preuves... Et nous en avons besoin.»

Le 7 mars, alors qu'il prenait la parole devant le Comité de la défense, M. Perrin Beatty, ministre de la Défense nationale, a vaillamment défendu les estimations gouvernementales qui fixent le coût du projet à huit milliards de dollars. Il a dit qu'il y avait eu des «reportages plutôt inexacts sur la question des coûts», que c'était «une dépense que nous [pouvions] nous permettre et que le

projet ne [nuirait] en aucune façon à ceux qui [étaient] proposés par les forces terrestres et par les forces aériennes». Il a ajouté que le chiffre de huit milliards de dollars ne comprend pas les frais de fonctionnement et d'entretien, car «il est d'usage courant, lorsque l'on annonce le lancement de projets de la Couronne... de préciser le coût d'acquisition».

Relativement au Traité sur la non-prolifération nucléaire, M. Beatty a déclaré que la façon dont le Canada envisageait d'utiliser les matières nucléaires destinées aux sous-marins respecterait en tous points ses obligations concernant la non-prolifération. Répondant à des questions que lui adressait le député libéral Douglas Frith, M. Beatty a dit : «Si... ce traité avait été conçu pour interdire d'une certaine façon l'utilisation de la propulsion nucléaire pour des bâtiments militaires, il l'aurait précisé... Ce que nous allons prouver, c'est qu'un pays qui... utilise l'énergie nucléaire à des fins civiles et militaires peut l'utiliser conformément à l'esprit du TNP...» (sic)

### La politique de défense du Nouveau Parti Démocratique (NPD)

■ Le 16 avril, le Conseil fédéral du Nouveau Parti Démocratique a adopté un rapport de son Comité des affaires internationales qui exprimait en fait officiellement la politique du Parti. Celui-ci continue de dire que, sous un gouvernement néo-démocrate, le Canada se retirerait de l'OTAN, mais il promet d'attendre son deuxième mandat avant d'agir en ce sens. Parmi les autres volets importants de la politique de défense du NPD, signalons une restructuration profonde des forces terrestres canadiennes et l'achat de sous-marins à propulsion diesel-électrique au lieu des sous-marins nucléaires que le gouvernement compte se procurer.

Les opinions de la presse étaient partagées. James Bagnall, spécialiste de la défense au *Financial Post*, a déclaré que la nouvelle politique contrastait beaucoup avec la réaction que le Parti avait affichée l'été dernier face au Livre blanc sur la défense, notamment parce qu'il propose maintenant d'engager des dépenses importantes en matière de défense. Le *Toronto Star* et le *Winnipeg Free Press* ont accusé le Parti de triquer

sa position au sujet de l'OTAN, tandis que Lysiane Gagnon (*La Presse*) déclarait qu'il s'agissait là «d'un autre beau cas d'opportunisme électoral». Quant à lui, l'*Edmonton Journal* affirmait que la nouvelle politique laissait tomber le voile de l'idéalisme et qu'elle s'éloignait des résolutions utopiques du passé pour se rapprocher de la réalité.

(Pour en savoir plus long sur les sous-marins à propulsion nucléaire et les politiques de défense de l'Opposition, voir la *Chronique de la défense*, à la page 16.)

### En bref...

■ Le 29 janvier, la Chambre des communes a convenu de former un Comité spécial pour examiner le processus de paix en Amérique centrale et faire rapport sur cette question. Le Comité, dirigé par John Bosley, ancien orateur de la Chambre, a commencé à tenir des audiences en mars; il lui incombe de trouver des moyens par lesquels le Canada pourrait aider à conserver sa vigueur au plan Arias et participer à la conception, voire à la mise en oeuvre de mécanismes de vérification et de contrôle ou d'autres mesures propres à accroître la confiance. Le Comité s'est rendu dans la région du 8 au 18 mai et il est censé déposer un rapport provisoire d'ici la fin de juin.

■ Le gouvernement a accepté, le 28 avril, de détacher cinq officiers des Forces canadiennes pendant un an au maximum auprès d'une équipe multinationale de l'ONU qui comprendra cinquante militaires environ et qui observera le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan. La Mission des bons offices des Nations-Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP) surveillera paisiblement et sans intervenir le retrait des 150 000 soldats soviétiques, retrait qui s'opérera d'ici la fin de 1988, conformément à un accord négocié par l'ONU et signé le 14 avril à Genève par l'Afghanistan, les États-Unis, le Pakistan et l'Union soviétique. Les rebelles musulmans qui combattent le gouvernement afghan appuyé par l'URSS depuis 1979 ont juré de passer outre au traité et de poursuivre leur lutte contre les Soviétiques. □

- GREGORY WIRICK

## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### Les pourparlers sur la réduction des armements stratégiques (START)

■ Au sommet de Washington ayant réuni le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev en décembre, on avait exprimé l'espoir qu'un traité sur les armements stratégiques pourrait être prêt à temps pour être signé au sommet de Moscou devant avoir lieu en juin, et cet espoir subsistait encore au début du printemps. À la fin d'avril toutefois, on n'avait pas beaucoup progressé, et les porte-parole officiels avaient à toutes fins utiles écarté la possibilité qu'un traité soit signé en bonne et due forme au sommet de Moscou.

L'ébauche conjointe du texte de deux protocoles, l'un sur l'inspection et l'autre sur la conversion ou l'élimination des armes, et une convention sur l'échange de données ont été préparées à temps pour la réunion de MM. Shultz et Chevardnadze s'étant tenue à la fin de mars. Selon Mme Rozanne Ridgway, secrétaire d'État adjointe des États-Unis, les parenthèses (qui servent à mettre en évidence les points encore en litige) étaient quasi innombrables. À d'autres égards, la conjoncture a évolué comme il suit :

■ **La vérification des SLCM :** Aux yeux des dignitaires soviétiques, la limitation des missiles de croisière mer-sol (SLCM) demeure le principal obstacle à la conclusion d'un accord. En mars, les Soviétiques ont proposé d'exécuter un essai conjoint en Méditerranée pour vérifier le fonctionnement d'un télédéetecteur qui repèrerait la présence de SLCM munis d'ogives nucléaires à bord des navires. Les États-Unis ont refusé en alléguant qu'un tel système ne marcherait tout simplement pas.

■ **Les ICBM mobiles :** Les Soviétiques ont proposé de limiter à 800 le nombre d'ogives pouvant être mon-

tées sur ces missiles; quant à eux, les États-Unis continuent à réclamer l'interdiction complète de ces engins. Pour qu'il soit possible de vérifier le nombre des ICBM mobiles, l'URSS a proposé d'en restreindre les zones opérationnelles et la production, et de les exposer périodiquement à l'observation des satellites.

■ **Le nombre limite d'ALCM :** Aux fins du calcul à faire pour en arriver à la limite totale de 6 000 ogives stratégiques, les États-Unis sont maintenant disposés à attribuer dix (au lieu de six) missiles de croisière aéroportés (ALCM) à chaque bombardier capable d'en porter. L'URSS continue d'insister pour compter le nombre d'engins effectivement transportés, lequel, dans le cas des avions américains, varie de douze (à bord des B-52G) à vingt-deux au plus (à bord des B-1B). En ce qui concerne la difficulté qu'il y a à faire la distinction entre les ALCM munis d'ogives nucléaires et ceux qui portent des munitions classiques, les États-Unis ont proposé, pour la résoudre, que tous les ALCM à longue portée existants soient considérés comme étant nucléaires; par ailleurs, tous les nouveaux types d'ALCM devraient avoir des caractéristiques (ce qu'on appelle les différences fonctionnelles observables, ou FROD) qui permettraient de distinguer les engins nucléaires des autres. Selon le plan américain, les avions porteurs d'ALCM nucléaires devraient aussi posséder des traits particuliers et être affectés à des bases distinctes. La première réaction soviétique exprimée en avril, lors de la réunion de MM. Shultz et Chevardnadze, était empreinte de scepticisme.

Comme les négociations progressent lentement, les dignitaires soviétiques prédisaient à la fin d'avril qu'un traité START ne serait pas conclu avant l'arrivée d'un nouveau président à la Maison-Blanche, au début de 1989.

(Voir l'article thème du présent numéro de Paix et Sécurité pour en savoir plus sur les pourparlers concernant les armements stratégiques.)

### La ratification du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI)

■ Tandis que la date du sommet de Moscou approchait, des obstacles imprévus à la ratification du Traité

sur les FNI signé en décembre dernier pendant le sommet de Washington se sont présentés. Le gouvernement américain avait exhorté le Sénat à approuver le Traité avant le sommet de Moscou, le président Reagan ayant souligné qu'autrement, le succès de ce dernier serait compromis. Les efforts dirigés par le sénateur Jesse Helms pour ajouter des modifications qui auraient en fait «torpillé» le Traité (elles auraient supposé de nouvelles négociations avec l'URSS) ont été contrés au niveau des comités. Les trois comités sénatoriaux qui ont tenu des audiences sur le Traité (Relations extérieures, Forces armées, et Renseignement) l'ont approuvé en grande majorité, tout comme la Chambre des représentants (c'était pour elle un geste purement symbolique, car elle n'a aucun rôle formel à jouer relativement à la ratification des traités).

Les présidents des comités ont semblé convenir que la seule «réserve» qu'il fallait exprimer au moment de la ratification en était une qui n'exigeait pas l'accord de l'URSS mais qui interdirait dans l'avenir au président de réinterpréter le Traité sans l'approbation du Sénat. Cet aspect a été mis en lumière par suite des tentatives que le gouvernement Reagan a faites pour réinterpréter le Traité ABM de 1972.

Par ailleurs, M. Sam Nunn, président du Comité sénatorial des Forces armées, s'est demandé si le Traité interdirait aussi les systèmes dits «futuristes» (par exemple, les armes à courte portée ou à portée intermédiaire qui détruiraient leurs objectifs au moyen d'un laser, d'un faisceau de particules, de micro-ondes, ou d'énergie cinétique, au lieu d'employer des explosions nucléaires ou classiques). La Maison-Blanche a réussi à obtenir du ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, une lettre affirmant que l'URSS épousait l'interprétation américaine selon laquelle il fallait effectivement interdire ces

systèmes. Mais cela n'a pas satisfait aux exigences du sénateur Nunn qui, le 29 avril, proposait encore d'intégrer à cette fin une modification au Traité.

Entre-temps, des divergences de vues au sujet des clauses détaillées du Traité concernant la vérification se sont faites jour en avril pendant les pourparlers d'ordre technique menés entre les deux pays sur la mise en oeuvre de l'accord. Les questions les plus importantes étaient les suivantes : (1) Les Américains seraient-ils autorisés à inspecter les structures et les véhicules assez gros pour contenir de petites pièces de missile, mais non des missiles entiers ? (2) Les inspecteurs auraient-ils accès à toute la zone des installations soviétiques, ou seulement à des immeubles désignés dans cette zone ? (3) Chaque bloc aurait-il le droit d'interdire l'emploi de certains appareils de surveillance (des caméras, par exemple) aux emplacements assujettis aux inspections ? Et (4) quels seraient les droits d'inspection des États-Unis en dehors de l'usine de missiles située à Votkinsk ?

Le 29 avril, M. Robert Byrd, chef de la majorité au Sénat, a annoncé qu'il était disposé à soumettre le Traité au Sénat le 11 mai, à condition que le gouvernement règle quatre points encore en litige : (1) les divergences de vues subsistant au sujet des clauses sur la vérification; (2) l'obtention de la part de l'URSS d'une confirmation écrite attestant que les armes futuristes seront également interdites, et l'établissement d'une définition plus précise du mot «armes»; (3) la vérifiabilité d'un régime qui interdirait les systèmes futuristes; et (4) une promesse du gouvernement par laquelle il s'engagerait à moderniser les systèmes de surveillance par satellite employés aux fins de la vérification dans le cadre du Traité.

Le 8 mai, l'ambassadeur soviétique Doubinine a présenté une réponse officielle aux neuf questions distinctes soulevées par le Département d'État relativement à la vérification. Le lendemain, après que les membres du Comité du renseignement



eurent pris connaissance de la réponse, ils l'ont qualifiée d'insatisfaisante. Outre qu'ils n'adhéraient pas à l'interprétation américaine à chaque égard, les Soviétiques avaient, semble-t-il, formulé de nouvelles exigences et réclamaient, par exemple, le droit d'inspecter les anciens missiles ouest-allemands *Pershing 1A* entreposés aux États-Unis mais non mentionnés dans le Traité. Au moment où nous mettions sous presse, le Sénat avait de nouveau reporté le débat sur le Traité, cette fois avec l'approbation de la Maison-Blanche.

### Les armes défensives et spatiales

■ À la fin de mai, on n'avait enregistré aucun progrès sur la question critique de la limitation des essais des systèmes de défense contre les missiles balistiques dans l'espace extra-atmosphérique. Après chacune des réunions spatiales tenues par MM. Shultz et Chevardnadze, les négociateurs ont reçu pour consigne d'intensifier leurs efforts pour rédiger ensemble l'ébauche d'un accord distinct s'inspirant grosso modo du communiqué diffusé au sommet de Washington en décembre 1987. Le problème tenait alors et tient toujours au fait que les deux blocs ne peuvent s'entendre sur ce que le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) autorise précisément.

À la réunion ministérielle de mars, à Washington, les États-Unis ont formulé de nouvelles idées sur les essais dans l'espace; ainsi, ils ont proposé de ne pas assujettir les détecteurs spatiaux au Traité ABM et d'autoriser la mise à l'essai d'un nombre limité d'armes dans un «polygone spatial désigné». Cette dernière idée aurait par la suite été abandonnée, au profit d'une «formule moins restrictive» qui exigeait simplement de chaque bloc qu'il informe l'autre sur la nature de l'essai, après avoir lancé un missile porteur d'appareils d'essai.

Le 31 mars, l'URSS a présenté une proposition détaillée sur l'inspection des lancements dans l'espace, proposition qui allait permettre d'y confirmer l'absence d'armes. Le document prévoyait la communication préalable d'information à un

Bureau international d'inspection de l'espace; la présence permanente de groupes d'inspecteurs à toutes les bases de lancement pour examiner tous les objets mis en orbite, quel que soit le vecteur employé; des inspections effectuées à des dépôts, des industries, des laboratoires et des centres d'essais choisis d'un commun accord; et la vérification, grâce à des inspections-surprises sur place, de lancements non annoncés exécutés depuis des bases non déclarées.

Au moment où nous mettions sous presse, les États-Unis ont fait savoir qu'ils ne comptaient pas déposer de

### Calendrier

Juin-août :	Session d'été de la Conférence du désarmement (CD), à Genève
25 juillet au 5 août :	Réunion du Groupe d'experts sismologues (CD)
Avant le 2 octobre :	Conférence d'examen du Traité sur les missiles anti-missiles balistiques

nouvelles propositions à la dernière réunion préalable au sommet, à la mi-mai.

### Les essais nucléaires

■ Après la réunion qu'ils ont tenue en février à Washington, MM. Shultz et Chevardnadze ont demandé à leurs négociateurs de terminer l'ébauche de protocoles de vérification pour le Traité de 1974 sur la limitation des essais nucléaires (TTBT) et le Traité de 1978 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PTBT). Les deux dignitaires envisageaient d'étudier ces documents à leur prochaine réunion. Les traités, qui limitent à 150 kilotonnes la puissance des explosions nucléaires souterraines, n'ont jamais été ratifiés. Les États-Unis exigeaient l'amélioration des clauses sur la vérification, et l'an dernier, l'URSS a accepté d'agir en ce sens dans le contexte des pourparlers sur la possibilité d'interdire tous les essais nucléaires.

On avait tout d'abord espéré que MM. Gorbatchev et Reagan échangent les instruments de ratification au sommet de Moscou, mais l'horizon n'a pas tardé à s'assombrir à cet égard. Le 9 mars, les États-Unis ont, dit-on, énoncé des conditions de vérification plus rigoureuses qu'auparavant, relativement au TTBT.

Une autre question litigieuse consistait à savoir si les clauses détaillées de vérification devraient

être acceptées avant ou après l'expérience conjointe prévue en matière de vérification par les deux superpuissances (voir le dernier numéro de *Paix et Sécurité*). Les États-Unis pensaient que l'URSS avait accepté la première option à la réunion ministérielle de février, mais les Soviétiques ont soutenu le contraire et ont dit préférer mener l'expérience d'abord pour ensuite prendre les résultats en compte au moment de la rédaction finale des clauses de vérification. La question a été réglée à la réunion ministérielle de mars, les deux pays ayant alors convenu de

préparer ensemble une ébauche du protocole du TTBT avant que l'expérience conjointe susmentionnée ait lieu, et d'en rédiger la version finale après avoir effectué l'expérience et en avoir analysé les résultats.

À leur réunion d'avril, les ministres ont approuvé le texte d'un accord sur l'exécution d'une expérience conjointe en matière de vérification, mais ils ont précisé qu'il fallait encore s'entendre sur un addenda avant que l'accord même (y compris l'addenda) puisse être signé. Les deux ministres ont par ailleurs instruit leurs négociateurs de rédiger un «protocole approprié» pour le PTBT de façon qu'il puisse être signé au sommet de Moscou.

### La limitation des armements navals

■ Dans un discours prononcé le 16 mars devant l'Assemblée fédérale yougoslave, le secrétaire général Gorbatchev a proposé que l'URSS et les États-Unis (1) gèlent le nombre de leurs navires et le potentiel de leurs flottes en Méditerranée, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1988, et (2) qu'ils annoncent l'un à l'autre l'envoi de navires de guerre et la tenue de manoeuvres militaires dans cette

région, qu'ils informent de même les pays méditerranéens, et qu'ils invitent tous les intéressés à assister aux dites manoeuvres. M. Gorbatchev a par ailleurs demandé aux pays de la Méditerranée et aux autres pays concernés d'élaborer des principes et des méthodes pour garantir la sécurité des voies de navigation très fréquentées, surtout dans les détroits internationaux; il a proposé à ces mêmes pays de tenir une conférence pour formuler les propositions pertinentes, en faire un régime et définir l'ordre logique suivant lequel il conviendrait de les mettre en oeuvre. Les pays de l'OTAN ont loyalement rejeté des propositions semblables dans le passé, y compris celles que M. Gorbatchev a récemment mises de l'avant au sujet de l'Arctique et du Pacifique, et ils ont fait valoir que la mobilité navale illimitée était essentielle à la sécurité de l'Occident.

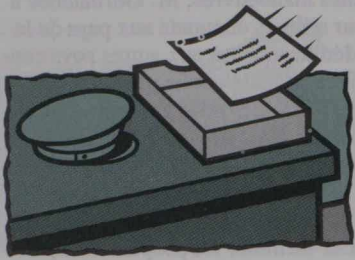
Une semaine plus tard, après s'être entretenu avec le Secrétaire d'État Shultz à Washington, son homologue, M. Chevardnadze, a révélé que l'URSS avait proposé de tenir une conférence navale internationale à laquelle participeraient tout d'abord les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS pour discuter d'un traité dont l'objet serait de réduire les forces navales dans le monde.

Fait surprenant, on a signalé au début d'avril que M. Paul Nitze, conseiller des États-Unis en matière de limitation des armements, avait proposé d'abolir les SLCM, charges de profondeur et torpilles nucléaires, ainsi que (peut-être) les bombes nucléaires montées sur les avions embarqués. Sa proposition aurait été fondée sur l'hypothèse que les armes nucléaires navales tactiques de l'URSS menaçaient la supériorité par ailleurs incontestée de la Marine américaine. Cependant, le Comité conjoint des chefs d'état-major américains se serait fortement opposé à l'idée, et beaucoup ont dit douter qu'elle évolue jamais au point de devenir une proposition officielle.

Selon M. William Arkin, représentant de l'*Institute for Policy Studies* basé à Washington, chaque superpuissance déploie environ 2 000 armes nucléaires en mer, sans compter les missiles balistiques équipant les sous-marins. □

- R O N P U R V E R

## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Que pensent les Américains de nos sous-marins nucléaires ?

■ En octobre 1987, M. Charles Bennet, membre du Congrès américain et président du Sous-comité des forces armées concernant la puissance navale (Chambre des représentants), a fait paraître dans le *Globe and Mail* un article où il critiquait la décision d'acheter des sous-marins nucléaires et où il donnait à entendre que le Congrès avait le pouvoir d'examiner les modalités d'un transfert possible de technologie nucléaire dans le cas des sous-marins *Trafalgar* de conception britannique, peu importe les accords conclus entre le gouvernement américain et Londres. Récemment, le sénateur John Warner, membre du Comité sénatorial des forces armées et ancien Secrétaire à la Marine, a lui aussi déclaré que le Sénat tiendrait des audiences avant que le Canada puisse acheter des sous-marins *Trafalgar*.

Ne mâchant pas ses mots, M. Frank Gaffney, ancien Secrétaire adjoint à la Défense, a accusé le gouvernement canadien d'accroître les risques d'accident en se procurant des sous-marins nucléaires à peu de frais. Dans un article paru le 12 avril dans le *Globe and Mail*, il a prétendu que le Canada n'était pas disposé à assumer les coûts réels que supposent la mise au point de l'infrastructure, l'acquisition des compétences et l'élaboration des règlements nécessaires à un programme national d'achat de sous-marins nucléaires.

En dépit de ces objections, le président Reagan a promis au premier ministre Mulroney, lors du sommet de Washington, le 27 avril dernier, qu'il ne s'opposerait pas à la conclusion d'un marché avec les Britanniques. Dans le *Washington Post* du 28 avril, un porte-parole du Département d'État a précisé que M. Reagan avait approuvé le marché à cause des conditions uniques

s'appliquant dans le cas de... «deux de nos alliés les plus anciens et les plus rapprochés. Malgré tout, les États-Unis s'opposent toujours à la vente de sous-marins nucléaires à d'autres nations.»

### Le retrait des troupes canadiennes présentes en Norvège

■ Dans un discours prononcé à l'Institut canadien des affaires internationales, le général Gérard Thériault, ancien Chef de l'état-major de la Défense, a précisé qu'il n'épousait pas la décision énoncée dans le Livre blanc sur la défense paru l'été dernier, décision selon laquelle le gouvernement compte retirer les troupes canadiennes présentes en Norvège et renforcer les effectifs de notre pays en Allemagne. Comparant les troupes canadiennes aux effectifs totaux de l'OTAN, le général Thériault a dit qu'elles étaient «insignifiantes du point de vue militaire», mais il a soutenu que l'Alliance accordait une énorme importance à l'engagement suivant lequel le Canada doit envoyer une brigade en Norvège en temps de crise.

D'autres sources auraient maintenant confirmé que, dans une version antérieure du Livre blanc sur la défense, on avait proposé de retirer les éléments canadiens de l'Europe centrale pour renforcer le flanc norvégien. Gwynne Dyer, analyste des questions de défense, a soutenu dans le *Globe and Mail* du 22 avril que l'ancien ministre de la Défense Erik Neilsen avait élaboré le plan en 1985, que ce dernier avait été bien accueilli à Washington, mais que les gouvernements allemand et britannique l'avaient tellement critiqué qu'on l'avait retiré. Le plan Neilsen aurait préconisé la mise en place préalable de matériel lourd en Norvège, l'établissement d'une base de transit en Écosse, et le transport par avion de toute la brigade en temps de crise.

### Patrouille dans le Pacifique

■ Des reportages publiés récemment dans les journaux ont signalé que des bombardiers soviétiques *Bear* porteurs de missiles de croisière s'aventurent de plus en plus souvent dans l'espace aérien voisin de l'Alaska et des côtes occidentales du Canada et des États-Unis. Selon

le NORAD, le nombre d'interceptions effectuées par des chasseurs canadiens et américains a augmenté sensiblement au cours de l'année dernière. Cependant, tous les comptes rendus parlent des approches de l'espace aérien nord-américain, mais aucun ne dit qu'il y a eu de véritables intrusions.

D'après les entrevues accordées par les commandants des forces aériennes, les avions du NORAD repèrent et interceptent avec beaucoup de succès les aéronefs soviétiques. En revanche, il est évident que l'interception en temps de paix des bombardiers *Bear*, qui sont gros et lents, n'a rien à voir avec ce qui se passerait effectivement en cas d'hostilités. Prenant la parole devant le Comité permanent de la défense nationale à la fin de mars, M. Perrin Beatty a admis que le Système d'alerte du Nord, tout comme n'importe quel radar installé au sol, ne pourrait peut-être pas détecter des

missiles de croisière volant à basse altitude. (Voir le numéro du printemps 1988 de Paix et Sécurité pour se renseigner sur des difficultés analogues concernant les radars transhorizon à rétrodiffusion qu'on est en train de déployer.)

En cas d'hostilités, des missiles de croisière ou des engins balistiques seraient tout d'abord lancés contre les radars du NORAD, puis contre les bases des intercepteurs. C'est alors que les bombardiers *Bear*, gros et peu rapides, pénétreraient dans l'espace aérien nord-américain à la recherche de leurs objectifs. Le NORAD n'a aucune défense contre les missiles balistiques et il dispose de moyens minimes, pour ne pas dire nuls, contre les missiles de croisière, une fois ceux-ci lancés.

### Les politiques de défense des partis d'opposition

■ En 1987, le Nouveau Parti Démocratique (NPD) a publié un

## NOUVELLES DE L'OTAN

### Le Danemark et les armes nucléaires

■ Après une élection surprise tenue le 10 mai pour permettre au Danemark de décider s'il devait effectivement interdire aux navires porteurs d'armes nucléaires l'accès à ses ports, la question n'était toujours pas réglée au moment de mettre sous presse. En adoptant, contrairement aux volontés du premier ministre du Danemark, une résolution qui oblige tous les navires visiteurs (y compris ceux des alliés du Danemark) à déclarer s'ils transportent des engins nucléaires, le Parlement de ce pays a précipité la tenue d'une élection. La résolution a suscité des propos acerbes de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis; les deux pays équipent régulièrement leurs navires d'armes nucléaires et ils refusent de faire savoir quels bâtiments en sont munis. Si la résolution est appliquée, les navires américains et britanniques ne pourront plus mouiller dans les ports danois.

Après s'être réunis à Bruxelles le 27 avril, les ministres de la Défense de l'OTAN ont signalé au Danemark qu'une telle mesure porterait atteinte à l'unité de l'Alliance. Le Secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, a déclaré que les conséquences seraient «très graves», tandis que le Secrétaire d'État américain George Shultz aurait dit (*Toronto Star*, 29 avril) à son homologue danois: «Si vous profitez des avantages qu'entraîne l'adhésion à l'OTAN, vous devez aussi accepter les responsabilités que cela suppose.» Le premier ministre danois Paul Schlüter a déclaré: «Les partis qui ont voté pour la motion sociale-démocrate sur l'OTAN (interdire aux navires porteurs d'armes nucléaires l'accès aux ports danois) ont été affaiblis... Je pense que les résultats de l'élection détendront nos relations avec l'OTAN.»

énoncé de politique signé par Derek Blackburn, critique du Parti pour la défense; le document réaffirme que, sous un gouvernement néo-démocrate, le Canada se retirerait de l'OTAN et du NORAD. En avril 1988, le Comité des affaires internationales (NPD) a publié sur la défense et la limitation des armements un rapport plus long intitulé *Les enjeux du Canada dans la sécurité commune*.

Le rapport confirme la décision du NPD selon laquelle le Canada quitterait l'OTAN sous un régime néo-démocrate, mais il y est précisé que ce serait là une démarche progressive que notre pays suivrait en consultation avec les alliés de l'OTAN. Parlant du rapport, le chef du Parti, M. Ed Broadbent a déclaré qu'un gouvernement néo-démocrate n'opérerait pas ce changement pendant son premier mandat, mais qu'il profiterait de cette période pour inciter l'OTAN à modifier sa politique, notamment en ce qui concerne «le non-recours en premier aux armes nucléaires» et d'autres mesures de limitation des armements. Le NPD rapatrierait les troupes canadiennes basées en Allemagne de

l'Ouest et s'engagerait probablement à soutenir la Norvège dans le contexte plus large de la sécurité de l'Arctique.

Relativement aux forces maritimes, le NPD annulerait le programme d'acquisition des sous-marins à propulsion nucléaire, mais il remplacerait les sous-marins diesel de la classe *Oberon*. À d'autres égards, son programme concernant la marine s'assimile à celui du gouvernement conservateur. Au chapitre de la défense aérienne, cependant, le rapport précise que le NPD ne renouvellerait pas l'accord du NORAD en 1991. Il chercherait plutôt à conclure avec les États-Unis une autre entente qui éviterait au Canada de participer aux stratégies de guerre nucléaire et au programme de défense contre les missiles balistiques, et qui accroîtrait la capacité des deux pays d'exercer une surveillance en temps de paix.

Enfin, le rapport recommande que le Canada renonce à l'Accord sur le partage de la production de défense le liant aux États-Unis et qu'il se dote plutôt d'une industrie de défense capable de fabriquer les systèmes d'armes nécessaires aux Forces

canadiennes. Le rapport ne précise pas quel serait le coût du programme ni combien le NPD serait disposé à consacrer à la défense.

Le Parti Libéral n'a pas présenté un énoncé de politique aussi détaillé en matière de défense, mais dans un discours qu'il a prononcé en février pendant une conférence consacrée aux politiques du Parti, le chef John Turner a réaffirmé que, si les Libéraux prenaient le pouvoir, le Canada resterait membre de l'OTAN et du NORAD. D'un autre côté, tout comme le NPD, le Parti Libéral annulerait le programme d'acquisition des sous-marins nucléaires et il mettrait fin aux essais des missiles de croisière. M. Turner a dit que l'on pouvait mieux protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique en recourant à des moyens non militaires.

#### Les armes chimiques

■ Au début d'avril, on a de nouveau confirmé que des armes chimiques avaient été employées par les belligérants dans le conflit irano-irakien. De très nombreux civils (entre cinq et dix mille, dit-on) auraient été tués dans le village de Halabjah occupé par l'Iran.

On estime qu'une trentaine de pays possèdent des armes chimiques; n'importe quel pays doté d'une industrie chimique rudimentaire peut fabriquer de tels engins dont la production est d'ailleurs peu coûteuse. À Genève, la Conférence du désarmement poursuit ses négociations sur une convention qui interdirait la production et l'accumulation d'armes chimiques.

#### Une nouvelle base soviétique dans l'Arctique

■ D'après un rapport provenant de Norvège et paru dans le *Jane's Defence Weekly*, l'URSS a établi une nouvelle base navale pour les sous-marins des classes *Typhoon* et *Delta*, à Zapadnaya Litsa. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, et le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, ont tous deux souligné que, si les Soviétiques veulent restreindre la militarisation du Nord, il leur faudra mentionner, dans leurs propositions concernant la limitation des déploiements militaires, les forces concentrées dans la péninsule de Kola. □

- DAVID COX

#### La doctrine militaire de l'OTAN et les armes classiques

■ Après s'être réuni à Bruxelles les 2 et 3 mars, le Conseil de l'Atlantique-Nord a émis un communiqué dans lequel les chefs d'État réitèrent la position de l'OTAN sur les armes nucléaires et le rapport existant entre la dissuasion nucléaire et la dissuasion classique.

D'après le communiqué, la supériorité que l'Organisation du Pacte de

défenses classiques en Europe et acquérir à cette fin des armes conventionnelles perfectionnées. Le rapport cite notamment des armes précises largables à distance de sécurité (armes à grande portée) et faisant appel à des micro-processeurs de pointe, et des systèmes discrets (indétectables par radar, ainsi furtifs) pour les avions et d'autres vecteurs. De telles acquisitions nations blindées massées loin ommission, de lancer des contre-le Varsovie.

à quel point ces nouvelles tech-rip de bataille, elle précise bien, lissuasion nucléaire demeurera nucléaires de l'OTAN qui cherchent guerre nucléaire en Europe et un ne plus grande envergure, le ie l'Alliance doit employer les me un instrument menant à une ; ainsi, elle s'en prendrait à des trations de troupes soviétiques, nvasion ennemie, tout en cher-

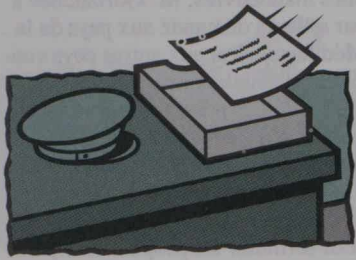
*Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales*

Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
K1R 7X7

#### l'AN

ien ministre ouest-allemand de la en tant que Secrétaire général de chef des services de la Justice et placera M. Wörner à la Défense,

## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Que pensent les Américains de nos sous-marins nucléaires ?

■ En octobre 1987, M. Charles Bennet, membre du Congrès américain et président du Sous-comité des forces armées concernant la puissance navale (Chambre des représentants), a fait paraître dans le *Globe and Mail* un article où il critiquait la décision d'acheter des sous-marins nucléaires et où il donnait à entendre que le Congrès avait le pouvoir d'examiner les modalités d'un transfert possible de technologie nucléaire dans le cas des sous-marins *Trafalgar* de conception britannique, peu importe les accords conclus entre le gouvernement américain et Londres. Récemment, le sénateur John Warner, membre du Comité sénatorial des forces armées et ancien Secrétaire à la Marine, a lui aussi déclaré que le Sénat tiendrait des audiences avant que le Canada puisse acheter des sous-marins *Trafalgar*.

Ne mâchant pas ses mots, M. Frank Gaffney, ancien Secrétaire adjoint à la Défense, a accusé le gouvernement canadien d'accroître les risques d'accident en se procurant des sous-marins nucléaires à peu de frais. Dans un article paru le 12 avril dans le *Globe and Mail*, il a prétendu que le Canada n'était pas disposé à assumer les coûts réels que supposent la mise au point de l'infrastructure, l'acquisition des compétences et l'élaboration des règlements nécessaires à un programme national d'achat de sous-marins nucléaires.

En dépit de ces objections, le président Reagan a promis au premier ministre Mulroney, lors du sommet de Washington, le 27 avril dernier, qu'il ne s'opposerait pas à conclusion d'un marché avec les Britanniques. Dans le *Washington Post* du 28 avril, un porte-parole du Département d'État a précisé que M. Reagan avait approuvé le marché à cause des conditions uniques

s'appliquant dans le cas de... «deux de nos alliés les plus anciens et les plus rapprochés. Malgré tout, les États-Unis s'opposent toujours à la vente de sous-marins nucléaires à d'autres nations.»

### Le retrait des troupes canadiennes présentes en Norvège

■ Dans un discours prononcé à l'Institut canadien des affaires internationales, le général Gérard Thériault, ancien Chef de l'état-major de la Défense, a précisé qu'il n'épousait pas la décision énoncée dans le Livre blanc sur la défense paru l'été dernier, décision selon laquelle le gouvernement compte retirer les troupes canadiennes présentes en Norvège et renforcer les effectifs de notre pays en Allemagne. Comparant les troupes canadiennes aux effectifs totaux de l'OTAN, le général Thériault a dit qu'elles étaient «insignifiantes du point de vue militaire», mais il a soutenu que l'Alliance accordait une énorme importance à l'engagement suivant lequel le Canada doit envoyer une brigade en Norvège en temps de crise.

D'autres sources auraient maintenant confirmé que, dans une version antérieure du Livre blanc sur la défense, on avait proposé de retirer les éléments canadiens de l'Europe centrale pour renforcer le flanc

le NORAD, le nombre d'interceptions effectuées par des chasseurs canadiens et américains a augmenté sensiblement au cours de l'année dernière. Cependant, tous les comptes rendus parlent des approches de l'espace aérien nord-américain, mais aucun ne dit qu'il y a eu de véritables intrusions.

D'après les entrevues accordées par les commandants des forces aériennes, les avions du NORAD repèrent et interceptent avec beaucoup de succès les avions soviétiques. En revanche, il est évident que l'interception en temps de paix des bombardiers *Bear*, qui sont gros et lents, n'a rien à voir avec ce qui se passerait effectivement en cas d'hostilités. Prenant la parole devant le Comité permanent de la défense nationale à la fin de mars, M. Perrin Beatty a admis que le Système d'alerte du Nord, tout comme ne pourrait peut-être pas détecter des

missiles de croisière volant à basse altitude. (Voir le numéro du printemps 1988 de Paix et Sécurité pour se renseigner sur des difficultés analogues concernant les radars transhorizon à rétrodiffusion qu'on est en train de déployer.)

En cas d'hostilités, des missiles de croisière ou des engins balistiques seraient tout d'abord lancés contre les radars du NORAD, puis contre les bases des intercepteurs. C'est alors que les bombardiers *Bear*, gros et peu rapides, pénétreraient dans l'espace aérien nord-américain à la recherche de leurs objectifs. Le NORAD n'a aucune défense contre les missiles balistiques et il dispose de moyens minimes, pour ne pas dire nuls, contre les missiles de croisière, une fois ceux-ci lancés.

### Les politiques de défense des partis d'opposition

■ En 1987, le Nouveau Parti Démocratique (NPD) a publié un

### NOUVELLES DE L'OTAN

#### Le Danemark et les armes nucléaires

■ Après une élection surprise tenue le 10 mai pour permettre au Danemark de décider s'il devait effectivement interdire aux navires porteurs d'armes nucléaires l'accès à ses ports, la question n'était toujours pas réglée au moment de mettre sous presse. En adoptant, contrairement aux volontés du premier ministre du Danemark, une résolution qui oblige tous les navires

### Avons-nous les bons renseignements à votre sujet?

Si nous avons des renseignements fautifs, vous nous aideriez beaucoup en remplissant la présente formule.

Mon principal domaine d'intérêt est:

Modification de nom:

- interlocuteur  
 organisation  
 changement d'adresse

- Ajoutez notre nom sur votre liste  
 Rayez notre nom de votre liste  
 Déjà sur votre liste

Nom

Organisation ou affiliation

Adresse

Ville

Province (État)

Code Postal

Code Régional

N° de tél au bureau

N° de tél à domicile

### Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires:

Titre	Français (✓)	Anglais (✓)	Numéro	Quantité
Paix et sécurité				
Exposés				
Opinions				
Autres?				

énoncé de politique signé par Derek Blackburn, critique du Parti pour la défense; le document réaffirme que, sous un gouvernement néo-démocrate, le Canada se retirerait de l'OTAN et du NORAD. En avril 1988, le Comité des affaires internationales (NPD) a publié sur la défense et la limitation des armements un rapport plus long intitulé *Les enjeux du Canada dans la sécurité commune*.

Le rapport confirme la décision du NPD selon laquelle le Canada quitterait l'OTAN sous un régime néo-démocrate, mais il y est précisé que ce serait là une démarche progressive que notre pays suivrait en consultation avec les alliés de l'OTAN. Parlant du rapport, le chef du Parti, M. Ed Broadbent a déclaré qu'un gouvernement néo-démocrate n'opérerait pas ce changement pendant son premier mandat, mais qu'il profiterait de cette période pour inciter l'OTAN à modifier sa politique, notamment en ce qui concerne «le non-recours en premier aux armes nucléaires» et d'autres mesures de limitation des armements. Le NPD rapatrierait les troupes canadiennes basées en Allemagne de

l'Ouest et s'engagerait probablement à soutenir la Norvège dans le contexte plus large de la sécurité de l'Arctique.

Relativement aux forces maritimes, le NPD annulerait le programme d'acquisition des sous-marins à propulsion nucléaire, mais il remplacerait les sous-marins diesel de la classe *Oberon*. À d'autres égards, son programme concernant la marine s'assimile à celui du gouvernement conservateur. Au chapitre de la défense aérienne, cependant, le rapport précise que le NPD ne renouvellerait pas l'accord du NORAD en 1991. Il chercherait plutôt à conclure avec les États-Unis une autre entente qui éviterait au Canada de participer aux stratégies de guerre nucléaire et au programme de défense contre les missiles balistiques, et qui accroîtrait la capacité des deux pays d'exercer une surveillance en temps de paix.

Enfin, le rapport recommande que le Canada renonce à l'Accord sur le partage de la production de défense liant aux États-Unis et qu'il se dote plutôt d'une industrie de défense capable de fabriquer les systèmes d'armes nécessaires aux Forces

canadiennes. Le rapport ne précise pas quel serait le coût du programme ni combien le NPD serait disposé à consacrer à la défense.

Le Parti Libéral n'a pas présenté un énoncé de politique aussi détaillé en matière de défense, mais dans un discours qu'il a prononcé en février pendant une conférence consacrée aux politiques du Parti, le chef John Turner a réaffirmé que, si les Libéraux prenaient le pouvoir, le Canada resterait membre de l'OTAN et du NORAD. D'un autre côté, tout comme le NPD, le Parti Libéral annulerait le programme d'acquisition des sous-marins nucléaires et il mettrait fin aux essais des missiles de croisière. M. Turner a dit que l'on pouvait mieux protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique en recourant à des moyens non militaires.

### Les armes chimiques

■ Au début d'avril, on a de nouveau confirmé que des armes chimiques avaient été employées par les belligérants dans le conflit irano-irakien. De très nombreux civils (entre cinq et dix mille, dit-on) auraient été tués dans le village de Halabjah occupé par l'Iran.

On estime qu'une trentaine de pays possèdent des armes chimiques; n'importe quel pays doté d'une industrie chimique rudimentaire peut fabriquer de tels engins dont la production est d'ailleurs peu coûteuse. À Genève, la Conférence du désarmement poursuit ses négociations sur une convention qui interdirait la production et l'accumulation d'armes chimiques.

### Une nouvelle base soviétique dans l'Arctique

■ D'après un rapport provenant de Norvège et paru dans le *Jane's Defence Weekly*, l'URSS a établi une nouvelle base navale pour les sous-marins des classes *Typhoon* et *Delta*, à Zapadnaya Litsa. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, et le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, ont tous deux souligné que, si les Soviétiques veulent restreindre la militarisation du Nord, il leur faudra mentionner, dans leurs propositions concernant la limitation des déploiements militaires, les forces concentrées dans la péninsule de Kola. □

- DAVID COX

### La doctrine militaire de l'OTAN et les armes classiques

■ Après s'être réuni à Bruxelles les 2 et 3 mars, le Conseil de l'Atlantique-Nord a émis un communiqué dans lequel les chefs d'État réitérèrent la position de l'OTAN sur les armes nucléaires et le rapport existant entre la dissuasion nucléaire et la dissuasion classique.

D'après le communiqué, la supériorité que l'Organisation du Pacte de Varsovie possède au chapitre des armes classiques, ajoutée à la capacité de l'URSS de déclencher une attaque-surprise, demeure ce qui préoccupe principalement l'Europe en matière de sécurité. Le Conseil reconnaît que la progression vers un équilibre des forces classiques favorise énormément la stabilité, mais il souligne que, dans l'avenir prévisible, la dissuasion reposera sur l'existence de forces classiques et nucléaires. Le communiqué faisait valoir que les chars d'assaut et l'artillerie seraient les armes les plus menaçantes en cas d'attaque-surprise. Tout en affirmant que ce serait là les principaux objets des négociations visant à réduire les asymétries entre les deux blocs, le Conseil a aussi déclaré qu'il appuyait les initiatives «menées pour encourager la coopération au chapitre des armements classiques, notamment en ce qui concerne la recherche, la mise au point, la production et l'acquisition».

### La dissuasion sélective ?

■ Un rapport produit par une commission supérieure américaine analysant les questions de défense a mis l'accent sur l'amélioration des armes classiques. La Commission de la stratégie intégrée à long terme, présidée par Albert Wohlstetter et Fred Iklé, ancien Secrétaire adjoint à la Défense, a été mise sur pied par le Pentagone et a présenté son rapport final intitulé *Discriminate Deterrence* au Secrétaire à la Défense au début de janvier.

La Commission invite avec insistance le Pentagone à accorder la priorité, au cours de la prochaine décennie, «à des forces plus mobiles et polyvalentes»; elle a par ailleurs souligné que l'OTAN doit réaffirmer sa supériorité technologique. Elle a fait valoir tout spécialement qu'il fallait renforcer les

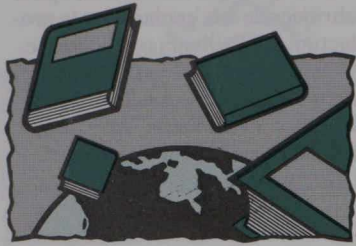
défenses classiques en Europe et acquérir à cette fin des armes conventionnelles perfectionnées. Le rapport cite notamment des armes précises largables à distance de sécurité (armes à grande portée) et faisant appel à des micro-processeurs de pointe, et des systèmes discrets (indétectables par radar, engins furtifs) pour les avions et d'autres vecteurs. De telles acquisitions permettraient à l'OTAN de frapper des formations blindées massées loin derrière les lignes ennemies et, ajoute la Commission, de lancer des contre-attaques jusque dans le territoire du Pacte de Varsovie.

Bien que la Commission fasse observer à quel point ces nouvelles technologies transformeront sans doute le champ de bataille, elle précise bien, tout comme le Conseil de l'OTAN, que la dissuasion nucléaire demeurera nécessaire. Contrairement aux doctrines nucléaires de l'OTAN qui cherchent à mettre en lumière les rapports entre une guerre nucléaire en Europe et un affrontement atomique intercontinental d'une plus grande envergure, le concept de la *dissuasion sélective* révèle que l'Alliance doit employer les armes nucléaires sélectivement et non comme un instrument menant à une guerre plus généralisée et plus dévastatrice; ainsi, elle s'en prendrait à des centres de commandement et à des concentrations de troupes soviétiques, afin d'enrayer la progression de la force d'invasion ennemie, tout en cherchant à prévenir l'élargissement du conflit.

### Un nouveau Secrétaire général pour l'OTAN

■ Le 1<sup>er</sup> juillet, M. Manfred Wörner, ancien ministre ouest-allemand de la Défense, assumera ses nouvelles fonctions en tant que Secrétaire général de l'OTAN. M. Rupert Scholz, actuellement chef des services de la Justice et des Affaires fédérales à Berlin-Ouest, remplacera M. Wörner à la Défense, à Bonn.

## LIVRES



### Pionniers de l'atome Bertrand Goldschmidt

Stock, Paris, 1987.  
484 pages, 34,95 \$.

Bertrand Goldschmidt a écrit un livre remarquable. À première vue, il y raconte sa vie professionnelle en tant que chimiste spécialisé en radioactivité et dirigeant du Commissariat français à l'énergie atomique. Mais ceci n'est qu'un superbe camouflage. Le lecteur prend vite conscience du message de M. Goldschmidt; il veut nous faire part du véritable rôle joué par les pionniers français de l'atome dans l'aventure nucléaire mondiale.

Il existe un très grand nombre de livres racontant les débuts de l'ère atomique aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada durant la Seconde Guerre mondiale. Habituellement, on y fait peu mention du rôle joué par la France, si ce n'est la découverte du radium par Marie et Pierre Curie. Dans la plupart des livres, le lecteur est laissé avec l'impression que la contribution française ne fût qu'en marge des grandes découvertes qui conduisirent à l'ère nucléaire.

Selon M. Goldschmidt, au début des années 1940, un petit noyau de chercheurs français étaient les chefs de file dans le domaine nucléaire. Non seulement ils avaient reconnu les principes de l'énergie atomique, soient la radioactivité et la fission, mais ils avaient conçu la réaction en chaîne avec laquelle l'atome devient source d'énergie. Ils avaient non seulement élaboré la théorie, mais ils avaient aussi déposé des brevets sur la façon pratique de contrôler la réaction en chaîne pour en faire une source d'énergie utile dans une pile atomique. Cet aspect de la participation française est pour le moins dilué dans la littérature anglophone sur l'atome.

L'auteur explique comment les dirigeants américains et anglais ont mis les Français à l'écart, profitant du fait que la France était subjuguée par l'Allemagne durant la période allant de 1940 à 1944. Il raconte comment ces mêmes dirigeants n'ont pas respecté les brevets français, et comment ils ont monopolisé le phénomène nucléaire pour renforcer la puissance de leur pays. Sous le couvert de la politique de non-prolifération, ils ont tout fait pour maintenir la France à l'écart; l'auteur met l'accent sur l'excuse utilisée surtout par les Américains, concernant une fuite possible d'information aux Soviétiques par les pionniers atomiques français. Il ne peut s'empêcher de remarquer que les fuites qui eurent lieu ne furent pas imputables aux Français, mais plutôt à des Américains et à des Anglais d'allégeance gauchiste, ou même aux revues américaines, comme celle publiée par le général Groves, responsable du projet Manhattan, qui ne pût résister à l'occasion de se tailler une réputation internationale.

La saga de Bertrand Goldschmidt n'est pas ennuyante, au contraire. L'auteur passe bien son message, l'enrobant d'anecdotes concernant sa vie privée et celles d'autres pionniers de l'atome qu'il a connu en France et à l'étranger. Ces détails sont intéressants et le livre se lit avec plaisir. Même qu'à certains moments l'histoire prend le cachet d'un roman policier, lorsque, par exemple, Goldschmidt raconte les efforts entrepris par les Français afin de soustraire clandestinement aux Allemands, non seulement des scientifiques renommés, mais de l'uranium et de l'eau lourde. Du côté technique, l'auteur a su ne pas alourdir son texte par des descriptions techniques trop détaillées.

Après toute une vie consacrée à l'atome, l'auteur est-il pour ou contre le nucléaire? À le lire, on perçoit qu'il est fier de sa contribution dans ce domaine et on a l'impression qu'il est pour le nucléaire mais sans outrance. Il avance plusieurs raisons valables pour l'utilisation du nucléaire comme source d'énergie pacifique, la principale étant qu'il n'y a pas vraiment d'autres choix réalistes.

D'un autre côté, il a participé à plusieurs efforts en vue d'établir un

contrôle international sur les armes nucléaires et même leur abolition. Il ne lui reste cependant que peu d'illusions sur ce sujet.

L'auteur est convaincu que les dirigeants des grandes puissances ne sont pas encore prêts à renoncer aux armes nucléaires comme moyens d'affirmer leur puissance, et qu'ils tolèrent un mouvement en faveur du contrôle de ces armes tant que celui-ci demeurera marginal. M. Goldschmidt croit que l'abolition des armes nucléaires ne se réalisera pas sans l'avènement d'un gouvernement mondial. Compte tenu de sa longue expérience dans le domaine nucléaire, il est peut être bien placé pour en arriver à cette conclusion.

— Roger Favreau

Roger Favreau est professeur de physique au Collège militaire royal de Saint-Jean.

### Le système militaire soviétique Jacques Sapir

Éditions La Découverte, Paris, 1988.  
344 pages, 44,95 \$.

Dans la grisaille des nouvelles parutions, il est parfois de très heureuses rencontres. L'ouvrage de Jacques Sapir est de celles-là. En effet, nous ne surprendrons pas le lecteur averti en rappelant que les recherches françaises dans le domaine de la défense, se sont caractérisées, pendant plusieurs décennies, par leur isolement et leur ignorance des grands débats internationaux. Depuis la fin des années 1970, les choses ont évoluées et *Le système militaire soviétique* montre, de façon exemplaire, qu'en terme de qualité, un nombre croissant de productions parisiennes n'ont rien à envier aux parutions anglo-saxonnes.

Dans cet ouvrage, Jacques Sapir étudie à fond le système militaire soviétique et dénonce, ce faisant, les faiblesses et les déformations qui caractérisent bien souvent d'autres analyses faites sur le sujet. En substance, la démarche de l'auteur est la suivante.

Dans un premier temps, il nous propose d'examiner ce qu'il est con-

venu d'appeler les paramètres de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Ceci lui permet, en particulier, de démontrer le caractère primitif des indicateurs utilisés couramment pour mesurer cet équilibre. Poussant le raisonnement plus loin, il montre que l'analyse qualitative des technologies et l'examen du système militaire soviétique débouchent sur des conclusions plus nuancées qu'un simple rapport comptable.

En second lieu, l'auteur, dépassant la simple analyse technico-militaire, tente d'évaluer la réalité de la menace soviétique, particulièrement sur le plan de la stratégie. En d'autres termes, la «quincaillerie» n'est pas tout, et l'aspect le plus menaçant de l'URSS est «sa propension avérée à l'usage de la force autant en Europe qu'à la périphérie».

Dans un troisième temps, l'auteur s'en prend violemment — et avec raison — aux mythes autour desquels s'est organisé le débat stratégique depuis presque vingt ans : la supériorité nucléaire soviétique, les SS-20, l'IDS et l'écart qualitatif de la technologie militaire soviétique et américaine. Pour lui, «la supériorité nucléaire soviétique est un mythe, en Europe ou ailleurs, pour la bonne et simple raison que cette notion n'a pas de sens. La vraie question posée est celle du rôle de l'instrument militaire dans la politique soviétique en général.»

Finalement, l'auteur aborde les rapports entre le système militaire et la société soviétique. Sapir y dénonce, en particulier, l'idée d'une militarisation du système politique en URSS. Pour expliquer le surdéveloppement de l'appareil militaire, il fait appel à la notion de «militarisme paradoxal», selon laquelle le pouvoir politique chercherait à équilibrer, par la puissance militaire apparente, les faiblesses économiques, politiques et sociales du pays.

À l'issue de ce raisonnement fondamentalement iconoclaste, les

conclusions de l'auteur paraissent très conservatrices. «Méfions-nous du gorbachévisme,» dit-il, «les dirigeants soviétiques cherchent à ressusciter la guerre», sous le couvert de la dénucléarisation.

La qualité fondamentale de l'ouvrage réside dans sa documentation monumentale et son caractère critique et innovateur. Nous avons cependant identifié deux faiblesses : la haute technicité et l'éclectisme. L'auteur se complait, en effet, à noyer certains chapitres dans une myriade de détails techniques qui, s'ils prouvent son érudition, n'ajoutent pas au raisonnement. Les stratèges américains ont lancé cette mode détestable il y a déjà longtemps, et il n'y a aucune raison d'imiter ce travers.

Finalement, compte tenu de l'éclectisme des approches utilisées dans l'ouvrage, on peut se demander si Jacques Sapir peut être à la fois mathématicien, ingénieur, politologue, historien et économiste, sans que la rigueur de l'analyse en souffre.

Ceci dit, ce bouquin constitue, malgré tout, une oeuvre importante et fort bien écrite dont aucun spécialiste ne pourra se passer dans les années à venir. — Michel Fortman

*Michel Fortman est professeur au département de science politique à l'Université de Montréal.*

### Des armes pour l'Iran

Walter de Bock et Jean-Charles Deniau

Gallimard, Paris, 1988.  
290 pages, 29,95 \$.

Le livre de Walter de Bock et de Jean-Charles Deniau est le fruit d'une enquête menée sur près d'un an et portant sur les marchands de canons occidentaux qui, depuis le début de la guerre irako-iranienne en 1980, livrent illégalement des quantités phénoménales de matériel militaire à l'Iran. Les auteurs se sont surtout intéressés aux opérations des entreprises européennes, qui se déroulent à l'échelle du continent avec «la complicité, silences tacites ou coopérations actives des États,» nommément les pays européens et leurs responsables politiques.

Cet «Irangate» européen concerne la Belgique, la Suède, le Danemark,

la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la France, le Portugal, l'Italie, la Grèce, la Turquie, la Grande-Bretagne et la Suisse; tous ces pays, qui, au sein d'organismes internationaux, s'efforcent officiellement de mettre fin à la guerre !

Ce roman noir dépeint un vaste complexe militaro-industriel européen qui, faisant fi des embargos officiels institués par chaque pays européen depuis 1979 (à l'exception du Portugal) s'adonne à un trafic d'armes vers l'Iran, au moment où le marché mondial des ventes d'armements est entré dans une période de forte dépression. Une logique marchande sous-tend ces pratiques commerciales illégales : les industries européennes d'armements ont une production excédentaire par rapport à ce qu'exige la défense de leur pays, et donc dépendent largement de leurs exportations.

En plus d'avoir mené leur propre investigation auprès de marchands d'armes, de douaniers, de marins et d'agents du fisc, De Bock et Deniau se réfèrent aux enquêtes qui se déroulent actuellement en Suède et en France sur des opérations illicites. Chaque chapitre fournit la description détaillée d'une transaction de vente d'armes à l'Iran, impliquant la plupart du temps plusieurs pays européens. Trois sections du livre font le point sur l'évolution des hostilités dans la guerre du Golfe, non sans relier ces dernières à des livraisons d'un type particulier d'armes. Selon les auteurs, le succès de l'offensive iranienne du 22 mars 1982 est directement attribuable à la livraison de missiles *Lance* par Israël, lesquels avaient été chargés en Europe.

Parmi les nombreuses révélations contenues dans le livre, le lecteur apprend l'existence d'un cartel européen des poudres et explosifs réunissant des entreprises d'au moins quatorze pays, les firmes suédoises Bofors-Nobelkrut et Scandinavian Commodity étant les chefs de file. Des sociétés italiennes, sud-africaines, yougoslaves et grecques servent d'intermédiaires à tour de rôle entre l'Iran et le cartel, et

procurent à ce dernier des licences d'exportation et des certificats de destination finale falsifiés. Les auteurs affirment «qu'à partir de 1980, une part essentielle, par moments jusqu'aux deux tiers de la capacité de production des usines de poudre, d'explosifs et de munitions d'Europe occidentale, a été livrée à l'armée iranienne.»

À la lumière de ces révélations, les efforts fournis par les États membres des Nations-Unies afin d'inciter les deux belligérants à mettre fin à la guerre, et les menaces d'embargo à l'endroit de l'Iran, prennent une dimension pour le moins singulière. *Des armes pour l'Iran* est un ouvrage très instructif et surtout bien documenté sur un sujet qui est trop souvent négligé lorsqu'on étudie les conflits régionaux. — Francine Lecours

### Sécurité et désarmement en Europe

Jean Klein

Éditions Economica, Paris, 1987.  
386 pages, 55,95 \$.

Divisée en deux après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est devenue depuis, l'enjeu central de la compétition Est-Ouest. Extrêmement militarisé, traversé par le rideau de fer, regroupé autour de deux superpuissances, le Vieux Continent s'efforce de sortir de cette situation en s'engageant dans une multitude de négociations afin de changer le statu quo. Tout cela dans la paix, la stabilité et la sécurité.

Un des aspects les plus importants de cette quête d'identité, c'est le désarmement. À cet égard, Jean Klein, directeur de recherches à l'Institut français des relations internationales, nous offre un excellent ouvrage sur les négociations entre les blocs ennemis. D'entrée de jeu, il indique l'importance considérable de ces discussions : «Il convient de s'interroger sur la contribution du désarmement et de la maîtrise des armements au maintien de la paix et de la sécurité en Europe, en examinant les trois grandes négociations qui ont retenu l'attention au cours de la dernière décennie».

Après un premier chapitre sur les inflexions de la politique française en matière de désarmement, l'auteur décrit dans les trois autres, la genèse, le développement, les obstacles et les succès des pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle des forces en Europe (MBFR), de Stockholm

sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe (CDE) et de Genève sur la limitation des forces nucléaires de portée intermédiaire (INF). Chaque accord a été littéralement épluché afin d'en faire ressortir la position des différentes parties en cause. Cela donne un livre détaillé, sans être lourd ou ennuyeux.

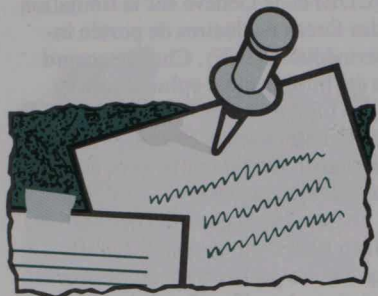
Ainsi, sur la question des MBFR, Jean Klein souligne la difficulté qu'ont les parties à se mettre d'accord sur les effectifs en place, et cela depuis 1973. Il note que «les négociateurs occidentaux ont mis l'accent sur la réduction des troupes alors que c'est la capacité offensive des forces qu'il convient d'éliminer si l'on veut prévenir une attaque brusquée.» Le présent forum de discussions est-il encore le plus approprié et la zone retenue ne devrait-elle pas être plus vaste? Oui, répond Klein. Analysant l'Entente de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe, il écrit que l'inspection sur place est sans doute l'aspect le plus spectaculaire de l'accord et devrait ouvrir la voie à une négociation sur la réduction des forces classiques en Europe.

En ce qui concerne les négociations sur les euromissiles, l'auteur estime qu'au delà du simple retrait des armes nucléaires du théâtre européen, le problème de la sécurité européenne n'est pas pour autant réglé. «Il est clair que les asymétries au plan des armes classiques et chimiques assignent des limites étroites au désarmement nucléaire et que les problèmes soulevés par la stabilité de l'équilibre conventionnel retiendront en priorité l'attention des alliés dans le nouveau contexte diplomatique-stratégique.» Mikhaïl Gorbatchev a déjà fait des propositions sur la question des asymétries et les membres de l'OTAN ont indiqué les limites de la dénucléarisation. Il s'agit maintenant de trouver une formule de compromis pour les deux parties.

L'ouvrage de M. Klein est bien documenté et il aidera tous ceux qui veulent mieux comprendre l'importance du désarmement pour le continent européen. — Jocelyn Coulon □

*Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.*

## NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ *Teaching Issues of Peace and Security*, tel était le titre d'une conférence que l'ICPSI a organisée de concert avec l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (OISE), à Toronto, en avril. Parmi les participants, on comptait des enseignants et enseignantes du secondaire venus de la région métropolitaine de Toronto. On leur a présenté une nouvelle publication de l'ICPSI intitulée *Teachers' Handbook on Peace and Security*; il s'agit d'un outil didactique qui met l'accent sur la composante internationale des cours d'histoire se donnant au niveau secondaire. L'ouvrage en est encore au stade préliminaire; pendant la conférence, les auteurs **Brad Feasey** et **Geoff Irvine** en ont expliqué l'objectif principal et le contenu. Parmi les autres orateurs ayant alors pris la parole, citons **Peter Richardson**, recteur du Collège universitaire de l'Université de Toronto, **Geoffrey Pearson** et **Nancy Gordon**, de l'ICPSI, **Walter Pitman**, de l'OISE, **John Sigler**, de l'Université Carleton, **David Cox**, de l'Université Queen's, **Brian MacDonald**, de l'Institut canadien des études stratégiques, et **Joanna Miller**, du Groupe des 78 et de l'Institut national pour la sauvegarde de l'environnement. Mis à part **Brad Feasey** et **Geoff Irvine**, les animateurs d'atelier étaient **Dianne DeMille** (ICPSI), **James Baker**, **Madan Handa** et **Ed Sullivan** (OISE), **Stephanie McCandless-Reford** et **Robert Reford**.

■ À la fin d'avril, l'Institut a, à la demande du ministère des Affaires étrangères et en coopération avec lui, organisé à Montebello une réunion à l'intention de représentants des collectivités juive et arabo-palestinienne vivant au Canada. **M. Joe Clark**, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a offert un dîner pour accueillir les participants. **M. Robert Stanfield** était également présent: on se rappellera que, dans son rapport de 1980 sur les

relations que le Canada entretenait avec le Moyen-Orient, il recommandait notamment qu'un dialogue s'établisse entre les groupes juif et arabe au Canada. Les participants ont dit avoir apprécié l'occasion qui leur avait été donnée d'échanger des opinions dans le contexte offert par l'Institut, et ils ont souhaité que la chose se reproduise.

■ **M. Geoffrey Pearson** a pris la parole devant une assemblée oecuménique pour la paix, à Richmond Hill (Ontario), à la fin d'avril. Il a parlé de la paix et de la sécurité en insistant sur la nature dynamique des relations Est-Ouest et en exprimant l'espoir que les chefs d'État tant à l'Est qu'à l'Ouest se rendent compte de la nécessité de coopérer entre eux pour régler la pléthore de problèmes intéressant la sécurité dans le monde d'aujourd'hui. Le lendemain, **M. Pearson** a assisté au *Quadrangular Forum*, à Toronto; c'était une réunion que l'Institut de recherches politiques avait organisée. **Roger Hill** était lui aussi présent à ce débat préalable au sommet économique, débat auquel ont participé des fonctionnaires de l'État, des chefs d'entreprise et des universitaires. Plus tôt en avril, **M. Pearson** a pris part à un colloque à l'Université Cornell où il était l'invité de **Richard Ned Lebow**, Directeur des études sur la paix à cette institution. À la mi-mai, **M. Pearson** a pris la parole dans le cadre d'une conférence organisée par l'Université de Calgary sur la coopération entre le Canada et l'Inde. À Ottawa, il a présidé une assemblée sur le rôle que l'ONU joue dans les diverses négociations, pendant la conférence annuelle de l'Alliance des professeurs canadiens pour la paix au Moyen-Orient.

■ En coopération avec l'ICPSI, le Centre des études internationales de l'Université de Toronto a présenté en avril un colloque intitulé «Sécurité régionale et gestion des conflits: la guerre du Golfe». **Fen Hampson** et **Francine Lecours** y ont représenté l'Institut.

■ **John Wright** s'est joint à la Direction des services d'information en qualité de préposé au répertoire. Il possède une maîtrise en études soviétiques et est-européennes, en plus d'une maîtrise en bibliothéco-

nomie, deux diplômes qu'il a obtenus à la University of Western Ontario. Cette année, les stagiaires d'été à l'Institut sont **Heidi Behrendt** (Programmes publics), **Ken Bush** et **Jutta Paczulla** (Recherche), et **Régis Côté** (Bibliothèque).

■ **Roger Hill** a témoigné devant le Groupe consultatif de la limitation des armements et du désarmement, organisme mis sur pied par le ministère des Affaires étrangères. Le programme du Groupe concerne tout spécialement la Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement (UNSSOD III), qui doit commencer à New York le 29 mai. **Brad Feasey**, qui a été détaché auprès du ministère des Affaires étrangères pour aider à préparer les activités de l'UNSSOD III, a lui aussi assisté à la réunion du Groupe consultatif en qualité de rapporteur.

■ **John Halstead**, membre du conseil d'administration de l'Institut, a représenté l'Institut à des réunions de la Commission trilatérale à Tokyo. Il a exposé le point de vue canadien sur les questions intéressant la sécurité Est-Ouest.

■ **Ron Purver** a présenté un exposé sur la limitation des armements dans le Grand Nord, pendant la réunion de l'*International Studies Association*, à St. Louis. Il a par ailleurs pris la parole à deux autres occasions, soit un atelier organisé par l'Université de la Colombie-Britannique sur divers aspects de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique, et une autre conférence coparrainée par la même université et l'ICPSI et ayant pour thème la sécurité internationale dans le bassin du Pacifique.

■ Cinq membres de l'Institut des affaires étrangères de la République populaire de Chine ont visité l'ICPSI en avril. La délégation chinoise était dirigée par **Chai Zemin**, un des vice-présidents de l'Institut et ancien ambassadeur de la Chine à Washington. **M. Zhang Wenpu**, actuellement ambassadeur de la Chine au Canada, a accompagné la délégation. **M. Zemin** a souligné la nécessité d'intensifier les contacts entre la Chine et l'Occident, et il a déclaré que les différences existant entre les régimes sociaux ne

devraient pas influencer sur la politique étrangère. Parlant de l'évolution des relations sino-soviétiques, il a fait observer que trois grands problèmes subsistaient sur ce plan, à savoir la question afghane, l'invasion du Kampuchéa par les troupes vietnamiennes, et des désaccords au sujet des frontières. L'accord intervenu récemment à Genève sur l'Afghanistan constitue un motif d'encouragement, a-t-il précisé. La discussion a porté sur la péninsule coréenne, et **M. Zemin** a évoqué la nécessité pour les deux Corées d'amorcer des négociations directes. Il s'est dit contre une reconnaissance simultanée des deux Corées et contre leur adhésion à l'ONU en tant qu'États distincts (selon lui, l'unification demeure l'objectif ultime, et c'est en ce sens qu'il faut mener les négociations). **M. Zemin** a dit espérer que les effectifs militaires diminuent dans la péninsule, mais il a ajouté que, comme les États-Unis refusent de négocier directement avec la Corée du Nord, il est peu probable que des progrès aient lieu sur ce plan. La Chine, a-t-il poursuivi, n'a aucun soldat en Corée du Nord et elle garde des effectifs minimes le long de sa frontière avec ce pays; or, les États-Unis ont toujours des contingents très nombreux et beaucoup d'équipement dans la région.

■ En avril, **Vasil Tupurkovski** (Présidence du Parti yougoslave) a dirigé un colloque coparrainé par l'ICPSI et l'Institut Nord-Sud. Il a parlé de l'ordre des priorités que la Yougoslavie suit actuellement en matière de politique intérieure et étrangère, et il s'est entretenu avec divers experts et dignitaires.

■ **M. K. Subrahmanyam**, ancien Directeur de l'Institut indien des études et analyses de défense à Delhi, a rendu visite à l'ICPSI en avril. Il avait été invité au Canada par l'Agence canadienne de développement international. Par ailleurs, l'Institut a accueilli **M. Hans-Friederick von Ploetz**, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères; ce dernier a échangé des opinions sur l'état actuel des relations Est-Ouest.

■ **M. John J. Mearsheimer**, du département des sciences politiques de l'Université de Chicago, a dirigé un colloque sur la stratégie maritime



américaine et la stabilité stratégique, colloque qui était coparrainé par l'ICPSI et le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement. Le professeur Mearsheimer a traité de la politique navale actuelle des États-Unis, et il s'est interrogé sur certaines de ses conséquences pour le Canada.

Le dernier colloque de la série intitulée «La sécurité canadienne menacée» a porté sur les institutions internationales et sur leur capacité de gérer les conflits mondiaux au cours des vingt prochaines années. M. **Juergen Dedring**, du Secrétariat de l'ONU, a parlé du rôle du Conseil de sécurité et il a aussi consacré du temps à l'établissement d'une section de collecte et d'analyse d'information au sein de l'ONU, section qui peut signaler au Secrétaire général les crises risquant de se produire.

**David DeWitt**, de l'Université York, a discoursé sur les associations régionales et leur capacité de régler les différends localisés.

La Commission canadienne de l'UNESCO a tenu son assemblée annuelle à Yellowknife (T.N.-O.). L'ICPSI est membre institutionnel de la Commission, et **Nancy Gordon** l'a représenté à l'assemblée. L'ordre du jour a mis l'accent sur l'évolution éducationnelle et cultu-

relle du Nord, et les participants ont discuté de questions intéressantes la région circumpolaire et écouté des exposés de représentants d'autres pays nordiques.

«La gestion des conflits régionaux : régimes et tierces parties médiatrices», tel était le thème d'un atelier qui s'est tenu au début de mai grâce au coparrainage de l'ICPSI et de la *Norman Paterson School of International Affairs* (Université Carleton). C'était le deuxième atelier du genre à être organisé par les deux institutions. L'objectif consiste à constituer un cadre de travail pour voir comment des États tiers pourraient contribuer à la gestion et au règlement des conflits régionaux, soit directement, soit indirectement par l'entremise d'institutions régionales et internationales. Le deuxième atelier visait à définir précisément les conditions qui ont favorisé la coopération régionale ou qui en ont entravé le développement. **Fen Hampson**, de l'Institut, et **Brian Mandel**, de l'Université Carleton, ont dirigé l'atelier; **Ron Fisher**, **Dan O'Meara**, **Christopher Brown**, **Douglas Anglin**, **Liisa North**, **Ashok Kapur**, **Robert Matthews**, **Louis Kriesberg**, **Keith Krause** et **Lauraleigh Keashley** ont présenté des exposés. À la fin de l'atelier, **Bob Mitchell** et **Roger Hill**, de la Direction de la

recherche à l'Institut, ont parlé du travail que ce dernier poursuit sur Chypre.

En mai, le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement a publié sous la couverture de ses *Aurora Papers*, une étude de **Roger Hill**, Directeur de la recherche à l'Institut. Le document de 47 pages s'intitule *Are Major Conventional Force Reductions in Europe Possible?*

M. **Geoffrey Pearson** a assisté aux cérémonies d'ouverture d'Expo Science 1988, un salon scientifique organisé à l'intention des étudiants de l'Outaouais. Cette année, le thème était «La science et la paix», et l'Institut coparrainait l'activité. Au nombre des juges figuraient **Hélène Samson** et **Margaret Bourgeault** (Programmes publics). **Roger Hill** a présenté deux prix; **Katherine Laundry** et **Susan Connell** ont supervisé un kiosque où des publications de l'Institut étaient exposées.

À l'issue d'une table ronde ayant réuni des membres de l'Institut canadien des affaires internationales (ICAI) et de l'Institut soviétique des affaires canado-américaines (Académie des sciences de Moscou), l'ICPSI a mis sur pied à Ottawa un programme à l'intention de la délégation soviétique. Celle-ci comprenait **Georgy Arbatov**, chef de l'Institut, **Leon Bagramov**, le général **Mikhail Milstein**, **Sergei Plekhanov**, **Nikolai Schmelyov**, **Henri Trofimenko** et **S. F. Molochkov**. Ils ont pris la parole lors d'un colloque privé auquel divers Canadiens et Canadiennes ont assisté sur invitation, se sont réunis avec des dignitaires du ministère des Affaires extérieures, ont assisté à un dîner offert par le bureau d'Ottawa de l'ICAI, et ont rencontré des membres du personnel de l'ICPSI au siège de ce dernier. Pendant les divers entretiens, ils ont insisté sur les changements qui se produisent dans la pensée soviétique et sur la nécessité de réévaluer les relations Est-Ouest. Il importe d'examiner sérieusement les conflits régionaux; dans la plupart des cas, les États-Unis et l'URSS devraient s'abstenir d'intervenir dans les différends locaux. La délégation soviétique a par ailleurs souligné qu'il fallait revitaliser les institutions internationales, notamment l'ONU, et que tous les membres permanents du Conseil de sécurité se devaient de jouer pleinement leur rôle dans les systèmes de sécurité collective.

Au début de juin, les Médecins canadiens pour la prévention de la guerre nucléaire se sont réunis à Montréal: l'ICPSI a contribué à la conférence et a coparrainé certaines des séances. **Geoffrey Pearson** a présidé une séance sur l'interdiction complète des essais nucléaires, et une autre sur le rôle que le Canada joue dans le processus de paix. M. Pearson s'est par la suite rendu à l'Université Dalhousie pour prononcer l'allocution thème d'une conférence intitulée *Peacemaking and Peacekeeping: Canada and the United Nations - Moving to the 21st Century*. Puis, il a assisté à la réunion annuelle de l'Institut des études sur la sécurité Est-Ouest, à Potsdam, R.D.A.; les participants ont alors examiné les nouvelles façons d'aborder les questions intéressant la sécurité Est-Ouest. Ont participé à la conférence des têtes dirigeantes des milieux politiques est et ouest-européen, ainsi que des experts européens et nord-américains.

À la mi-juin, les Services d'information de l'Institut ont organisé une conférence d'une demi-journée à Halifax pour les bibliothécaires et d'autres personnes s'occupant de recueillir et de distribuer de l'information sur la paix et la sécurité. **Katherine Laundry** et **Susan Connell** ont fait des exposés, tout comme **Margaret Bourgeault** (Programmes publics). Les invités ont été accueillis par le vice-amiral **Harry Porter**, membre du conseil d'administration de l'ICPSI.

**Michael Bryans** et **Ron Purver** ont assisté à une conférence sur la sécurité canado-américaine, à Kingston. Les séances, que parrainait le Centre des relations internationales de l'Université Queen's, ont porté sur des thèmes d'actualité et des questions historiques ayant marqué les rapports canado-américains en matière de défense.

Dix participants à la Conférence des étudiants du Commonwealth ont rendu visite à l'Institut au début de mai. Après avoir écouté des exposés de membres de l'ICPSI sur le rôle de ce dernier, les étudiants ont, sous la direction de **Brad Feasey** et **Margaret Bourgeault**, organisé et présenté une série de réunions-débats sur la signification de la paix, la dissuasion, et la possibilité de réduire le nombre d'armes nucléaires. □

### L'Institut emménage dans de nouveaux locaux

- À compter du 6 juin 1988, la nouvelle adresse de l'Institut sera :  
Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales  
Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
K1R 7X7  
(Les numéros de téléphone et de télécopieur resteront les mêmes.)

### Publications nouvelles de l'Institut

#### CAHIERS DE L'INSTITUT

4. **De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest** par Paul Marantz, mai 1988.
5. **Le débat sur les essais d'armes nucléaires** par Jozef Goldblat et David Cox, juin 1988.

#### EXPOSÉS

19. **La guerre du Golfe** par Francine Lecours, mai 1988.
20. **La déstabilisation des États de la ligne de front, en Afrique Australe (1980-1987)** par Dan O'Meara, mai 1988.

#### DOCUMENTS DE TRAVAIL

8. **«Managing Regional Conflict : Regimes and Third-Party Mediators»**, Compte rendu d'un atelier (novembre 1987) par Robert Miller, mai 1988.
9. **«East-West Relations in the 1980s»** par Adam Bromke, mai 1988.
10. **«The United Nations Special Session on Disarmament 1988 : Peace Proposals since 1982»** par Hanna Newcombe, mai 1988.

## SUBVENTIONS – QUATRIÈME TRIMESTRE

### SUBVENTIONS

### Quatrième trimestre 1987-1988

<b>RECHERCHE</b>			
<b>Avery, Donald</b>	9 300 \$	University of Western Ontario (London) Research and Its Uses: The Dilemma of Canadian Scientists in an Age of Conflict, 1939-1988	<b>Canadian Disarmament Information Service</b> (Toronto) Publication of <i>Peace Magazine</i> 12 000
<b>Buo, Sammy Kum</b>	30 000	United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament (Lomé, Togo) Programme and Training on Conflict Resolution, Crisis Prevention and Management and Confidence-Building Among African States	<b>The Canadian Peace Alliance</b> (Toronto) Publication of <i>Canadian Peace Alliance News</i> 10 000
<b>Cooper, Fraser B.</b>	9 400	University of Calgary (Calgary) Television Coverage of Peace and Security Issues in Canada	<b>Canadian School Trustees' Association</b> (Ottawa) Workshop on Peace and Security Debate 850
<b>David, Charles-Philippe</b>	20 000	Collège militaire royal de Saint-Jean (Saint-Jean-sur-Richelieu) L'état des connaissances dans la discipline des études stratégiques	<b>Conference of Defence Associations</b> (Ottawa) Publication of <i>Forum</i> magazine 25 000
<b>Kapur, Ashok</b>	5 000	University of Waterloo (Waterloo) Canada/South Asia Political and Strategic Relations: A Historical Analysis	<b>Institute for Research on Public Policy</b> (Ottawa) Special issue of <i>Policy Options</i> 25 000
<b>Lakos, Amos</b>	6 200	University of Waterloo (Waterloo) International Negotiations – Bibliography	<b>The International Youth for Peace and Justice Tour, Inc.</b> (Montréal) The International North-South Peace Exchange 1988 16 000
<b>Lamb, John</b>	50 000	Canadian Centre for Arms Control and Disarmament (Ottawa)	<b>Loyalist Collegiate Vocational Institute</b> (Kingston) A Peaceful Day (meetings and other activities) 1 000
<b>Rezun, Miron</b>	15 000	University of New Brunswick (Fredericton) International Conference on Iran	<b>NGO Committee on Disarmament, Inc.</b> (New York, USA) Publication of special issue of <i>Disarmament Times</i> for UNSSOD III 5 000
<b>Stein, Janice</b>	27 400	University of Toronto (Toronto) Deterrence and Reassurance: Approaches to Conflict Management	<b>Office national du film</b> (Montréal) «Menace de paix» (film) 20 000
<b>PROGRAMMES PUBLICS</b>			
<b>Association des politologues étudiants de l'Université Laval</b> (Ste-Foy)	7 000	Colloque «Bilan et perspectives du renouveau politique en URSS»	<b>Operation Dismantle</b> (Ottawa) Publication of syndicated column «The Peace Race: Development» Part II 5 000
<b>Brasset, David</b> (Ottawa)	5 000	Private Initiative in International Relations (book)	<b>Option Paix</b> (Hull) Publication de la revue <i>Option Paix</i> 10 000
<b>Butler, Geoff</b> (Charlottetown)	2 500	The Art of War: Paintings	<b>Ottawa Peace Resource Centre</b> (Ottawa) Ottawa Peace Calendar 2 500
<b>Caldwell, Douglas</b> (Chicago, USA)	2 500	Radio documentary «Inside a Nuclear Weapons Lab: Science, Politics and the Arms Race»	<b>OXFAM-Canada</b> (Ottawa) National Seminars, Militarism Campaign 9 500
<b>Canadian Association of Municipal Nuclear Weapons Free Zones</b> (Dundas)	5 000	Conference of Nuclear Weapons Free Zone Municipalities	<b>PACIFJOU</b> , Collectif pour la production de jeux et jouets pour la paix (Montréal) Les jouets de guerre et les jouets de paix 20 000
<b>Canadian Council for International Cooperation</b> (Ottawa)	10 000	Canadian Directory of Women Specializing in Foreign Policy, Security and Development	<b>Peace Parties Network/Peace Exchange Network</b> (Ottawa) Peace Exchanges Project (educational events) 5 400
			<b>University of Alberta</b> , Department of Secondary Education (Edmonton) International Institute for Peace Education 1988 15 000
			<b>University of Manitoba</b> (Winnipeg) Political Studies Students' Conference «Disarmament and Development» 4 500
			<b>Waterloo County Board of Education</b> (Kitchener) Nuclear Awareness «War and Peace in a Nuclear Age: Teachers' Resource Booklet» 10 000
			<b>World Federalists of Canada</b> , Kingston Branch (Kingston) Conference «Loving This Planet – Establishing Global Priorities» 900
			<b>World Without War Research and Education Network</b> (Belleville) Community Awareness Project (Part II) 3 900
			<b>TOTAL</b> 405 850 \$

### Programme de bourses de l'ICPSI

L'Institut invite les personnes intéressées à lui faire parvenir des demandes dans le cadre de son programme de bourses. Le programme est ouvert tant aux universitaires qu'aux non-universitaires qui désirent entreprendre ou continuer des travaux dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales. Par ce programme l'ICPSI vise à encourager la recherche et l'approfondissement des connaissances dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales, et à favoriser l'établissement de contacts avec la collectivité internationale, en appuyant des Canadiens et des Cana-

diennes qui veulent poursuivre leurs études dans des institutions étrangères, ou exceptionnellement, au Canada.

Les candidat(e)s doivent être citoyens(nes) canadiens(nes) et détenir au minimum un diplôme universitaire de premier cycle ou montrer qu'ils possèdent une expérience équivalente.

L'Institut a constitué un fonds de 173 000 \$ devant servir à attribuer dix bourses, soit trois d'une valeur maximale de 25 000 \$ et sept d'une valeur maximale de 14 000 \$. Les demandes seront étudiées par un comité de sélection indépendant, et les décisions seront annoncées en mai 1989.

Ce programme est administré au nom de l'Institut par l'Association des universités et collèges du Canada. La date limite de réception des demandes pour l'année universitaire 1989-1990 a été fixée au 1<sup>er</sup> février 1989.

Pour obtenir de plus amples détails, ainsi que des formules de demande prière d'écrire à l'adresse suivante :

Les services d'administration des bourses d'étude, Association des universités et collèges du Canada  
151, rue Slater  
Ottawa (Ontario) K1P 5V1

### Attribution des subventions – Modalités et dates limites

L'Institut étudie les demandes de subventions deux fois par année. Veuillez vous adresser à l'Institut pour obtenir une liste des critères d'admissibilité et les formules de demande. On est prié de noter les dates limites suivantes :

30 juin 1988	décision prise en octobre 1988
31 décembre 1988	décision prise en mars 1989

# PEACE & SECURITY

## ARMS CONTROL MAGIC... LESS IS MORE

*The US and USSR are negotiating arms reductions that will see nuclear arsenals becoming leaner and meaner.*

BY DAVID COX



**Geoffrey Pearson**  
Although the West can do little to influence Soviet politics, it is in everyone's interest that Gorbachev's revolution continue.

**Cary Hector**  
Five months after Leslie Manigat was declared President, what are the chances for democracy in Haiti?

**Clyde Sanger**  
Canada could solve its Arctic sovereignty problem by giving the territory away.

**Fen Osler Hampson**  
For the first time in the history of NATO, the Allies disagree over some basic aims.  
**Véra Murray**  
A letter from Jerusalem

*Also in this issue:*

## Institute Publications 1987-88

### OCCASIONAL PAPERS

3. **Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities**, by Ronald G. Purver, February 1988.
4. **From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988.
5. **The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, June 1988.

### ANNUAL REVIEW

**A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87**, 270 pages.

### BACKGROUND PAPERS

13. **Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.
14. **The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C.A. Namiesniowski, August 1987.
15. **Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.
16. **Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.
17. **Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988.
18. **Has the ABM Treaty a Future?** by Ronald G. Purver, February 1988.
19. **The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.
20. **Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988.

### POINTS OF VIEW

3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.
4. **Maintaining Peace With Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.
5. **Towards a World Space Organization**, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987.

### CONFERENCE REPORTS

4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**. Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar.
5. **Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987.
6. **The International Trade in Arms: Problems and Prospects**, by Keith Krause, March 1988.

## NOTE FROM THE EDITOR

■ In May a group of Soviets experts on the West came through Ottawa to talk and to listen. At the top of everyone's list of questions was the prospect for an American-Soviet nuclear arms treaty, the subject of this issue's cover article by **David Cox**. What one of the Soviet experts, Henry Trofimenko, had to say on the subject was arresting not for what he said, but for how he said it.

I am not a professional student of the USSR and like most people I regard the recent avalanche of talk and writing about the place with a combination of curiosity, hopefulness and fatigue – enough *glasnost* already. But unlike many people these conflicting feelings are leavened with the experience of two visits to the USSR in 1982 during the dying days (literally) of the rule of Leonid Brezhnev. I directed a film crew there for a few weeks – an intensely frustrating business because the bombast-to-substance ratio in the resulting interviews was enormous.

Based on my brief but intense exposure five years ago, Soviet society appeared to have a widespread, institutionalized and instinctive capacity for denying

reality. The phenomenon cropped up in almost every social exchange – from Marshals in the Soviet Army to translators.

My favourite lunatic conversation was in a Moscow restaurant on the subject of mushrooms. “Can I have some mushrooms with dinner.” “We don't have any.” “You had some yesterday.” “No, we've never had them.” “Yes you did, I was here and I ate some.” “Impossible . . . you didn't eat here.” In 1982 it was easier for a Soviet citizen to deny the existence of mushrooms or me than to admit that the Soviet central mushroom delivery apparatus had screwed-up.

And in 1988, what has changed in the manner of talk? When asked about the prospects for a US-Soviet agreement to cut nuclear arsenals Trofimenko answered with the kind of directness I never encountered in 1982. There would not be a treaty this year because there were lots of unsolved problems and because a new president would come to power very soon: “I expect that they would be positive – whoever might be the US president – towards continuing this process. But probably any new president who would come to the White House in January 1989 would say

he would want a better deal than has been outlined in the previous negotiations . . .” In other words, the START talks would not succeed until next year not because Americans were the “enemies of all peace-loving people everywhere” (1982-style answer) but because that is the way of high bureaucratic politics.

If the new tone is a true measure of a maturation in Soviet political culture then maybe the super-powers will get on with talking about what really matters.

■ In addition to **Fen Hampson** on the looming political crisis in the Western Alliance, **Clyde Sanger's** novel approach to arctic sovereignty, and **Geoffrey Pearson** on how the West should view Mr. Gorbachev's initiatives to reform Soviet society, **Cary Hector** assesses recent events in Haiti.

Mr. Hector is a professor of political science at Université du Québec à Montréal, and is on the editorial board of the periodical *Collectif Paroles* – published in Montreal. He returned to his native country for two months last year to follow the electoral campaign.

– Michael Bryans

CANADIAN INSTITUTE  
FOR INTERNATIONAL  
PEACE AND SECURITY

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7  
(613) 990-1593

**Executive Director:**  
Geoffrey Pearson

**Board of Directors:**  
William Barton, *Chairman*  
Christoph Bertram  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Gisèle Côté-Harper  
Ann Gertler  
John Halstead  
Kal Holsti  
Jacques Lévesque  
Richard Mercier  
Geoffrey Pearson  
Harry A. Porter  
John Sigler  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt  
Paul Warnke  
Lois Wilson

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

## PEACE & SECURITY

**Editorial Board:**  
Nancy Gordon, *Chairman*  
David Cox

Roger Hill  
Hilary Mackenzie  
Madeleine Poulin

**Editor:**  
Michael Bryans

**Associate Editor:**  
Hélène Samson

**French Review Page Editor:**  
Jocelyn Coulon

**Design and Production:**  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto

**Translation:**  
(except where otherwise indicated)  
Denis Bastien,  
Sogestran Inc.

Second Class Mail  
Registration Pending.  
Postage paid in Ottawa.

ISSN 0831-1846

*Peace & Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Text material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source. Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright and may not be reproduced without written consent of the Institute and the artist.

## CONTENTS

- 
- 2 **ARMS CONTROL MAGIC... LESS IS MORE** BY DAVID COX  
*The superpowers are negotiating arms reductions that will see nuclear arsenals becoming leaner and meaner.*
- 
- 4 **SO GORBACHEV IS SERIOUS... NOW WHAT?** BY GEOFFREY PEARSON  
*Although the West can do little to influence Soviet politics, it is in everyone's interest that Gorbachev's revolution continue.*
- 
- 6 **HAITI: A NATION IN CRISIS** BY CARY HECTOR  
*Five months after Leslie Manigat was declared President, what are the chances for democracy in Haiti?*
- 
- 8 **GIVE THE UN SOME TERRITORY TO RUN** BY CLYDE SANGER  
*Canada could solve its Arctic sovereignty problem by giving the territory away.*
- 
- 10 **NATO FISSURES** BY FEN OSLER HAMPSON  
*For the first time in the history of NATO, the Allies disagree over some basic aims.*
- 
- 12 **LETTER FROM JERUSALEM** BY VÉRA MURRAY
- 

■ **David Cox** is a member of the Department of Political Studies, Queen's University and former Director of Research at CIIPS; **Geoffrey Pearson** is Executive Director of CIIPS and was Canadian Ambassador to the USSR from 1980 to 1983; **Cary Hector** is a Professor of Political Science at the Université du Québec à Montréal; **Clyde Sanger** is a free-lance writer based in Ottawa; **Fen Hampson** is a research associate at the Institute and teaches international affairs at Carleton University; **Véra Murray** has been Paris correspondent for *L'actualité* since 1983 and currently lives in Jerusalem.

---

13 **REPORT FROM THE HILL**

---

14 **ARMS CONTROL DIGEST**

---

16 **DEFENCE NOTES**

---

18 **REVIEWS**

---

20 **NEWS FROM THE INSTITUTE**

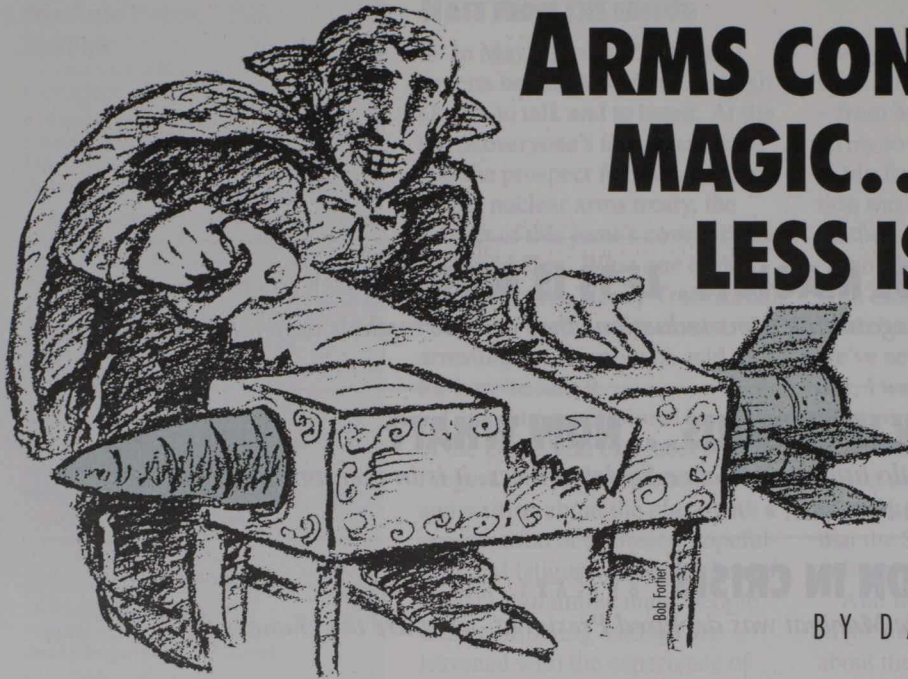
---

Cover illustration: Bob Fortier

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

JUL 6 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE



# ARMS CONTROL MAGIC... LESS IS MORE

BY DAVID COX

*Like the protein-rich power breakfasts offered by fashionable hotels, the superpower arms talks offer a programme to shed fat, build muscle, and eat with pleasure all at the same time.*

**D**ESPITE THE PREDICTABLY slow pace of the superpower negotiations on strategic arms reductions (START), on the face of things President Reagan is ending his presidency with an arms control record of some standing. In the bag is the historic accord on intermediate range weapons – not only a fulfillment of the zero-zero option initially proposed by President Reagan in 1982, but a path-breaking agreement in terms of its provisions for on-site verification. And in the START negotiations, even a framework agreement, to be completed by his successor, will be considered a Reagan accomplishment since the ceilings now under consideration – 1,600 strategic delivery vehicles and 6,000 warheads – are very close to the kind of reductions which he called for at the beginning of his presidency. Image-wise, the President looks even better since the media and the public at large seem to accept as a certainty that the result of the treaty will be a fifty percent reduction in strategic nuclear weapons.

All this said, why then should the applause be muted? On the part of defence analysts, the reservations stem mainly from con-

cerns about the implications of the provisions for on-site verification in the Intermediate-range Nuclear Forces Treaty, and the more fundamental, long-term question of just how much arms control, particularly in conventional forces in Europe, do we really want. In the case of at least some arms controllers, there is a tension between the desire to applaud the reductions because they are going in the right direction (downwards), and a growing awareness that the post-START nuclear forces will be all the better to fight with, and, in any case, a far cry from fifty percent reductions.

In this debate, the interested citizen should tread warily, and keep a suspicious mind. This is no time to relax with the thought that the great powers have at last cured their habit of nuclear profligacy; all phrases such as “fifty percent reductions” and “halving the nuclear arsenals” should be treated with polite skepticism. On the other hand, opportunities are at hand to achieve arms control measures of surpassing importance. Sustaining the momentum created by the Intermediate-range Nuclear Forces Treaty while avoiding the creation of false expectations about

truly deep reductions in nuclear weapons is the first task that we should require of our government.

IN 1984 VICE-PRESIDENT GEORGE Bush presented a draft chemical weapons treaty to the Geneva Conference on Disarmament. It contained verification provisions so stringent that few believed they were meant to be taken seriously. On-site inspections, said Bush, should be “anytime, anywhere.” Up to that time, the Soviets had resisted any agreement for on-site inspection, so the prospect for agreement seemed remote.

At the beginning of the negotiations on intermediate-range forces, Caspar Weinberger took a similar position: the on-site inspector of the intermediate-range agreement, he argued, should be akin to the bank inspector – able to wander around, to look over shoulders, to poke in corners. But in the spring of 1987 the Soviets responded in a disconcerting way: they accepted the principle of intrusive inspection, and declared that, pursuant to an agreement, their factories would be open to US inspection. Of course, declared Soviet spokesman Yuli Vorontsov, the same would be true for the United States, and he helpfully suggested that the President might need to seek

Congressional legislation to permit Soviet inspectors into US weapons factories.

From that point, the US Administration, under the strong influence of the military Joint Chiefs of Staff, backed away from highly intrusive inspections, and settled instead for the important but carefully limited provisions in the Intermediate-range Treaty. Did the United States really want Soviet inspectors roaming freely through weapons factories and perhaps across military bases? The Pentagon quickly decided that the answer was a firm negative. While the US change of heart did not affect the Intermediate-range Nuclear Forces Treaty, the intrusiveness of verification is now an issue in all other arms control negotiations.

For example, a chemical weapons treaty, which is within sight from a technical point of view, is being quietly shuffled off centre-stage while Washington reassesses its commitment to “anytime, anywhere” inspection of chemical factories and weapons facilities. In the approach to conventional force reductions, defence planners ask themselves just how willing they are to see Soviet inspectors crisscrossing Western Europe en route to NATO’s military installations. In START, the superpowers propose to eliminate warheads as well as missiles. This will require detailed verification provisions.

How much inspection is enough? The old question has taken on a new meaning as now both superpowers, committed to negotiate reductions, seek to balance their desire not to be subject to extensive inspection with their need to develop the precise procedures required to implement a START agreement.

From the viewpoint of the national security analyst, the abolition of a class of weapons in the Intermediate-range Treaty, combined with the prospective START agreement, has focussed attention on the ultimate objective that is sought in these across-the-board negotiations. For NATO the ultimate purpose of the intermediate-range agreement is not to denuclearize Western Europe – that purpose has been emphatically rejected by the lead-

ing members of NATO. But this reaffirmation of the continued need for nuclear weapons in Europe contrasts with a new-found uncertainty about reductions in conventional weapons. After fifteen years of negotiating mutual and balanced force reductions in Europe, the NATO allies have no clear view of what reductions they actually want. What minimum force levels would meet the security requirements of the allies while de-escalating the confrontation between the two military blocs?

Since these kinds of questions are now at the centre of conventional and nuclear arms negotiations, it is not difficult to see some of the reasons why the defence community would like to brake the arms control momentum. "Trust but verify" is proving to be a more difficult slogan than President Reagan imagined. Intrusive verification was only a *sine qua non* as long as the Soviets resisted it. When arms control begins to bite into valued military forces, it becomes a threatening force which may be best diverted into protracted negotiations.

ARMS CONTROLLERS HAVE THE opposite set of inhibitions. The verification provisions of the treaty on intermediate-range forces are less than sweeping, but they are nevertheless impressive. For the first time, Soviet and US inspectors will examine weapons sites and storage areas. They will have certain rights to mandatory inspections, and there are limited but precedent-setting provisions for the perimeter monitoring of weapons factories wherein inspectors literally watch over everything that goes through the plant gate. But the Intermediate-range Treaty is only the appetizer before the main course, which is strategic arms reductions. For optimistic arms controllers the Intermediate-range Nuclear Forces (INF) Treaty has set the precedent, and what is required now is further elaboration of the means for co-operative on-site verification.

This hopeful view of the INF-START process is painfully off-set by the growing realization that the START reductions are a very limited beginning indeed. Two kinds of weapons are so far ex-

cluded from the agreed ceilings of 1,600 launchers and 6,000 warheads. The first includes the traditional gravity bomb and short-range attack missile carried by strategic bombers. The US is in the process of developing a new version of the short-range attack missile, which, when combined with the advanced technology bomber, undoubtedly will play a significant part in a modernized arsenal. The second excluded weapon is the sea-launched cruise missile, which, if the superpowers cannot agree on its limitation and verification, promises to become an increasing threat to all future efforts at arms control.

When these two categories of weapons are added to the 6,000 ceiling, it is reasonable to suppose that both sides will emerge from a START treaty with about 8,000 warheads, suggesting that the actual reductions will not exceed thirty percent of the present arsenals.

Even these reductions would be welcome were it not for the omission from the negotiations of any effort to control modernization. In fact, as critics of the proposals have noted, every weapons system currently under development will be permitted under the new treaty as currently envisaged, with the possible exception of mobile missiles. The United States continues to press for a ban on these – somewhat contradictorily since it is busy developing its own. For the United States, this means that the Trident D-5, the rail-mobile MX, and the advanced cruise missile will proceed, while testing will continue on new weapons such as earth-penetrating warheads, special effects nuclear warheads, and other so-called third-generation nuclear devices. The Soviets will be free to develop in much the same way.

THE CONSEQUENCE OF THIS permissive approach is that the respective sides are, in effect, making their nuclear arsenals more efficient. Older weapons with slower re-entry speeds, such as the early Minuteman, will be retired, and replaced by faster, more accurate, and deadlier launchers and warheads. The

nuclear arsenals are intended to become leaner and meaner. START will permit and even accelerate the on-going search for usable nuclear weapons. Like the protein-rich power breakfasts offered by fashionable hotels to diet conscious guests, START offers a programme to shed excess fat, build muscle, and eat with pleasure all at the same time.

In these circumstances it is not surprising that some arms controllers wonder if these kinds of reductions should be pursued at all. Like the defence experts, they might wonder if the present situation does not offer greater stability and certainty, and less sleight of hand as far as the public is concerned. In any event, it is clear from the START experience that reductions alone are not the answer. Rather, reductions must be designed to achieve some larger political goal. But has anybody enunciated a larger goal? It may come as no surprise to realize that General Secretary Gorbachev has done so.

In his disarmament programme of 15 January 1986, Gorbachev said that his goal was to eliminate all nuclear weapons by the year 2000, after which they would be declared illegal by international treaty. Gorbachev went further and identified a timetable: he described three overlapping phases. In the first phase, from 1986 to 1992, the superpowers would stop all kinds of nuclear explosions, reduce delivery vehicles by fifty percent, retain no more than 6,000 warheads, and eliminate all medium-range missiles in the European zone. Additionally, they would renounce the development, testing, and deployment of "space strike weapons" – the Soviet phrase for Star Wars. In the second phase, from 1990 to 1995, other nuclear states would join in a freeze on nuclear weapons and stop all nuclear weapon tests. In the third phase, from 1995 to 2000, the superpowers and all other nuclear powers would totally eliminate their nuclear arsenals.

This grandiose plan can easily be dismissed as propaganda, except it must be conceded that Gorbachev is batting surprisingly well in the early season: the

medium-range missiles have been eliminated, and the formula for strategic arms reductions is in place. Immediate success, of course, is not the relevant point: in general terms, Gorbachev has offered a yardstick by which we might measure the value of arms control proposals – he wants to abolish nuclear weapons within a finite time period.

On the Western side there is no such vision. The allies do not want to abolish nuclear weapons, but are agreeable to reductions – leading where? That question remains to be answered. At the unofficial level, the Soviets appear to be offering some unsolicited assistance. The Committee of Soviet Scientists for Peace has concluded that mutual security based on "minimal deterrence" could be achieved with a force of 600 nuclear warheads on single-warhead, mobile missiles. All other nuclear weapons, they argue, should be abolished. Since the NATO governments do not wish to abolish nuclear weapons, such an analysis may be more conducive to Western thinking. Nor do we need to argue about the Soviet numbers. Minimal deterrence based on 1,000 or even 3,000 warheads would be an interesting challenge, particularly when compared with the 8,000 which we are likely to get from the START negotiations.

WHO IS TO DO THE HOMEWORK and develop some of these basic proposals for minimal deterrence? There is no point in leaving everything to US leadership. Canada has long reiterated its commitment to six disarmament principles, one of which is radical reductions in nuclear forces and the enhancement of strategic stability. But what do we mean by "radical reductions," and what radically lower levels would be compatible with "strategic stability"?

Unable or unwilling to answer these questions, Canadian arms control policy is looking increasingly dog-eared. Defining these objectives would contribute to a much needed discussion within the Western alliance. Now that would have been a speech for the Prime Minister to have given this summer to the United Nations Special Session on Disarmament. □

# SO GORBACHEV IS SERIOUS ...NOW WHAT?

*It appears that the Soviet leadership, including the military, accepts Gorbachev's diagnosis of Soviet ills and sees no alternative but to attempt a cure. All that is left to discuss is how fast.*

BY GEOFFREY PEARSON

**M**OST OF THOSE WHO study the Soviet Union now admit that significant change is taking place there. The main questions raised are the directions of this change, its duration and the implications for global stability. During a recent visit to the Soviet Union, I was able to explore these questions.

It is important to be clear about the meaning of "significant change." Mr. Gorbachev has described his programme as "a revolutionary re-organization of all aspects of socialist society's life," and "the biggest step in developing socialist democracy since the October Revolution." Perhaps this overstates the case, but even the partial achievement of such goals would indeed mark significant change. Domestically, the programme points towards a decentralization of economic decision-making, new incentives for farmers and small business, a greater choice of candidates for public office, amendment of laws affecting dissent and emigration, more cultural and academic freedom, and a re-examination of Soviet history. In foreign policy, it is intended to substitute the concepts of human survival and interdependence for the doctrine of "imperialist" aggression and international class warfare.

Are these goals being achieved? It is too early to tell whether the re-construction of the Soviet economy will be possible without the dismantling of the central planning system, and even the partial reforms so far underway are unlikely to show results for some years. If anything, the economy shows signs of decline rather than growth.

Consumer goods are as scarce as ever, although consumer services, such as restaurants, are benefitting from greater price competition. Supplies of meat and vegetables remain scarce in Moscow, and the distribution of food generally is unlikely to improve until farmers have both the incentive and the means to market their products. Price reform may well be the key to change, and will be at the centre of political debate in the coming months. If prices are to be even partially de-controlled, so too will

however, and it was apparently for this sin that the Moscow Party head, Boris Yeltsin, was demoted late last year. Clearly, there are limits to *glasnost*, just as there are to social and economic change. But for one who experienced the intellectual conformity of the late Brezhnev years, the degree of change is remarkable. It is hard to believe that this in turn will not lead to change in the political pro-

cess, and that opposition to Party policies will not be able to find wider means of expression. The special Party Congress, to be held in June, will certainly not declare the Soviet Union a multi-party State. But it may well concede that *glasnost* must apply to politics as much as to the press.

Some argue that change of this kind, if significant, is not fundamental and that the socialist system can never resemble our own traditions of democratic pluralism. Indeed, Soviet leaders agree that this is so. But to go on to say or imply that, without fundamental change, the Soviet Union will remain an expansionist state, (a "brutal adversary" in the words of

an American official) with whom the West cannot expect to have relations of confidence, is to go too far.

THE NEW DIRECTIONS OF SOVIET foreign policy did not emerge *de novo* from Mr. Gorbachev's imagination. Already, in Khrushchev's time, attempts were made to stabilize East-West relations and to reduce the burden of defence spending. The achievement of parity in strategic nuclear weapons with the US in the late 1960s led to

Gorbachev has built on the Khrushchev legacy, but with greater determination and consistency, and with a better appreciation of the dangers of the nuclear age. He reminds one in some respects of the Lenin of the post-1917 period when the new Soviet state was struggling to survive. Then, as now, dogmatism and adventurism gave way to pragmatism and co-existence. But both Lenin and his brilliant rival, Trotsky, shared the view that Communism in Russia could not endure unless it also triumphed elsewhere. They differed about when and how this would happen. Lenin was cautious. Trotsky played the part of Danton during the French revolution - "toujours de l'audace."

Mr. Gorbachev, on the other hand, appears to have accepted the literal meaning of "peaceful co-

existence," without time limits or reservations. He is in favour of reducing or abolishing first-strike weapons and doctrines of counterforce and surprise attack, and accepts that negotiations in Europe should take into account Soviet advantages in tanks and artillery. There is a new willingness to allow rigorous methods of verification, soon to be tested by the intermediate-range missile treaty signed last year but already manifested in the 1986 Stockholm agreements on monitoring of conventional forces in Europe. He supports a role for the UN in peacekeeping and mediation (for example, in the Persian Gulf) and emphasizes the importance of

global partnership on issues such as pollution of the environment, famine, and the rules of trade. Here is an example of this "new thinking," taken from Gorbachev's February statement on Afghanistan. Just as the agreement to eliminate intermediate- and shorter-range missiles is to be followed by a series of further major steps towards disarmament, with negotiations on them already underway or being planned, likewise behind the political settlement in Afghanistan already looms a question: which conflict will be settled next? And it is certain that more is to follow. States and nations have sufficient reserves of responsibility, political will and determination to put an end to all regional conflicts within a few years. This is worth working for. The Soviet Union will spare no effort in this most important cause.

None of this means that the Soviet Union will sacrifice core interests. It will not accept deep cuts in its ballistic missile inventory if these are not balanced by US concessions on submarines

and bombers. It is unlikely to reduce its forces in eastern Europe without some form of compensation. It will continue to export arms to friends and allies threatened by invasion (Iraq and Angola for example) or by civil war (Nicaragua) if political settlements of such conflicts cannot be found. But such qualifications would apply to the policies of other great powers. What is new is the Soviet readiness to seek stable agreements rather than to gain new advantages or influence. Mr. Gorbachev told the Central Committee in February that the key principle "is recognizing that every people and every country have freedom of social and political choice."

Some believe that this change is more apparent than real and that in any case it will not endure. They suspect that Mikhail Gorbachev will lose his job if he threatens the powers of the Party bureaucracy or the status of the armed forces. This may be so. But it would appear that the Soviet leadership, including the military (which no longer has a vote in the Politbureau - the Soviet Communist Party's senior decision-making body), accepts Gorbachev's diagnosis of Soviet ills and sees no alternative but to attempt the cure of *glasnost* and *perestroika*. What is at issue is the pace of change. This will vary as the vested interests involved negotiate the terms on each issue - limits of free speech for example. The measure of success is likely to be the productivity of the Soviet economy, which is, as we can see

autarchy. The West cannot be a decisive factor in influencing Soviet politics, except possibly in one respect; we can meet Mr. Gorbachev halfway on questions of arms control and disarmament, which are at the top of his agenda. If the Strategic Arms Reductions negotiations succeed, and lead on to real progress in reducing disparities in conventional arms in Europe, the current Soviet leadership will benefit from strong public support. My own experience has been that no subject interests the ordinary Soviet citizen more (unless it be the price of bread) than the prospect of better relations with the West, in particular the United States. The popular notion that the Soviet bear is in search of prey, with its overtones of invasion and subjugation, is a hold-over from the early days of the Cold War in Europe. The Afghanistan war kept this idea alive. But it ought now to be critically re-examined.

The implications of this brief analysis for global stability are of two kinds: they could mean that East-West relations undergo the kind of change that relations between China and the West experienced in the early seventies, leading to respect and co-operation if not friendship and alliance; but they would be unlikely to mean significant change in the situation of most of the rest of the world, where population growth, poverty, and social tensions will continue to engender conflict and the flight of refugees. Neither of the great powers appear to have the means or the will to eliminate Third World poverty, even if they have to work together. What they can do is to co-operate to prevent these conditions from endangering the fragile state we now call "strategic stability." Preventive diplomacy and peacekeeping through the UN, non-proliferation of nuclear weapons, and better control of arms exports, to name obvious examples, can all be greatly strengthened in a new era of detente.

None of the above is bound to happen. But if we do not believe it could happen, and act accordingly, we should not be surprised if it doesn't. □

Class foes



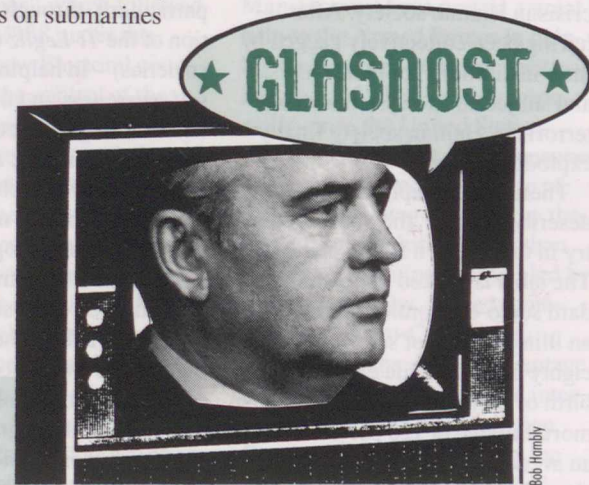
SMASH FOES



BASH TOES!



NO DOZZZZZZE!





# HAITI: A NATION IN CRISIS

*Five months after Leslie Manigat's installation as President of Haiti, what are the chances for democracy?*

BY CARY HECTOR

**J**EAN-CLAUDE DUVALIER'S flight from Haiti in the early hours of 7 February 1986, a departure facilitated by the good offices of both Washington and Paris, symbolized the collapse of almost thirty years of Duvalier family dictatorship – "hereditary" since 1971, when Papa Doc died. From 1974 on, the Duvalier administration had been subject to demands for "liberalization" both from inside and outside the country, and was severely shaken during the 1980s by a growth in popular opposition as well as conflict within the regime itself.

The years 1983 to 1985 saw a crisis that had two main ingredients: on the one hand since mid-1970 the government had found itself entangled in irreconcilable contradictions as a result of its counterfeit policy of "liberalization-democratization"; on the other was the widespread opposition to the Duvalier regime, accompanied by spontaneous calls for democratization by ever larger sections of the population.

This crisis came to a head in the summer of 1985 when the regime, which was by then almost at the end of its tether, held a popular referendum to set up a supposedly new government which would be partly parliamentary and partly presidential, all the while retaining the "presidency for life" article of the constitution. This manoeuvre boomeranged because it was so blatantly obvious in its intent, and in fact the tactic hastened the collapse of the dictatorship. It seems generally agreed that the beginning of the end for the regime was in November 1985 when the death of four school children during demonstrations in the city of Gonaïves

provoked a succession of popular uprisings.

What followed is well known: by late January and early February 1986 the game was up, particularly when the US government did an about-face on its earlier policy and decided to increase the pressure on Duvalier by withholding half the economic aid it had allotted to Haiti.

But there is more to it than that. At the root of these events is a crisis in Haitian society. After having been collectively gagged by their institutions for many years, and subjected to a system of state terrorism, Haitian society finally exploded.

There is a catchphrase used to describe Haiti – "the poorest country in the Western Hemisphere." The label is backed up by the standard socio-economic indicators: an illiteracy rate of seventy to eighty percent; a life expectancy at birth of fifty-four years; an infant mortality rate of 120 per 1000; and an average per capita income of about \$300 a year.

On the other hand, it is significant that the popular movement of 7 February 1986 was concerned from the very outset with doing more than simply redressing economic injustice. Large sections of the population, who had become aware of the stark contrast between their own utter poverty and the high standard of living of the privileged – five to ten percent of the population controlled fifty to eighty percent of the wealth – took to heart the expression: *fok kat-la-rebat* – "the cards should be reshuffled and dealt again." The expression is revealing for it means that history, their history,

had gone astray and must be put back on track; a view that was by no means shared by all the various leading figures active in the process of transition from Duvalier.

THE DUVALIER DICTATORSHIP COLLAPSED as the result of actions taken by a variety of political forces:

The series of widespread popular uprisings which took place after the "Hunger Riots" in 1984; the action of the Catholic Church – particularly through the intervention of the *Ti-Legliz* (clerical societies) – in helping promote self-awareness and organization, and in acting as a sounding board for popular protest; and the youth movement, which challenged and defied authority by means of marches, protests, open letters, strikes and other similar activities.

In addition to these major forces there were a few other important ingredients worth noting. Due to the nature of the evolving popular movement – its fragmented leadership, its regional tendencies and its sporadic activities – the leaders of the existing "internal opposition" (Grégoire Eugène, Sylvio Claude, Hubert de Ronceray) showed themselves incapable of controlling it. Internal rivalries between those of different clans, different political views and different generations were causing the Duvalier regime to self-destruct. And the continuous criticism and denunciation of the regime voiced by the opposition groups abroad served to keep international public opinion alive to what was going on in Haiti and undermined the government's credibility.

It is now known that the Haitian Armed Forces (the FAD'H) was a decisive factor in the changeover from Duvalier. The Armed Forces

not only initiated "operation-departure" (Jean-Claude's exodus) but also set up the National Governing Council (CNG) that replaced him.

In the end, other political actors subsequently came to the forefront of the political scene as contenders for the new positions of power. Among these were political leaders who had returned from living abroad or from exile – Leslie Manigat among them, spokesmen for the new political parties (Konakom, the Group of 57 etc.), as well as labour leaders and leaders of the peasant movements.

FROM THE MOMENT THE TRANSITION government took office it was faced with popular demands which dominated the political scene right through to the abortive elections of 29 November 1987:

The dismantling of the Duvalier regime ("de-Duvalierization") – the removal of those who had been principally responsible for carrying out its policy in the various state institutions, and their eventual prosecution for corruption; the breaking up of the Tonton Macoutes – that is to say the legal and effective dissolution of the Volunteers for National Security (the VSN as the Macoutes were called originally); a general rise in the standard of living of the majority to be achieved by such urgent measures as lowering prices for staples, increasing the minimum wage, reducing taxes and creating new jobs; and the creation of democratic institutions which would ensure the election of a legitimate government by universal suffrage.

The effect of these far-reaching basic demands was to make the

transition process particularly difficult. It proved inevitable that there would be a conflict between dealing with these calls for reform and the implicit "mission" of the National Governing Council which was widely seen as being the child of the collapsed dictatorship.

From April 1986 onwards the National Governing Council (CNG) – which for all practical purposes is indistinguishable from the Army – retained the political initiative. After an abortive attempt to achieve a political comeback in November 1986, supporters of Duvalier found themselves politically outlawed by Article 291 of the new Constitution, introduced in 1987.

As for the new forces, these covered a wide range, from the traditional political class which had regrouped, to a nebulous conglomerate of organizations and small groups comprising the popular democratic movement. In the case of the former, they were not really political parties rooted in national life but at best an agglomeration of various platforms, generally at the centre or centre-right of the political spectrum, serving mostly as vehicles for the political aspirations of various contenders for office.

The main features of the popular movements were their fragmentation and absence of a central focus. This despite the fact that they were the ideological polar opposites of the Governing Council and the Duvalieriste rear-guard. From these popular movements would emerge the Group of 57 and later, in the autumn 1987, the National Front for Concerted Action (FNC).

On the margins of this game, which had become particularly lively by June 1987, the Catholic Church sometimes encouraged action and sometimes temporized. Through the Conference of Bishops it adopted positions, interpreted the situation to its followers and tried to intervene, but it did not always speak with a united voice. The unions also, particularly CATH (central autonomous union for Haitian workers), would come to play a very active role, though not always a well-advised one, in the political in-fighting with the Governing Council. Another factor in the situation was the influence,

both direct and indirect, which the United States exercised in order to channel the transition process according to its own best interests.

DESPITE ALL THIS ACTIVITY, AFTER the plebiscite on the Constitution of 29 March 1987, the action focussed on the organization of general elections by the Provisional Electoral Council (Conseil Electoral Provisoire or CEP), as laid down by the new constitution. Various incidents set the Provisional Electoral Council and the National Governing Council at odds with each other. After the latter had given in to the Electoral Council's proposal concerning the electoral law – quite a reverse for the CNG – the confrontation between the two entered its last phase, with devastating political and human results: the cancellation of the November elections and the deliberate massacre of electors in the voting booths in Port-au-Prince.

The "elections" which followed on 17 January 1988 under the auspices of a new Electoral council and under the control of the Governing Council conformed to the earlier pattern. Nonetheless, they did at least have the merit of giving rise to new alignments among the forces that had emerged in the transition period. Thus a Committee for Democratic Understanding brought together the leaders of the centre and the centre-right as well as the National Front for Concerted Action. Likewise, a "Manifesto for democracy after the massacre of 29 November" was signed by a variety of groups including Catholic and Protestant religious organizations, unions

representing both workers and peasants, as well as professional associations. This manifesto – which termed the results of the 17 January elections null and void – marked a new solidarity among the opposition forces.

TODAY, MORE THAN FIVE MONTHS after the installation of President Leslie Manigat (he received thirty-four percent of the votes cast on 17 January), what are the chances for democracy in Haiti? First of all it seems clear that in taking what he himself has called the "calculated risk" of playing ball with the Governing Council, in other words with the Armed Forces, Manigat is playing to win, to the considerable dismay of his opponents who thought they enjoyed the support of key figures in Armed Forces. And he has had to make various compromises and concessions which sooner or later will catch up with him.

On the other hand, Leslie Manigat must have proved a great help to the Armed Forces in helping them escape from the political deadlock of 29 November, especially since the United States – which was no doubt caught unaware by the unexpected magnitude of the disaster – was attracted by the idea of some solution other than that of a Governing Council led by General Namphy. Indeed, compared to his pro-CNG rivals, Manigat has the double advantage of benefitting from valuable international support (the Christian Democrat International and the Socialist International) and of having shown himself sympathetic to those Haitians who had been "led on" by Duvalier.

And what of Haiti's international relations? Some countries such as France, Japan, the Federal Republic of Germany and Venezuela have essentially accepted the *fait accompli* of Manigat's accession to power. Canada may follow suit in the wake of a report presented to Parliament in late April by M.P. Jean-Guy Hudon.\* The US continues to adopt a position of wait and see, while refraining from applying new economic sanctions against Haiti.

Last but not least are the people whose basic demands will be the real test of any progress towards democracy in Haiti. Is there anything new which can be said to the poor to win back their confidence and attract their support?

Manigat has begun a series of televised talks – *Koze anba tonel* (essentially fire-side chats) – which are exercises in truth telling. Having failed to be elected by a clear popular majority, the president of 17 January 1988 is trying to attain a *de facto* legitimacy in order to enhance his constitutional and executive powers.

Leslie Manigat seems sufficiently sure of himself to have stated recently that he intends to serve his complete term of office, "Not a day more, not a day less." Whether he can do so remains to be seen, given the precarious balance of forces of which he was the main beneficiary. The best test of whether he can survive, and for how long, is still whether he can satisfy the basic demands of the poor. It would be one of the strange ironies of history if he succeeds in doing this thanks to the 17 January end-run which the army took around the Haitian constitution. □

\*Report of the Parliamentary Group on Haiti, Jean-Guy Hudon, M.P. – Chairman, Ottawa, April 1988.

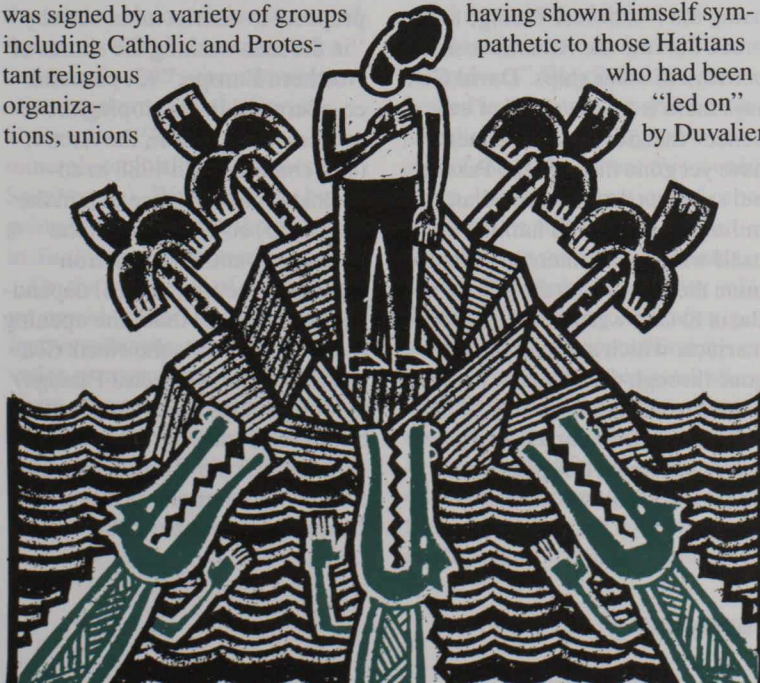
#### Further Reading

"Haiti Terror and the 1987 Elections," *National Coalition for Haitian Refugees and Americas Watch*, November 1986.

Cary Hector, "Du 7 février 1986 au 7 février 1988 : *quo vadis* Haiti?," *Collectif Paroles*, Revue culturelle et politiques haïtienne, Montreal, no. 33, January 1987.

Caroline Jarry, "Le mouvement populaire haïtien. L'exigence de la démocratie," *Mouvements*, Montreal, vol. 4, no 5, May-June 1987.

(Translation by Mary Taylor and Michael Bryans)



Normand Coisneau

# GIVE THE UN SOME TERRITORY TO RUN

*Canada could solve its Arctic sovereignty conundrum with a daring act of internationalism – give ownership of most of the Arctic archipelago to the United Nations.*

BY CLYDE SANGER

**T**HIS ARTICLE IS DELIBERATELY provocative. After all, what is there left to be? Many high strategists and others have had a bite at the Arctic, and penned thousands of words about the importance of asserting Canada's sovereign rights against (almost) all comers, or about the possibility of making the Arctic a demilitarized zone or some sort of nuclear weapon-free zone. I shall summarize the most noted of these schemes and then take a wild leap off the ice-cap.

Hanna Newcombe was one of the first into the Circle, in 1980. Her plan for a nuclear weapon-free zone North of 60 has often been cited, and criticized. If the line were rigidly along that parallel, it would include the Kola Peninsula where half the Soviet submarine fleet is based, and the Soviet military would understandably object. If the line were, as she said later, "flexible," all sorts of people would object to its waviness.

The scheme of Owen Wilkes, a New Zealander who worked for a time with the Stockholm International Peace Research Institute, has been criticized from another standpoint. His Circumpolar Demilitarized Zone left the Barents Sea as a submarine sanctuary and also did not touch the larger radar stations which the United States operates from Alaska to northern England.

Ronald Purver, writing for the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament in May 1987, concluded that "the most promising approach to Arctic arms control is to avoid Arctic-specific measures per se, and to concentrate instead on arms control measures of wider applicability." This

was good cautionary stuff, but not very encouraging for those who say, "We have to start somewhere." Later, in an Occasional Paper for CIIPS, Purver embraced the idea of excluding submarines from a "stand-off zone" of up to 2,500 kilometres off a foreign coast, and also accepted a scheme for submarine sanctuaries in the Arctic – both in the name of confidence-building measures. Well, good luck if he can make superpowers play to such rules!

Meanwhile in June 1987 came the Defence White Paper, announcing plans to acquire ten to twelve nuclear-powered submarines. We are all still wondering what they will do if they meet other countries' submarines under the Arctic ice. Department of National Defence strategists admit, in private, that the submarines make no sense militarily but have a political significance, presumably in this business of asserting sovereignty, in company with the Class 8 ice-breaker. The White Paper raises a concern about Soviet submarines using the Northwest Passage to break out into the Atlantic to attack convoys of other ships. David Cox says there is "not a shred of evidence" that Soviet submarines have yet gone through the Passage, but suggests that the Canadian military may need to familiarize itself with these waters in order to mine the egress into the Arctic Basin to stop westbound US submarines, which assuredly have gone through these waters without a word to their dearest ally.

The New Democratic Party policy statement this past April, *Canada's Stake in Common*

*Security*, argues that the Arctic is "a more volatile area" than Central Europe. An NDP government would "redeploy" our 7,200 troops now in Germany, but not necessarily in the Arctic. Who, after all, wants to fight on foot, or in tanks, there? Its main Arctic concern would be to build with Nordic neighbours a "cooperation and security regime," and lobby hard to control or eliminate the sophisticated generation of cruise missiles coming over the technological horizon. These are virtuous intentions, if a little vague.

Among other schemes for demilitarization, Franklyn Griffiths came up in 1979 with the idea of a demilitarized zone seaward of everyone's 200-mile economic zone. Purver, saying this was too modest, suggested it should be seaward of the 12-mile territorial sea.

And then there are Mikhail Gorbachev's six proposals in his speech of last October in Murskansk. They are for (1) a nuclear-free zone in Northern Europe; (2) an endorsement of the Finnish proposal to restrict naval activity "in the seas washing the shores of Northern Europe;" (3) peaceful co-operation in developing the resources of the North, the Arctic; (4) a conference in 1988 to coordinate scientific research in the Arctic; (5) co-operation of the northern countries in environmental protection; and (6) depending on a political thaw, the opening up of what he calls the North Sea Route (i.e. the Northeast Passage) to foreign ships, with the aid of Soviet ice-breakers.

At the Norway-Canada Conference on Circumpolar Issues in Tromsø in December 1987,

External Affairs Minister Joe Clark criticized the first two points in these words: "Mr. Gorbachev appears to focus exclusively on the Western Arctic without discussing the Barents Sea or other waters adjacent to the USSR. He does not offer any detail as to how a ban on naval activity would be verified or enforced." So he said Canada had asked the Soviet authorities for clarification on these points.

Mr. Clark did, however, welcome all the ideas about co-operation, and indeed ended his own speech with a page about co-operation – in sharing information, experience and technology, in learning lessons from the Inuit and the Saami, and so on. Earlier, he had repeated the government's "four broad themes" of its comprehensive northern foreign policy: affirming Canadian sovereignty, modernizing defences, extending circumpolar co-operation and preparing for the commercial use of the Northwest Passage.

SO WE COME TO THE ISSUE OF THE Northwest Passage. Throughout the Third UN Law of the Sea Conference (UNCLOS-3) Canada managed to stay out of the discussion on international straits. It now says that the Passage runs through internal waters. In an article in the *Globe and Mail* of 10 November 1987 Franklyn Griffiths produced a scheme for winning US acknowledgement of Canadian sovereignty over the surface waters of the archipelago, in order to create "an international regime for safe and efficient commercial navigation in the Arctic waters of North America." The agreement would make no mention of activities below the surface, so that Canada

could go on claiming exclusive jurisdiction while the US submarines went freely (and secretly) to and fro. Canada would have sensors at chokepoints to monitor what was around, and would have barriers of some sort ready to stop "hostile submarine activity in crisis or war."

The Canadian government has fallen short of even this position. In the agreement signed in mid-January Washington does not acknowledge Canadian sovereignty even over the surface waters, but will merely seek Canada's consent for any transit by its ice-breakers. In fact, that is almost identical to practice in any so-called "international straits" or, in UNCLOS parlance, "straits used for international navigation" where the passage runs between two or more states (Malacca, Gibraltar, Tiran or wherever). So, in preparing for the commercial use of the Northwest Passage, Joe Clark appears simply to be turning it into an international strait. His first "broad theme" of affirming Canadian sovereignty is therefore being discarded in the very part of the Arctic most likely to be visited frequently by foreign vessels (or any foreigners).

At least, Joe Clark is discarding it as far as the Americans are concerned. My own idea would be to pick up from his apparently "continentalist" stance and make it truly internationalist.

I SUGGEST THAT WE OFFER TO THE United Nations all of the Arctic archipelago north of the Parry Channel (a sea channel that bisects the Arctic from east to west at about 74 degrees north) to be International Territory, just as Antarctica has always been. This is the ultimate gesture in co-operation, to give up claims of sovereignty while assuring everybody that we will take part in positive activities of scientific research, environmental protection and ecologically sound development.

The friendlier critics will say: why not bargain with other countries to do something similar at the same time? Why throw away a strong card in the diplomatic game? Well, it would be great if

some other country were inspired to make a similar move – but we could also just wait forever, and miss the opportunity. The fact is, we can *do* something about this archipelago and we cannot expect to achieve a demilitarized zone over other peoples' territory by drawing circles and making nice speeches. Demilitarization has to start somewhere, and why not with us, who happen to be blessed with a big enough chunk of terri-



Marcel Duracher

tory we can "give away" to make a splash in the world?

To address the critics who think always of "bottom lines," what actually do we lose by offering it to the United Nations? Of course, there are minerals in the High Arctic – we have (at enormous cost) extracted some oil, and there is the Polaris lead-zinc mine, and the town of Resolute (now called Qausuittuq). And we would lose the right to draw a 200-mile economic zone around the whole archipelago. But why do we feel the need to claim all this sea-area? Again, in 1920 Norway signed a treaty with eight other countries allowing them (and the Soviet Union after 1925) to exploit minerals on Svalbard (formerly Spitsbergen). We would just be going one step further than Norway, in disclaiming sovereignty.

On the other side of the ledger, we would not feel obliged to defend it militarily against any invader or encroacher. We could share other costs – such as environmental protection measures – with a group of states interested in the area.

The important advantages, however, are not cuts in the budget of DND or Environment Canada.

Here are a few of the real gains:

- The move would strengthen the position of internationalists when the Antarctic Treaty comes up for review in 1990 and that continent is in danger of a carve-up.

- It would present the United Nations with a splendid problem: how to maintain as demilitarized a zone which is under its own con-

trol and is much more strategically located than Antarctica? Is it so unlikely that the two superpowers would decide it was in their mutual interest to devise a set of measures for verifying that it continues to be demilitarized? Could this also include the Northwest Passage? Why ever not? Disarmament Ambassador Doug Roche has been talking about an International Verification Organization. Maybe this new UN territory of (let's call it) Arctica could provide the start of his IVO.

- It would give the United Nations a kick-start in the business of co-operation over an area of "commons." We all thought the Seabed in "the area beyond national jurisdiction" was going to be the part of the globe where this would begin, but the International Seabed Authority is still waiting in the wings (or on the Jamaican waterfront). The Seabed Authority will not come into being until after sixty countries have ratified the Law of the Sea Convention and, after five years, only thirty-five countries have done so. Canada can give a deadline to co-operation over Arctica simply by announcing a handover date. Of course, we could add a "fail-safe" device: if

the United Nations proved to be hopelessly disorganized or unready, we could withdraw the offer just before the date for handing over.

Pessimists will say: "Well, obviously the UN can't handle it. Look what happened over Namibia." It's true that 112 countries, including Canada and the United States, voted in 1966 to terminate South Africa's mandate over South West Africa and make it the "direct responsibility" of the UN to lead that country to independence. But it was a quite different line-up then from today on Arctica: South Africa was determined to remain in possession, Britain was preoccupied with the Rhodesian rebellion and the United States and Canada soon cooled off the issue and refused to become members of the United Nations Council for Namibia.

- We might, just might, start a fashion for handing over bits of territory, which could then be demilitarized. Denmark might quickly follow with northern Greenland. More fanciful are thoughts about the United Kingdom shedding Northern Ireland . . . or the Falklands.

HOW, FINALLY, WOULD THE UNITED Nations administer Arctica? Well, there still exists the underemployed Trusteeship Council, comprising all member states. Or it could have a special trusteeship committee of a smaller number of states. These could be the seven states with territory north of the 60th parallel, or the seven member states with the highest population density (Bangladesh, Barbados, Belgium, Malta, Mauritius, the Netherlands and Singapore, since you ask), or any appropriate mixture.

So that's it: I suggest that Canada, with its long-held commitment to internationalism, should be the first country to offer to the United Nations a substantial part of its territory. (I don't count the US gift of the property now occupied by UN headquarters on Turtle Bay in Manhattan. Maybe I should. So we would be the second.) I believe I have made my point. □

# NATO FISSURES

*After almost forty years, cracks are appearing in the North Atlantic alliance. Unlike all previous crises this one is about basic values and beliefs.*

BY FEN OSLER HAMPSON

IN MARCH OF THIS YEAR THE heads of government of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) met to reaffirm Alliance unity and reassert support for strategic arms reductions with the Soviet Union, the elimination of chemical weapons, and negotiations with the Soviets on conventional arms reductions in Europe. The communique issued by the leaders expressed continued support for policies that were first enunciated in the mid-1960s: the future of NATO must be based on an "appropriate mix of adequate and effective nuclear and conventional forces which will continue to be kept up-to-date where necessary." The summit failed to come to grips with the tough issues facing the Alliance such as whether and how to modernize NATO short-range tactical nuclear weapons. The shop-worn rhetoric about "Alliance unity" and a "watershed" in East-West relations, served merely as a reminder that the rifts in the Alliance are widening in the absence of strong leadership, imagination, and political foresight.

There have been crises and then there have been crises in NATO. In the mid-1960s, there was the crisis over the ill-fated Multi-lateral Force – essentially a fight between Americans and some European allies over who got to control US nuclear weapons based in Europe. More recently there was the crisis over what to do about the growing number of Soviet SS-20 missiles. And then there was another crisis when the Alliance finally decided to respond by deploying its own intermediate-range missiles – Cruise and Pershing II.

These past crises were mostly over means: how to implement

already agreed NATO strategy and how to respond to the Soviet threat. They never really threatened the unity of the Alliance because there was always general agreement about the ends and goals. The Alliance was held together by a kind of political glue or articles of faith shared by all of its members. What were they?

THE FIRST ARTICLE OF FAITH WAS a shared belief in the severity of "the Soviet threat." As long as Brezhnev and Gromyko were in charge, the anti-Western orientation of Soviet policy kept NATO together. The Soviets helped create this sense of threat with their conventional force buildup and modernization in the 1970s and the deployment of their SS-20s. Most Europeans believed that the Soviets would cross the inter-German border and invade Western Europe if they had half a chance and that the Warsaw Pact had the "overwhelming conventional superiority" necessary to do so. Soviet actions in Afghanistan, the Horn of Africa, and elsewhere reinforced NATO's fears even though NATO's members were not united about what to do in response.

The second article of faith was enshrined in the doctrine of "flexible response." Although NATO thinking began to move away from the doctrine of "massive retaliation" in the late 1950s and early 1960s, the new approach was not formally expressed until 1967. Flexible response meant that NATO would respond to a Warsaw Pact attack initially with conventional forces and then, if necessary, with nuclear weapons. It was a doctrine which recognized the

need for "proportionality" – fitting the level of retaliation to the level of attack – if NATO had to defend itself against invasion.

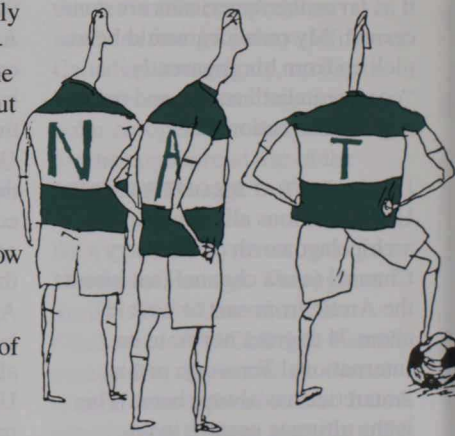
Flexible response meant different things to different people, however. To Europeans, it meant "go nuclear early" because that was good for deterrence – keeping the Soviets from attacking in the first place. To Americans, it meant "don't go nuclear early and leave yourself enough time to think about it." Flexible response was cloaked in ambiguity but it was an ambiguity that everyone could live with.

The third article of faith was that the United States would use nuclear weapons in Western Europe's defence; in this way, America's national fortunes were inextricably tied to Europe's. Some had reservations about the credibility of the American guarantee to risk all-out nuclear war with the Soviets in order to defend Europe, but they were a minority.

THESE ARTICLES OF FAITH ARE NOW seriously eroded. The current crisis is not a political crisis like the others. It is an internal crisis of values and beliefs. NATO's political glue is drying out and the cracks are beginning to appear.

In the first place, the Gorbachev revolution is undermining NATO's shared perception of the Soviet threat. Its most visible manifestation is the great change in Soviet political rhetoric. The Soviets now talk about "global interdependence," "reasonable sufficiency," and "non-provocative defence" when referring to matters of security in Europe. It is seductive talk to the Europeans and we are witnessing a new and extremely vigorous round of *Ostpolitik* (West

Germany's early 1970s initiative for better political and trade relations with Eastern Europe and the USSR) as the Soviets press for closer trade and economic links with Western Europe. It is surely a sign that times are changing when Bavarian leader Franz Josef Strauss, one of West Germany's staunchest cold warriors, returns from Moscow, as he did recently, singing Gorbachev's praises while saying that President Reagan is "unpredictable." Washington is slower to see change and more skeptical of Gorbachev than Europe. But the intermediate-range missile treaty has reinforced Western European perceptions that Gorbachev is serious about arms



control and perhaps even limited or partial disarmament.

The second article of faith, "flexible response," is also coming under serious question. The allergy to nuclear weapons has grown enormously in the past decade among America's political elites. The intermediate-range forces agreement per se does not make much of a difference to the overall strategic equation or to the

doctrine of flexible response. (NATO will still be able to attack targets in the Soviet Union with its F-111 bombers based in Britain. US submarine-launched ballistic missiles committed to NATO also provide an invulnerable retaliatory force.) But at the level of perceptions, the treaty does matter.

Nuclear weapons are in the process of being de-legitimized and some view the recent agreement on European missiles as further confirmation that nuclear weapons are not viable instruments of military force. It is unprecedented to see former American secretaries of state and defence, and former national security advisers saying that no president would ever authorize a first-use of nuclear weapons. Ronald Reagan's strategic defence initiative is, among other things, an attempt to develop a technological fix to this dilemma.

All of this has made some Europeans very nervous. Traditionally, Western Europeans have placed great stock in nuclear weapons because they have made up for perceived deficiencies in

process of nuclear disarmament to go even further.

In Germany, a variety of politicians, including Christian Democrats and right-wing leaders, would like arms control to extend to the third category of nuclear weapons, the short-range systems under 500 kilometres. Others, especially moderates, are saying "enough is enough"; NATO should keep its short-range nuclear forces (like the Lance missile) and deploy new missiles in the 300-400 kilometre range.

The British are divided along party lines. Labour would like to rid nuclear weapons from British soil. The Conservatives want to halt nuclear reductions.

Among the smaller NATO countries, Denmark is actively flirting with a policy that would ban visits in peacetime by ships carrying nuclear weapons. Both the UK and the US have warned Denmark that this would undermine the unity of the Alliance. A similar step two years ago taken by New Zealand caused the United States to sever its defence relations with New Zealand enshrined in the ANZUS (Australia-New Zealand-US) agreement.

The French are openly hostile to current developments. President Mitterand was cautiously favourable about the treaty, and only former President Giscard d'Estaing has openly embraced it. France worries deeply that the super-powers will make further deals behind Europe's back. The French are perhaps the only unconditional believers in nuclear deterrence. They maintain that conventional deterrence never has and never will work; nuclear weapons have preserved the peace in Europe and as they see it, the only way to keep the peace in the future is to have more.

On the conventional forces side the picture is not much clearer. There is a lot of talk on both sides of the Atlantic about improving conventional forces and combining this with reductions in nuclear weapons through arms control, as a solution to perceived Soviet superiority. But where will the money come from for more tanks, aircraft, and soldiers? With the existing American budget deficit any sort of ambitious conventional force

modernization programme led by the US is simply unaffordable.

In Europe, in addition to budgetary problems, declining birth-rates will mean less manpower for defence as we go into the 1990s. Measures to increase short-term volunteers, lengthen terms of enlistment, and extend the time of conscript service will be politically and fiscally troublesome. The demographics are better in the United States, however, the policy of the all-volunteer army makes it difficult to expand the size of forces beyond current levels. In short, conventional forces are part of the problem not the solution.

The failure of fifteen years of mutual and balanced force reduction talks to produce an agreement does not augur well for a coherent NATO policy on conventional forces. In the absence of new ideas, the danger grows that Gorbachev will seize the political (and propaganda) initiative with his own proposals.

WITHOUT A RENEWED VISION FOR NATO what fundamental changes brought on through sheer political inertia can we expect to see in the Alliance? First, some reduction in the American troop commitment to Europe is inevitable. American elites and the public increasingly believe (rightly or wrongly) they are being taken for a ride by the European allies. Under growing budgetary pressures it will become increasingly difficult to maintain US forces at their current levels in Europe unless Americans are persuaded that Europeans are doing more for their own defence.

Second, the old trans-Atlantic consensus will be profoundly tested by growing economic protectionism in the United States and the possibility of trade restrictions. In the past, the political and military coherence of the Alliance in the face of the Soviet threat, moderated economic grievances and tendencies to mud-slinging. With this political glue cracking, economic stresses and strains will only make these cracks bigger.

Third, American interests and priorities are shifting toward the Pacific. The recently released report of a high-level US commis-

sion on long-term strategic planning (*Discriminate Deterrence* by Fred Iklé and Albert Wohlstetter) emphasizes the growing importance of US national interests in the Pacific and other regions outside of Europe. It reflects a broad consensus among US foreign-policy elites that the risks of war in Central Europe are no longer what they once were and that the arena of East-West competition has shifted elsewhere.

Fourth, trans-Atlantic divisions are bound to be accentuated as a new generation comes to power in Europe. The best and brightest of Western Europe's "Vietnam generation" are much less enamoured with America than their parents. In recent polls taken in West Germany about fifty-five percent of highly educated West Germans under the age of thirty-five held a low opinion of the United States while this unfavourable opinion was shared by only fifteen to thirty percent of all other age groups and educational levels.

Fifth, the levels of co-operation on defence matters among the European allies will grow as they lose confidence in American leadership. The Alliance is not about to disintegrate. But we may well see the so-called European pillar strengthen while trans-Atlantic ties fray and weaken.

FOR A COUNTRY LIKE CANADA THIS will create special problems. If the US begins to reduce the size of its ground forces in Europe, there may well be public pressure in Canada to do the same. But this is only one of several possibilities: we may want to keep things the way they are; or perhaps even increase the size of our commitment. Another option – especially if we increase the size of our reserves as contemplated by the government's White Paper on Defence – would be to dedicate a portion of those reserves for Europe and NATO. But if we do that we will have to think about how we could get them over there quickly in times of crisis.

Whatever we do, it will matter. And it will matter more in the current environment because of increasing tensions and sensitivity on both sides of the Atlantic about NATO's future. □

PLAY BALL -



Mike Constable

the conventional balance of forces, and now they see the nuclear rug being pulled out from under them.

With the intermediate-range missiles out of the way, sights are once again turning to the balance of conventional forces in Central Europe and how the rest of NATO's nuclear forces fit in. It is striking how little consensus there is on this issue. Some, like the NATO defence ministers, favour continued modernization of NATO's remaining nuclear assets. Others challenge modernization on the grounds that it will create more domestic political trouble than it's worth. Some would like the pro-

## LETTER FROM JERUSALEM BY VÉRA MURRAY



**One has only to climb the hill of Abu Tor, ten minutes from the centre of Jerusalem, to see in a single glance one of the most memorable landscapes in the world...**

In the distance lie the mountains of Moab, the hollow of the Dead Sea, and the desert of Judea; closer at hand can be seen the valley of Cedron, the Mount of Olives, the Garden of Gethsemane and the al-Aqsa Mosque. The ramparts of the old city are in a "no man's land"; here, from 1948 to 1967 lay the frontier between two enemy states – Jordan and the young Jewish state of Israel.

It was as impenetrable a frontier as that which still exists in Berlin. No Israeli had access to the Wailing Wall, Jewry's most venerated site, until the end of the Six Day War in June 1967; a hysterical crowd rushed towards it. Israel conquered and occupied the whole of the West Bank, including the Old City which had been in the hands of the Palestinians.

Israel's territory is very small – in some spots only twenty kilometres wide. And for a few years after the war these areas of biblical beauty were part of what Israelis considered their home. Israelis went there for picnics and to make exotic purchases – and they often behaved not as visitors but as if they owned the place. But little by little, as Palestinian resistance grew, the Israelis began once again to draw back into their territory and their claustrophobia. Today, after six months of violent uprisings in the occupied territories, the imaginary frontier is back in place.

In the Abu Tor district, the Jews living on En Rogel street, in the former no man's land, never set foot in the Arab village three hundred metres down the road.

Every day, from the terrace of the cinema built on the side of Abu Tor, Jewish intellectuals admire the magnificent panorama of the Old City as if it were the backdrop in a theatre. Most of them have not been there for years. It is only the Orthodox Jews who still visit the Wailing Wall. Obligated by religious duty, they go by the safest possible route. Near the ramparts a group of Israeli schoolchildren goes for a walk in the direction of the Arab villages; they are accompanied by guards armed with sub-machine guns. As a foreigner I visit the Old City regularly without ever encountering any danger, and my Israeli acquaintances treat me as either a fool or a heroine for doing so.

---

**One can easily live in Jerusalem – and this is even truer of Tel Aviv – without having to concern oneself with what goes on in the occupied territories. Many Israelis have never set foot in them.**

---

One can easily live in Jerusalem – and this is even truer of Tel Aviv – without having to concern oneself with what goes on in the occupied territories. Many Israelis have never set foot in them. An Israeli journalist confided to me that "In their minds it's as far away as the Himalayas." They keep to pre-1967 Israel, and with a greater feeling of security because their country is now protected by a buffer controlled by the Israeli army. Those who do go regularly to the West Bank admire the space and the beauty, without paying any attention to the inhabitants or ever really talking to one of them. Others live there and buy a low-priced bungalow, but act as if the

local population didn't exist. Still others, with Bible in hand as if it were a kind of property deed become outright colonizers and arrogant neighbours for the Arab villagers. In their own eyes all they are doing is reclaiming Jewish land which their ancestors cultivated more than two thousand years ago.

After six months of *intifadah* it is no longer possible to ignore the Palestinians. First adolescents and then women and children have taken to throwing stones at Israeli soldiers and at the armed settlers. They have even killed some. A single Israeli death weighs heavily in the balance compared to dozens of Palestinian deaths. That number rises daily, but it is an abstract figure which arouses little emotion in Israel.

As far as Israelis are concerned, it is quite simply a matter of their survival. The death of one Jew provokes a national psychosis, a deep-seated feeling of insecurity.

A minority of left-wing intellectuals asks disturbing questions for which they have no answers. Encounters with my Israeli friends are no longer enjoyable, for inevitably they pour out to strangers their depression and their guilt. They take part in demonstrations and they sign petitions; the men await with profound distress their annual call-up as army reservists. What if they find themselves holding a loaded machine gun facing a group of Palestinians?

According to public opinion polls Israelis fall into two groups. One half, like Prime Minister Yitzhak Shamir, is not willing to yield an inch and refuses to negotiate with the Palestinians. The other half supports the plan put forward by US Secretary of State George Shultz, which involves negotiating with the Palestinians to partition the territories. But what sort of solution is this? The most that the Israeli doves are willing to concede does not come close to the basic minimum demanded by the Palestinians. There can be no question of giving back all the territory that was taken in 1967, particularly the Golan, or of returning to the previous state of insecurity, to sleepless nights in the frontier kibbutzim subject to attacks by Palestinian commandos.

In their camps in the West Bank, in Gaza, or in Lebanon, the Palestinian refugees pass on to their children and grandchildren the legend of the old country; they dream of their orange groves and the homes left in Israel, and of places where in fact every trace of their existence has long since been obliterated. Two peoples lay claim to the same land and violence widens the gap between them still further. □

(Translation by Mary Taylor)

---

Véra Murray has been Paris correspondent for *L'actualité*, since 1983. She now lives in Jerusalem.

## REPORT FROM THE HILL



### Submarines

■ The single most contentious peace and security issue on the Hill continued to be the government's planned purchase of nuclear-powered submarines – with almost everyone having an opinion.

In mid-February the Canadian Council of Churches released a letter to the Prime Minister signed by twelve religious leaders including representatives of the Roman Catholic, United, Anglican, Lutheran and Presbyterian churches. The letter said the submarines were a violation of Canada's own trade policy in nuclear materials and that their purchase threatened to pull Canada into "a dangerous and provocative maritime strategy." The letter was denounced by *Montreal Gazette* columnist William Johnson as "moralistic rubbish."

The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament (CCACD) released a study at the end of February which concluded that operating costs could drive total spending for the submarine project far beyond the official estimate of \$8 billion. This complemented concerns expressed in another Centre report that building a nuclear-powered submarine fleet would threaten the spirit of the Nuclear Non-proliferation Treaty. The report said that fuel for the submarines would not be subject to verification or inspection by the International Atomic Energy Agency (IAEA) which is charged with administering the treaty. In a *Globe and Mail* article of 12 May the two authors of the CCACD report maintained that while Canada has no intention of diverting nuclear material to making bombs, by taking advantage of a weakness in the Non-proliferation Treaty and keeping the arrangement for the materials strictly

between itself and its eventual partner in the submarine deal (UK or France), Canada is setting a bad precedent.

In an address to the Canadian Institute of International Affairs on 26 March, a former Chief of Defence Staff, General Gérard Thériault, while noting that the acquisition of nuclear submarines would greatly enhance Canada's maritime defence capability, went on to say that, "it could turn out to be an unaffordable extravagance in a defence budget that is very modest. It's not the only requirement we have."

Even the British weekly *The Economist* had a view. Quoted in a Canadian Press item of 12 May, *The Economist* called the planned purchase "astonishing" and suggested that a buildup of its land and air forces in West Germany would be a more valuable contribution to NATO.

Not all the opinion was negative. Testifying before the House Committee on Defence, Rod Byers of the York University Centre for International and Strategic Studies, supported the planned submarine purchase because it would give Canada the ability to "operate independently in a high-threat maritime environment." According to the *Globe and Mail* of 6 May, Mr. Byers went on to stress that Canada should be able to operate its naval forces independently from those of its NATO allies. And writing also in the *Globe and Mail*, this time on 12 May, retired Vice-Admiral D. N. Mainguy (Vice-Chief of Defence Staff until 1985) maintained that much of the information employed by various groups participating in the public discussion of the submarines was technically incorrect. "The federal Government is choosing between two good submarines that have proved themselves at sea . . . And we need them."

In an appearance before the House Defence Committee on

7 March, Perrin Beatty, the Minister of National Defence, stoutly defended the government's \$8 billion estimate for the project. He said there had been "rather misinformed reporting on the subject of costs"; that the submarines are affordable and would "not detract from projects being proposed by the army and the air force"; and that the \$8 billion figure does not include operating and maintenance costs in as much as it is standard practice that announcements for Crown projects to "specify the costs of acquiring the equipment."

In the matter of the Nuclear Non-proliferation Treaty, Mr. Beatty said that Canadian handling of the submarines' nuclear materials "would be entirely consistent with our non-proliferation obligations." In response to questions from Liberal MP Douglas Frith Mr. Beatty replied: "If the NPT had been designed, . . . to outlaw in some way the use of nuclear propulsion for military vessels it would have said so . . . What we will demonstrate is that a country that . . . uses nuclear energy for both civil and military purposes is capable of using them consistent with the spirit of the NPT . . ."

### NDP Defence Policy

■ On 16 April the New Democratic Party Federal Council adopted a report of the party's international affairs committee as an official expression of party policy. The NDP maintained its plan to withdraw from NATO should it become the government, but promised to delay a pullout until a second term of office. Other major elements of the policy included a significant restructuring of Canadian land forces and a substitution of diesel-electric submarines for the government's plans for nuclear-powered subs.

Press reaction to the new approach was mixed. James Bagnall, defence correspondent for the *Financial Post*, said the new policy contrasted sharply with the Party's response last summer to the gov-

ernment's defence white paper mainly in substantial defence expenditures the NDP now proposes. The *Toronto Star* and *Winnipeg Free Press* accused the party of "fudging" its stand on NATO while Lysiane Gagnon writing in *La Presse* called it "another good case of electoral opportunism." The *Edmonton Journal*, however, commented that the new policy "sheds the cloak of idealism; it moves away from the starry-eyed resolutions of the past and toward reality."

(For more on nuclear-powered submarines and Opposition defence policies, see "Defence Notes" – page 16)

### Short Notes from the Hill

■ On 29 January the House of Commons agreed to form a Special Committee to examine and report on the Central American peace process. The committee, headed by former Speaker of the House John Bosley, began hearings in March charged with finding a way for Canada to help sustain the momentum of the Arias Peace Plan by assisting "in the design and possibly implementation of verification and control mechanisms or through other confidence-building measures." The Committee visited the region from 8 to 18 May and is expected to issue an interim report by the end of June.

■ The government agreed on 28 April to send five officers from the Canadian Armed Forces for up to one year as part of a multinational UN team of some fifty military personnel that will observe the withdrawal of Soviet troops from Afghanistan. The United Nations Good Offices Mission (UNGOMAP) is expected to watch peacefully from the sidelines the withdrawal of 150,000 Soviet troops by the end of 1988, in accordance with a UN-mediated agreement signed 14 April in Geneva by Afghanistan, Pakistan, the Soviet Union and the United States. □

- GREGORY WIRICK



## ARMS CONTROL DIGEST



### Strategic Arms Reduction Talks

Spring began with reaffirmations of the hope, expressed at the December Washington Summit meeting between President Reagan and General Secretary Gorbachev, that a START Treaty could be readied in time for signature at the June Summit in Moscow. However, by the end of April, little progress had been made and officials had all but ruled out the signing of a formal treaty at the Moscow Summit.

The joint draft texts of two protocols, one on inspection and one on weapons conversion or elimination, and a memorandum of understanding on data exchange were prepared in time for the Shultz-Shevardnadze meeting in late March. However, according to US Assistant Secretary of State Rozanne Ridgway, the number of brackets (indicating points of disagreement) was "almost beyond counting." On other outstanding issues, there were the following developments:

- *SLCM verification*: senior Soviet officials have described controls on sea-launched cruise missiles (SLCMs) as the key remaining obstacle to an agreement. In March the Soviets proposed a joint test in the Mediterranean of a "remote-sensing" system to detect the presence of nuclear-armed SLCMs aboard ships. The US refused, on the grounds that such a system "simply won't work";
- *Mobile ICBMs*: the Soviets have proposed a sub-limit of 800 warheads to be carried on such missiles, as compared to continued US insistence on an outright ban. As a means of verifying the numbers of mobile ICBMs, the Soviets

have proposed limiting their operating areas and production, as well as periodically displaying them for satellite observation;

- *ALCM limits*: the US is now willing to attribute ten (rather than six) air-launched cruise missiles to each cruise missile-equipped bomber, for purposes of counting under the overall ceiling of 6,000 strategic warheads. The USSR continues to insist on counting the number actually carried, which, in the case of American aircraft, ranges from twelve for the B-52G to as many as 22 for the B-1B. As for the difficulty of distinguishing between nuclear- and conventionally armed versions of the ALCM, the US has proposed that all existing long-range ALCMs be considered nuclear, while new types of ALCMs incorporate features (so-called "functionally related observable differences," or FRODs) to distinguish between nuclear and conventional versions. Under the US plan, nuclear ALCM-carrying aircraft would also have to have distinguishable features and be kept at separate bases. The initial Soviet reaction to the proposal, made at the April meeting between Shultz and Shevardnadze, was reported as "skeptical."

Considering the slow pace of the negotiations, senior Soviet officials in late April were predicting that a START Treaty would not be signed until after a new American Administration takes over in early 1989.

(See the cover story in this issue of *Peace&Security* for more on the strategic arms talks.)

### Intermediate-range Nuclear Forces (INF) Treaty Ratification

- As the date of the Moscow Summit fast approached, ratification of the INF Treaty signed at last December's Washington Summit ran into some unexpected roadblocks. The US Administration had been strongly urging the Senate to approve the Treaty before the Moscow Summit, President Reagan warning that it would otherwise "put a strain on" that

meeting. Attempts led by Senator Jesse Helms to add so-called "killer amendments" to the Treaty – requiring renegotiation with the USSR – were defeated at the Committee stage. All three Senate committees that have held hearings on the Treaty (Foreign Relations, Armed Services, and Intelligence) voted overwhelmingly to approve it, as did the House of Representatives – a purely symbolic move, as it has no formal role in treaty ratification.

At one point it appeared that Committee chairmen had agreed that the only "condition" to accompany ratification was one which would prohibit the President from reinterpreting the treaty in the future without Senate approval. The condition would be binding on the US administration but would not require Soviet agreement. This issue arose as a result of the Reagan Administration's attempt to "reinterpret" the Anti-ballistic Missile Treaty of 1972.

In addition, the chairman of the Senate Armed Services Committee, Sam Nunn, raised the issue of whether the treaty's prohibitions would apply to so-called "futuristic" technologies, e.g., intermediate- or shorter-range weapons that would destroy their targets by means of lasers, particle-beams, microwaves, or kinetic kill, rather than nuclear or conventional explosives. The Administration succeeded in obtaining a letter from Soviet Foreign Minister Shevardnadze affirming that the USSR shared the US interpretation that such weapons were indeed banned. However, this failed to satisfy Senator Nunn who, as late as 29 April was still proposing that an amendment be attached to the treaty for this purpose.

Meanwhile, differences over the treaty's detailed verification provisions arose in April during technical talks between the two countries on implementation of

the agreement. The most important issues were said to be:

- (1) whether Americans would be allowed to inspect structures and vehicles large enough to conceal small rocket stages, but not entire missiles;
- (2) whether inspectors would be allowed access to the entire area within boundaries drawn around Soviet installations, or only to designated buildings within the area;
- (3) whether one side would have a right of veto over the use of certain monitoring equipment at inspection sites, such as cameras; and
- (4) the nature of US inspection rights outside the Soviet missile assembly plant at Votkinsk.

On April 29 Senate Majority Leader Robert Byrd announced that he was willing to bring the treaty to the Senate floor on 11 May, provided that the Administration could resolve four outstanding issues: (1) the differences over verification provisions; (2) written clarification from the USSR that the ban applied to futuristic weapons, as well as a more precise definition of "weapon"; (3) the verifiability of a ban on "futuristics"; and (4) an Administration commitment to upgrade the satellite surveillance systems used in verification of the Treaty.

On 8 May Soviet Ambassador Dubinin delivered a formal response to nine separate verification issues raised by the State Department. The next day, after members of the Intelligence Committee had been briefed on the response, they described it as "unsatisfactory." Apart from failing to endorse the US interpretation on every issue, the Soviets had reportedly made entirely new demands, such as the right to inspect old West German Pershing IA missiles stored in the US but not mentioned in the Treaty. As this column was going to press, Senate floor action on the Treaty had been postponed once again, this time with White House approval.

Nevertheless, early news from the final pre-summit meeting between Shultz and Shevardnadze in Geneva May 11 and 12 indicated that remaining differences between the superpowers had been resolved. Shultz is quoted as saying: "I think when the Senators see it [the agreement] they will see we've answered the questions properly."

### Defence and Space Arms

By the beginning of May, no progress had been reported on the critical question of limiting the testing of ballistic missile defences in outer space. Following each of the monthly Shultz-Shevardnadze ministerial meetings, negotiators were instructed to accelerate efforts to draft a joint text of a separate agreement based loosely on the December 1987 Washington summit communique. The problem was then, and continues to be, that the two sides cannot agree on precisely what is permitted by the Anti-ballistic Missile (ABM) Treaty. In particular, the Reagan Administration has adopted, but not yet put into effect, a controversial reinterpretation of the treaty that would permit unrestricted testing in outer space of so-called "exotic" defences, such as lasers.

The US was reported to have rejected Soviet proposals to carry over the vague language of the December 1987 communique, on the grounds that "reasonable clarity" was necessary to avoid future misunderstandings. At the March ministerial meeting in Washington, the US proposed a number of new ideas on space testing, including exempting space-based sensors from the ABM Treaty and permitting the testing of a limited number of space weapons within a designated "space testing range." However, the latter idea was later reported to have been dropped, in favour of a "less restrictive approach" requiring each side simply to "give the other side notice about the nature of the test after launching a missile carrying test devices."

On 31 March the USSR introduced a detailed proposal on inspection of space launches to verify

a ban on weapons in space. It included provision of advance information to an International Space Inspectorate; the "permanent presence of inspector groups at all sites for the launching of space objects to verify all such objects irrespective of launch vehicles"; inspections at "agreed-upon depots, industrial enterprises, in laboratories and test centres"; and "verification of unannounced launchings from undeclared launch sites through snap on-site inspections."

### Early Warning

June-August:	Summer session of the Conference on Disarmament (CD), Geneva
July 25 - August 5:	CD Group of Seismic Experts' meeting
Before October 2:	Anti-ballistic Missile Treaty Review Conference

As this column was going to press, US officials indicated that they did not intend to present any new proposals of their own at the final pre-summit meeting in mid-May.

### Nuclear Testing

Following their February meeting in Washington, Shultz and Shevardnadze called on their negotiators to complete the drafting of verification protocols for the 1974 Threshold Test Ban (TTB) and 1976 Peaceful Nuclear Explosions (PNE) treaties for consideration at the next ministerial meeting. The treaties, imposing a limit of 150 kilotons on underground nuclear explosions, have never been ratified. The US has insisted that their verification provisions be improved, and last year the USSR agreed to do so in the context of talks looking to a total ban on nuclear testing.

Early hopes that Gorbachev and Reagan would be able to exchange instruments of ratification during the Moscow Summit were soon dashed. On 9 March, the US was reported to have introduced more stringent verification requirements for the TTBT than previously, including a right to on-site observation of all tests over 50 kilotons or, if no tests were conducted above that level, to inspect the two largest tests below 50 kilotons. Each side

would be permitted, prior to detonation, to observe the excavation of holes, placement of canisters, and sealing of holes with approved material.

Another contentious issue concerned whether detailed verification provisions would have to be accepted before, or after, the planned joint verification experiment (described in the last issue of *Peace&Security*). The US believed that the USSR had agreed to the former during the February ministerial meeting, but this was denied

by the Soviets, who preferred to conduct the experiment first and take it into account in finalizing the verification provisions. The March ministerial meeting resolved this issue through an agreement to prepare a joint draft of the TTBT protocol "by the time of the joint verification experiment, to be finalized through the conduct and analysis of the joint verification experiment."

At their April meeting, the ministers approved the text of an agreement on the holding of the joint verification experiment, but noted that a supplement to the agreement still had to be concluded before it and the agreement itself could be signed. They also instructed their negotiators to prepare an "appropriate protocol" to the PNET "for signing at the Moscow Summit."

### Naval Arms Control

In a speech to the Yugoslav Federal Assembly on 16 March, Soviet General Secretary Gorbachev proposed that the USSR and US: (1) freeze the number of their ships and "the potential of the[ir] naval forces" in the Mediterranean, beginning 1 July, 1988, and (2) provide each other,

as well as all Mediterranean countries, with advance notice of, and invitations to observe, "the sending of naval ships and military exercises." He also called for "the development by Mediterranean and other interested countries of principles and methods of ensuring the safety of lanes of intensive shipping, especially in international straits," suggesting a conference of Mediterranean states "and other interested countries" to "put all these proposals together, bring them to a system, [and] determine the rational sequence and order of their implementation." The NATO countries have staunchly resisted similar proposals in the past, including recent Gorbachev initiatives on the Arctic and Pacific, arguing that unrestricted naval mobility is essential to Western defence.

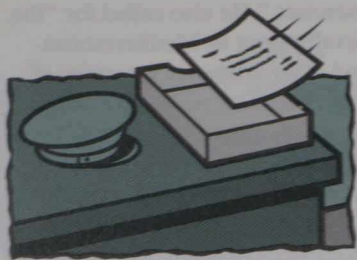
A week later, after meeting with US Secretary of State Shultz in Washington, Soviet Foreign Minister Shevardnadze revealed that the USSR had called for an international naval conference, initially involving only the US, USSR, UK, and France, to discuss a treaty on reducing naval forces worldwide.

Surprisingly, it was reported in the *New York Times* of 6 April that US arms control adviser Paul Nitze had proposed the abolition of nuclear sea-launched cruise missiles, nuclear depth charges, and nuclear torpedoes, as well as, possibly, nuclear bombs carried by carrier-borne aircraft. His reasoning was said to be that Soviet naval tactical nuclear weapons threatened what would otherwise be the unquestioned superiority of the US Navy at sea. However, strong opposition to the idea was reported from the US Joint Chiefs of Staff, together with doubts that it would ever be tabled as a formal proposal.

According to William Arkin of the Washington-based Institute for Policy Studies, each of the superpowers maintains about 2,000 sea-based nuclear weapons, not including submarine-launched ballistic missiles. □

- RON PURVER

## DEFENCE NOTES



### American Views of Canadian Nuclear Subs

■ In October 1987, Congressman Charles Bennet, Chairman of the House Armed Services Subcommittee on Sea Power, wrote an article for the *Globe and Mail* criticizing the decision to purchase nuclear submarines, and suggesting that the US Congress had an independent power to review the prospective transfer of nuclear technology for the British designed Trafalgar submarine regardless of any agreement entered into between the US Administration and the British government. Recently, Senator John Warner, a member of the Senate Armed Services Committee and former Secretary of the Navy, also indicated that a Canadian purchase of the Trafalgar would be a subject of Senate hearings.

More stridently, Frank Gaffney, former US Assistant Secretary of Defense, has accused the Canadian Government of increasing the risk of accident by trying to buy nuclear submarines on the cheap. Gaffney claims in a 12 April article in the *Globe and Mail* that Canada is unwilling to face the real costs of developing the infrastructure, expertise, and regulatory measures necessary for a national nuclear submarine programme.

Despite these objections, the news from the Washington summit of 27 April was that President Reagan promised Prime Minister Mulroney he would not block a British sale. In the *Washington Post* of 28 April, a State Department spokesman stressed that Reagan approved such a purchase "because of the unique circumstances involving . . . two of our oldest and closest allies. The

United States remains opposed to the transfer of nuclear submarines to other nations."

### Withdrawal from Norway

■ In a speech to the Canadian Institute of International Affairs, former Chief of Defence Staff General Gérard Thériault made it clear that he disagreed with the government decision outlined in last summer's White Paper on Defence to withdraw from Norway and consolidate Canada's forces in Germany. Placing the Canadian forces in the context of NATO's full military strength, Thériault described them as "next to nothing in military terms," and argued that the commitment to send a brigade to Norway in time of crisis was a valued NATO asset.

Other sources have now apparently confirmed that an earlier version of the Defence White Paper proposed to withdraw Canadian forces from Central Europe, and to strengthen the commitment to Norway. Defence analyst Gwynne Dyer (*Globe and Mail* 22 April) maintains that former Defence Minister Erik Neilsen developed the plan in 1985, and received a favorable reception in Washington, but was subject to such severe criticism by the German and British Governments that the plan was withdrawn. The Neilsen plan allegedly called for the pre-positioning of heavy equipment in Norway, a transit base in Scotland, and air transportation of the entire brigade in time of crisis.

### Patrolling Pacific Airspace

■ Recent newspaper reports have drawn attention to the increasing number of cruise missile carrying Soviet Bear bombers making practice runs against Alaska and the US-Canadian West coast. According to NORAD, the number of interceptions by Canadian and US fighters has increased significantly in the last year. However, all accounts refer to Soviet approaches to US or Canadian airspace: there

are no reports of actual intrusions into national airspace.

Interviews with air force commanders suggest that NORAD interceptors are highly successful in detecting and intercepting Soviet flights. But, it is also apparent that the peacetime interception of the large, slow Bear bombers has little relevance to the likely sequence of events in hostilities. Testifying before the Standing Committee on National Defence in late March, Minister of National Defence Perrin Beatty conceded that the North Warning System, like any ground-based radar, might not be able to detect low-flying cruise missiles. (See *Peace&Security*, Spring 1988 for similar problems associated with the Over-the-Horizon radars now being deployed.)

In the event of hostilities, cruise or ballistic missiles would first

attack the radar installations of NORAD, and then the interceptor bases. Only then would the large slow Bears penetrate North American airspace in search of their targets. NORAD has no defences against ballistic missile attack, and little or no capability against cruise missiles once they have been released.

### Opposition Party Defence Policies

■ In 1987, under the authorship of defence critic Derek Blackburn, the NDP issued a policy statement re-affirming the long-standing party policy to withdraw from NATO and NORAD. In April 1988 the International Affairs Committee of the NDP published a longer report, entitled *Canada's Stake in Common Security*, dealing with both defence and arms con-

## ALLIANCE NEWS

### Denmark and Nuclear Weapons

■ Following a snap election on 10 May called for the purposes of deciding whether the country should enforce a ban on entry of ships carrying nuclear weapons, the issue remains unresolved as of the time this issue of *Peace&Security* goes to press. The election was forced when, contrary to the wishes of the Danish Prime Minister, parliament passed a resolution forcing all visiting ships – including ships of Denmark's NATO allies – to declare whether or not they were carrying nuclear weapons. The resolution caused sharp comment from both the British and the Americans; both countries regularly arm their vessels with nuclear weapons and both refuse to divulge which ships are carrying them. The resolution, if enforced, would have the effect of barring the visits of American and British ships.

After meeting in Brussels on 27 April the NATO defence ministers warned Denmark that such a move would undermine the unity of the Alliance. British Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe said the consequences would be "extremely serious," and US Secretary of State George Shultz was reported (*Toronto Star*, 29 April) to have told the Danish Foreign Minister: "If you like the benefits [of belonging to NATO] you ought to accept the responsibilities." Following the election in which neither of the major political blocs made notable gains in parliament, Prime Minister Paul Schluter said: "The parties who voted for the Social Democratic motion on NATO [barring nuclear-weapon carrying ships] have been weakened . . . I expect the result will ease our relationship with NATO."

### NATO Military Doctrine and Conventional Weapons

■ After the 2-3 March meeting of the North Atlantic Council in Brussels, the Communiqué issued by the heads of state re-asserted

*Canadian Institute for  
International Peace and Security*

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario  
K1R 7X7

broader approach to Arctic security.

In regard to maritime forces, the party would cancel the nuclear submarine programme, but replace the Oberon-class diesel submarines. In other respects, its

how much the NDP would be willing to spend on defence.

The Liberal Party has not produced as detailed a statement on defence policy, but in a February speech to the party's Vancouver

lage of Halabja.

It is estimated that thirty or more countries have stockpiles of chemical weapons, which can be made by any country with a basic chemicals industry and are cheap

NATO's position on nuclear weapons, and the relationship between conventional and nuclear deterrence.

The Warsaw Treaty Organization superiority in conventional weapons, combined with the Soviet capability for surprise attack, said the communique, "remains at the core of Europe's security concerns." Although the Council regards progress towards a conventional balance as bringing important benefits for stability, it emphasised that deterrence for the foreseeable future would require a mix of conventional and nuclear forces: "...only the nuclear element can confront a potential aggressor with an unacceptable risk; therefore for the foreseeable future deterrence will continue to require an adequate mix of nuclear as well as conventional forces... [NATO] will neither make nor accept proposals which would involve an erosion of the Allies' nuclear deterrent capability." The Communique stressed that tanks and artillery were the most threatening weapons in a surprise attack scenario. While indicating that these would be the principal focus of negotiations to reduce asymmetries, the Council also declared its support for initiatives "designed to foster co-operation in the area of conventional armaments, especially research, development, production and procurement."

#### **Discriminate Deterrence?**

■ The theme of improved conventional weapons was central to a report produced by a blue ribbon US defence commission. Chaired by Albert Wohlstetter and former Assistant Secretary of Defence Fred Iklé, the Commission on Integrated Long-Term Strategy was mandated by the Pentagon and presented its final report, entitled *Discriminate Deterrence* to the Secretary of Defense in early January. The Commission took the view that while "apocalyptic" scenarios (including a massive Soviet attack on Western Europe) could not be ruled out, the more probable dangers came from Soviet pressure on the southern and northern flanks of NATO, as well from "out of area" regional conflicts.

to produce. Negotiations continue in the Conference on Disarmament in Geneva for a convention banning the production and stockpiling of chemical weapons.

#### **Soviet Arctic Base**

■ A report from Norway in *Jane's Defence Weekly* indicates that a new Soviet naval base for Typhoon and Delta class ballistic missile submarines has been established fifty kilometres from the Norwegian border. The base, on a Kola peninsula fjord at Zapadnaya Litsa, was previously thought to be for Soviet attack submarines. Both Secretary of State for External Affairs Joe Clark and Minister of National Defence Perrin Beatty have stressed that if the Soviets are interested in constraints on the militarization of the North, the concentration of force in the Kola peninsula must be included in proposals to limit military deployments. □

- D A V I D C O X

Central to its prescriptions was the proposal that over the next decade the Pentagon should give priority to "more mobile and versatile forces," and that NATO should "reassert its technological superiority." In particular, the Commission argued, the strengthening of conventional defence in Europe "should be centered on the vigorous procurement of advanced conventional weapons." Specifically, the report stressed accurate "stand-off" (long-range) weapons using advanced micro-processors, and "low-observable" (invisible to radar, Stealth) systems for aircraft and other vehicles. Such advanced weaponry would allow NATO forces to strike at massed Soviet armoured formations deep behind enemy lines, and the Commission argued, to launch counter-attacks into Warsaw Pact territory.

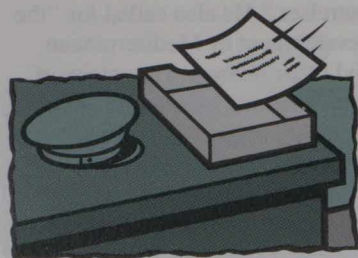
However, although the Commission stressed the potential transformation of the battlefield through these new technologies, like the NATO Council, it also foresaw the continued need for nuclear deterrence. Unlike NATO nuclear doctrines which seek to emphasize the linkage between nuclear war in Europe and a broader intercontinental nuclear exchange, *Discriminate Deterrence* argues that the Alliance should use nuclear weapons "not as a link to a wider and more devastating war," but discriminately, targeting Soviet command centres and troop concentrations in order to block a Soviet invading force while seeking to prevent the further expansion of the conflict. To date there has been no official reaction to the report, either from Washington or from Brussels.

#### **New NATO Secretary General**

■ On 1 July former West German Defence Minister Manfred Wörner assumes his new duties as NATO Secretary General. Replacing Wörner as the Federal Republic's Defence Minister is Rupert Scholz, currently the head of West Berlin's departments of justice and federal affairs.

**Did we get it right?**

If we have any incorrect information you can set us straight by filling in this form.



**American Views of Canadian Nuclear Subs**

■ In October 1987, Congressman Charles Bennet, Chairman of the House Armed Services Subcommittee on Sea Power, wrote an article for the *Globe and Mail* criticizing the decision to purchase nuclear submarines, and suggesting that the US Congress had an independent power to review the prospective transfer of nuclear technology for the British designed Trafalgar submarine regardless of any agreement entered into between the US Administration and the British government. Recently, Senator John Warner, a member of the Senate Armed Services Committee and former Secretary of the Navy, also indicated that a Canadian purchase of the Trafalgar would be a subject of Senate hearings.

More stridently, Frank Gaffney, former US Assistant Secretary of Defense, has accused the Canadian Government of increasing the risk of accident by trying to buy nuclear submarines on the cheap. Gaffney claims in a 12 April article in the *Globe and Mail* that Canada is unwilling to face the real costs of developing the infrastructure, expertise, and regulatory measures necessary for a national nuclear submarine programme.

Despite these objections, the news from the Washington summit of 27 April was that President Reagan promised Prime Minister Mulroney he would not block a British sale. In the *Washington Post* of 28 April, a State Department spokesman stressed that Reagan approved such a purchase "because of the unique circumstances involving . . . two of our oldest and closest allies. The

U My major field of interest is:

W

■

Ir

fc

G

cl

g

la

D

ai

G

fc

fi

described them as "next to nothing in military terms," and argued that the commitment to send a brigade to Norway in time of crisis was a valued NATO asset.

Other sources have now apparently confirmed that an earlier version of the Defence White Paper proposed to withdraw Canadian forces from Central Europe, and to strengthen the commitment to Norway. Defence analyst Gwynne Dyer (*Globe and Mail* 22 April) maintains that former Defence Minister Erik Neilsen developed the plan in 1985, and received a favorable reception in Washington, but was subject to such severe criticism by the German and British Governments that the plan was withdrawn. The Neilsen plan allegedly called for the pre-positioning of heavy equipment in Norway, a transit base in Scotland, and air transportation of the entire brigade in time of crisis.

**Patrolling Pacific Airspace**

■ Recent newspaper reports have drawn attention to the increasing number of cruise missile carrying Soviet Bear bombers making practice runs against Alaska and the US-Canadian West coast. According to NORAD, the number of interceptions by Canadian and US fighters has increased significantly in the last year. However, all accounts refer to Soviet approaches to US or Canadian airspace: there

**Please note:**

- Address change
- Organization change
- Contact change
- Add to mailing list
- Delete from list
- Already on list

Name

Organization/Affiliation

Address

City

Province (State)

Postal Code

Area Code

Home Tel. #

Work Tel. #

**To order more copies free of charge:**

Title	English (✓)	French (✓)	Issue #	Quantity
Peace and Security				
Background Paper				
Points of View				
Other?				

are to detect any flying cruise missiles. (See *Peace&Security*, Spring 1988 for similar problems associated with the Over-the-Horizon radars now being deployed.)

In the event of hostilities, cruise or ballistic missiles would first

party policy to maintain close NATO and NORAD. In April 1988 the International Affairs Committee of the NDP published a longer report, entitled *Canada's Stake in Common Security*, dealing with both defence and arms con-

**ALLIANCE NEWS**

**Denmark and Nuclear Weapons**

■ Following a snap election on 10 May called for the purposes of deciding whether the country should enforce a ban on entry of ships carrying nuclear weapons, the issue remains unresolved as of the time this issue of *Peace&Security* goes to press. The election was forced when, contrary to the wishes of the Danish Prime Minister, parliament passed a resolution forcing all visiting ships – including ships of Denmark's NATO allies – to declare whether or not they were carrying nuclear weapons. The resolution caused sharp comment from both the British and the Americans; both countries regularly arm their vessels with nuclear weapons and both refuse to divulge which ships are carrying them. The resolution, if enforced, would have the effect of barring the visits of American and British ships.

After meeting in Brussels on 27 April the NATO defence ministers warned Denmark that such a move would undermine the unity of the Alliance. British Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe said the consequences would be "extremely serious," and US Secretary of State George Shultz was reported (*Toronto Star*, 29 April) to have told the Danish Foreign Minister: "If you like the benefits [of belonging to NATO] you ought to accept the responsibilities." Following the election in which neither of the major political blocs made notable gains in parliament, Prime Minister Paul Schluter said: "The parties who voted for the Social Democratic motion on NATO [barring nuclear-weapon carrying ships] have been weakened . . . I expect the result will ease our relationship with NATO."

**NATO Military Doctrine and Conventional Weapons**

■ After the 2-3 March meeting of the North Atlantic Council in Brussels, the Communiqué issued by the heads of state re-asserted

trol. The report identified two themes: the defence of Canada, and the building of a global system of common security, although at a later point it notes that "common security has to take precedence over sovereignty."

The report confirmed the NDP decision to withdraw from NATO, but stressed that this would be a gradual process conducted in consultation with the NATO allies. In speaking to the report, party leader Ed Broadbent stated that the NDP would not withdraw during a first term in office, but would use the time to work for changes in NATO policy, such as "no first use" of nuclear weapons and other arms control measures. The NDP proposes to bring back the Canadian forces from West Germany, and possibly undertake a commitment to support Norway as part of a broader approach to Arctic security.

In regard to maritime forces, the party would cancel the nuclear submarine programme, but replace the Oberon-class diesel submarines. In other respects, its

programme for the navy is similar to that of the Conservative government. In terms of air defence, however, the Report states that the NDP would not renew the NORAD agreement in 1991. It would in the meantime develop "some other agreement" with the United States which would dissociate Canada from any involvement in nuclear war-fighting strategies and ballistic missile defence, and increase the capability for peacetime surveillance.

Finally, the report proposes withdrawal from the Defence Production Sharing Agreement with the US and its replacement by the development of a Canadian defence industry capable of building the weapons systems required by the Canadian Armed Forces. The report does not estimate the cost of the programme, or indicate how much the NDP would be willing to spend on defence.

The Liberal Party has not produced as detailed a statement on defence policy, but in a February speech to the party's Vancouver

policy conference in February, leader John Turner re-affirmed party support for Canada's continued participation in both NATO and NORAD. On the other hand, like the NDP the Liberals would cancel the nuclear submarine programme and cruise missile testing. Turner emphasized non-military means as the best way to protect Canadian sovereignty in the Arctic.

### Chemical Weapons

■ In early April there were more confirmed reports of the use of chemical weapons in the Iran-Iraq war. US State Department officials believe that although Iraq was the first to use chemical weapons, Iran has now also used them in retaliation. Large numbers of civilians – possibly between five and ten thousand – appear to have been killed in the Iranian-occupied village of Halabja.

It is estimated that thirty or more countries have stockpiles of chemical weapons, which can be made by any country with a basic chemicals industry and are cheap

to produce. Negotiations continue in the Conference on Disarmament in Geneva for a convention banning the production and stockpiling of chemical weapons.

### Soviet Arctic Base

■ A report from Norway in *Jane's Defence Weekly* indicates that a new Soviet naval base for Typhoon and Delta class ballistic missile submarines has been established fifty kilometres from the Norwegian border. The base, on a Kola peninsula fjord at Zapadnaya Litsa, was previously thought to be for Soviet attack submarines. Both Secretary of State for External Affairs Joe Clark and Minister of National Defence Perrin Beatty have stressed that if the Soviets are interested in constraints on the militarization of the North, the concentration of force in the Kola peninsula must be included in proposals to limit military deployments. □

- D A V I D C O X

NATO's position on nuclear weapons, and the relationship between conventional and nuclear deterrence.

The Warsaw Treaty Organization superiority in conventional weapons, combined with the Soviet capability for surprise attack, said the communique, "remains at the core of Europe's security concerns." Although the Council regards progress towards a conventional balance as bringing important benefits for stability, it emphasised that deterrence for the foreseeable future would require a mix of conventional and nuclear forces: "...only the nuclear element can confront a potential aggressor with an unacceptable risk; therefore for the foreseeable future deterrence will continue to require an adequate mix of nuclear as well as conventional forces... [NATO] will neither make nor accept proposals which would involve an erosion of the Allies' nuclear deterrent capability." The Communique stressed that tanks and artillery were the most threatening weapons in a surprise attack scenario. While indicating that these would be the principal focus of negotiations to reduce asymmetries, the Council also declared its support for initiatives "designed to foster co-operation in the area of conventional armaments, especially research, development, production and procurement."

### Discriminate Deterrence?

■ The theme of improved conventional weapons was central to a report produced by a blue ribbon US defence commission. Chaired by Albert Wohlstetter and former Assistant Secretary of Defence Fred Iklé, the Commission on Integrated Long-Term Strategy was mandated by the Pentagon and presented its final report, entitled *Discriminate Deterrence* to the Secretary of Defense in early January. The Commission took the view that while "apocalyptic" scenarios (including a massive Soviet attack on Western Europe) could not be ruled out, the more probable dangers came from Soviet pressure on the southern and northern flanks of NATO, as well from "out of area" regional conflicts.

Central to its prescriptions was the proposal that over the next decade the Pentagon should give priority to "more mobile and versatile forces," and that NATO should "reassert its technological superiority." In particular, the Commission argued, the strengthening of conventional defence in Europe "should be centered on the vigorous procurement of advanced conventional weapons." Specifically, the report stressed accurate "stand-off" (long-range) weapons using advanced micro-processors, and "low-observable" (invisible to radar, Stealth) systems for aircraft and other vehicles. Such advanced weaponry would allow NATO forces to strike at massed Soviet armoured formations deep behind enemy lines, and the Commission argued, to launch counter-attacks into Warsaw Pact territory.

However, although the Commission stressed the potential transformation of the battlefield through these new technologies, like the NATO Council, it also foresaw the continued need for nuclear deterrence. Unlike NATO nuclear doctrines which seek to emphasize the linkage between nuclear war in Europe and a broader intercontinental nuclear exchange, *Discriminate Deterrence* argues that the Alliance should use nuclear weapons "not as a link to a wider and more devastating war," but discriminately, targeting Soviet command centres and troop concentrations in order to block a Soviet invading force while seeking to prevent the further expansion of the conflict. To date there has been no official reaction to the report, either from Washington or from Brussels.

### New NATO Secretary General

■ On 1 July former West German Defence Minister Manfred Wörner assumes his new duties as NATO Secretary General. Replacing Wörner as the Federal Republic's Defence Minister is Rupert Scholz, currently the head of West Berlin's departments of justice and federal affairs.

## REVIEWS



### Nuclear Blackmail and Nuclear Balance

Richard K. Betts

Washington D.C.: *The Brookings  
Institution*, 1987, 240 pgs.,  
US \$28.95 cloth

■ Of what use are nuclear weapons in deciding confrontations involving the great powers? Does the nuclear balance of power play a role in deciding the outcome of these confrontations? How does the balance influence the propensity of decision-makers to consider using nuclear weapons or to threaten adversaries with their use? These questions lie at the heart of this study of nuclear diplomacy by Richard Betts. For answers, Betts draws on recently de-classified US government documents, and surveys over a dozen cases in which the superpowers considered using nuclear weapons or engaged in nuclear brinkmanship. The results are often surprising as well as sobering.

Betts finds that the inclinations of US leaders or their chief advisors to introduce nuclear threats into military confrontations have never been strongly tied to whatever the nuclear balance was at the time. He points out that US officials have never been confident that the balance was so favourable as to prevent the enemy from inflicting crippling damage on the West if nuclear war started. In general, US decision-makers have been unwilling to think through whether they would escalate to nuclear conflict much less address the consequences if they did. Nevertheless, the importance of the political stakes and interests perceived to be involved in such conflicts has often prompted these same leaders to resort to nuclear threats.

This uneasy combination of vulnerability and political necessity has conditioned US nuclear brinkmanship – giving it a hesitant, often tentative quality. Frequently vague and elliptical in character, US nuclear threats often fall, according to the author, “halfway between shifty bluff and stark blackmail.”

Whether American nuclear diplomacy was effective, and whether the nuclear balance influenced the behaviour of US adversaries, are questions which the author concedes defy strong conclusions – particularly in the absence of data on Soviet and Chinese decision-making. Still, Betts indicates that both Chinese and Soviet leaders seem to have placed greater importance on the balance than their American counterparts, and have behaved accordingly. Particularly noteworthy is his observation that while Soviet stakes in many of the conflicts surveyed were not necessarily inferior to those of the US, the relatively “accommodative” tendencies which the Soviets displayed in crisis situations began to wane only with the passing of US nuclear superiority in the early 1970s. Indeed, Betts sees far less evidence of the Soviets being impressed with US nuclear leverage since that time.

Betts’ findings are clearly disturbing. Parity in nuclear capability seems to have instilled greater confidence in Soviet leaders to stand firm in confrontations, but has failed to eliminate the possibility of the US resorting to nuclear threats to protect interests it sees as vital. Not only does this hold open the possibility of a future superpower confrontation, but also the danger that when it occurs neither side will back down easily and accept defeat – particularly if the relative stakes involved are unclear. Consequently, Betts recommends that in future, the US nuclear sword must be used more sparingly, and only in the most

dire circumstances. Although American nuclear guarantees to NATO and Japan are still acceptable, military confrontation in all other regions should be dealt with largely through the use of improved conventional capabilities.

While Betts has done well in examining the efficacy of nuclear threats in securing immediate foreign policy objectives, he has unduly neglected the possible effects which superpower nuclear diplomacy may have had on longer-term goals. How, for instance, have examples of superpower nuclear brinkmanship influenced other states on the question of whether to acquire their own nuclear arsenals? The answer to such a question would add a great deal to the author’s already incisive observations regarding the dangers of nuclear diplomacy.

– Peter Gizewski

*Mr. Gizewski is research assistant at the  
Institute and a doctoral candidate at  
Columbia University.*

### A General for Peace

Leonard V. Johnson

Toronto: *James Lorimer*, 1987,  
176 pgs., \$16.95 paper

■ Len Johnson, retired major-general and recently declared contender for a New Democratic Party nomination in the next Federal election, has written a book about how sweet it is to make a living flying airplanes, how frustrating to be a staff officer in the military, and how important to find a better system for international security than nuclear deterrence.

It is the last topic that gives the book its authority but the author’s early life and military career comprise more than half its content. His delight in flying is frequently in evidence, including later years when the reader encounters such statements of quiet pride as “I flew all the airplanes in [my] command.”

Like most career officers he roundly castigates Paul Hellyer for the damage done to the services by unification. Later, when the risk of Canadian troops being used in combat increased as a result of the

Soviet invasion of Afghanistan, Major-General (as he was by then) Johnson was probably the only military officer whose frustration over inadequate measures to improve the sad state of the forces led him to write personally to political party leaders, MPs, relatives, friends, retired officers and everyone else he could think of, urging a substantial and immediate increase in defence spending. Canadian military officers just don’t do that sort of thing – the maverick streak was already in evidence.

His views on purely military matters have not changed very much; it is on deeper issues of policy and strategic security that he has since broken ranks with many of his peers although even here some nuances have apparently been missed by his critics.

I was one of his three directors at the National Defence College when, as Commandant, Johnson was undergoing the private soul searching that led to his decision to become a full-time peace worker upon retirement. One of the central messages we attempted to impart to course members at the College was the dangers of what we termed ethnocentrism: the inevitable distortions that come from seeing the world entirely from a Canadian perspective. We didn’t know then that the most apt student was our own leader.

Johnson now believes that the military confrontation between East and West is caused primarily by misperceptions on both sides and true security can only result from better mutual understanding. Those who already realize that there is no deliberate threat either way can confidently call for measures of arms reduction, disarmament and exclusively defensive military doctrine such as no-first-use of nuclear weapons, the removal of foreign-based troops and abolition of NATO and the Warsaw Treaty Organization.

Johnson’s programme for Canada is described briefly in the last pages of the book. He calls for a

much more active Canadian role in arms control within NATO as long as we remain a member, and a more independent military posture in North America. His views need not be described in detail here because by no coincidence, I am sure, the NDP defence policy statement of April 1988 and the Johnson recommendations written in July 1987 are remarkably similar.

There are some irritating lapses in this book – the world really does have states proud to call themselves communist, not “so-called” communist – and some serious gaps in substance such as the absence of any serious consideration of the potential for international instability if radical disarmament steps are taken. But the book deserves to be read with care (and enjoyment) by every military officer, especially fliers, and all who are interested in issues of peace and security regardless of where they fit in the spectrum of attitudes.

General Johnson reveals himself as a deeply caring person and we can all share his desire for a better world and greater understanding. Many of us are more cautious and conservative in our beliefs about how to get there from here, but no one can responsibly deny that the author has contributed in a timely and useful way to the national debate about great issues of our time and Canada's part in them.

– John Toogood

*Mr. Toogood is Secretary-Treasurer of CIIPS.*

### **Superpower Arms Control: Setting the Record Straight**

Albert Carnesale and Richard N. Haass (eds.)

Cambridge, Mass.: Ballinger Publishing Company, 1987, 380 pgs., US \$34.95 cloth, US \$14.95 paper

■ This book, by a Harvard research team, begins by positing a long list of common hypotheses about arms control, which are then “tested” against a series of seven case studies of actual arms control treaties or negotiations. In some ways, the book is a useful guide to the Soviet-American experience with arms control over the past couple of decades. It should, however, be emphasized

that coverage for the most part ends with the SALT II Treaty of 1979, thus missing both the early frustrations of Soviet-American negotiations under President Reagan and their more recent successes.

The case studies that are included – as well as several “cross-cutting analyses” of common themes – are generally informative, well-written, balanced in their judgments, and well-documented, being especially useful for those wishing to pursue the respective topics in greater detail on their own. Nevertheless, the study is strangely unsatisfying in the end. Perhaps the editors have bitten off more than they can chew. Evaluating no fewer than twenty-five hypotheses as applied to seven case studies, some of which extend over a number of years, may be too great a task for any single study. It is certainly too much to be adequately summarized in a conclusion of just twenty-seven pages.

The book is most useful in laying to rest a number of myths that have arisen in regard to arms control in recent years, particularly those propounded by the right-wing. Perhaps the best example is the alleged “lulling effect” of arms control, in inducing a false sense of security within the American public and causing it to neglect adequate defences. In virtually every case, the Harvard group found this not to be the case. In the years after SALT I, for example, polls showed the American public to be increasingly concerned about the Soviet “threat,” while support for defence spending remained constant for the first few years, before rising to new heights in the late 1970s.

The study does provide some support to left-wing critics who argue that arms control actually stimulates the arms race. However, it concludes that such stimulation is generally confined to specific programmes related to the negotiations or agreement, rather than affecting overall defence spending.

On other matters, the study concludes that arms control tends to succeed only where neither side has an “appreciable advantage,” and generally dismisses the view that unilateral restraint by one side

will induce reciprocal restraint by the other, or that gains in arms control lead to an improvement in overall relations between adversaries. Unfortunately, the study is not without the kind of truism that often afflicts social science, such as the observation that “militarily significant constraints on any particular category of weapons eludes negotiations if either side strongly prefers unfettered freedom of action with regard to the weapon in question.”

Strangely, while explaining in considerable detail how arms control to date has benefitted both the US and Soviet Union, and how the US has succeeded in largely avoiding the putative “lulling effects,” the editors judge that the evidence is “inadequate” to determine whether arms control has “serve[d] Soviet interests more than US interests.”

The most disturbing aspect of the book is to be found at the very end. Here the editors belittle the accomplishments of arms control, despite the evidence from the case studies themselves that those accomplishments have in fact been substantial. For example, the Anti-Ballistic Missile Treaty is derided for perhaps having “merely . . . codified the postponement of a race in defensive systems until advancing technologies made effective defenses possible” [emphasis added]. Even if the treaty does ultimately fall victim to advancing technology (by no means a sure thing) its contribution to strategic stability and to a dampening of expenditures on strategic arms in the meantime surely deserves greater recognition than this.

What is sorely lacking in the conclusion is an attempt at a sustained, balanced evaluation of arms control's accomplishments. Rather, we are offered a few, seemingly offhand comments that appear largely to denigrate the arms control enterprise, when the bulk of the book demonstrates, to this reader at least, that the enterprise has been immensely profitable in terms of enhancing international security. – Ronald G. Purver

*Mr. Purver is a research associate at CIIPS.*

### **BRIEFLY NOTED**

#### **In the Eye of the Storm**

Fred Gaffen

Toronto: Duneau & Wayne, 1987, 302 pgs., \$24.95 cloth

This book is a welcome addition to the literature of peacekeeping and conflict resolution. Not only is it the first to focus on the Canadian contribution across the forty-year history of modern peacekeeping, but it also provides a human dimension which complements existing analytical or theoretical studies. The book reads easily and is well supported by outline maps, index and bibliography.

Concise history is substantially supported by anecdotal and personal accounts which give a feel for both the satisfaction and frustration which accompany peacekeeping. The anecdotal format carries with it risks of error due to context, perspective and personal involvement. In this book the risk is justified because the individual contribution of the men and women of Canada's peacekeeping forces is well highlighted.

#### **Bibliography of Nuclear Age Educational Resources**

Prepared by the International Security and Arms Control Project of the Stanford Program on International and Cross-Cultural Education

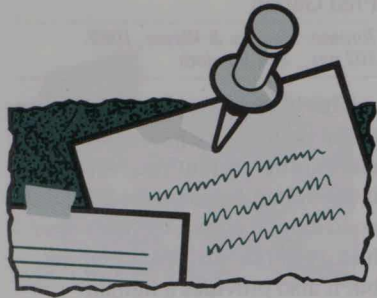
Stanford, CA: Leland Stanford Junior University Board of Trustees, 1987, 111 pgs., US \$8.95 paper.

■ This bibliography is a review of educational materials available in the field of international security education. Although most of the sources listed are American there is an obvious effort to maintain editorial and ideological balance in the selections. Listed and annotated are textbooks and curriculum materials, games and simulations, as well as other bibliographies and filmographies. The project which produced this book has as its aim, “improving the quality of precollegiate education about international conflict and security affairs.” □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* 'Livres' section.



## NEWS FROM THE INSTITUTE



■ “Teaching Issues of Peace and Security” was the title of a conference organized by CIIPS in co-operation with the Ontario Institute for Studies in Education in Toronto in April. Participants included high school teachers from the metropolitan Toronto area. They were introduced to a new CIIPS publication, *Teachers’ Handbook on Peace and Security*, a curriculum support document which focusses on the international components of high school history courses. The handbook is in a preliminary stage, and during the meeting its authors, **Brad Feasey** and **Geoff Irvine**, explained its focus and contents. Other speakers at the conference included **Peter Richardson**, Principal of University College at the University of Toronto, **Geoffrey Pearson** and **Nancy Gordon** of CIIPS, **Walter Pitman** of OISE, **John Sigler** of Carleton University, **David Cox** of Queen’s University, **Brian MacDonald** of the Canadian Institute of Strategic Studies, **Joanna Miller** of the Group of 78 and the National Survival Institute. In addition to Brad Feasey and Geoff Irvine, workshop leaders were **Dianne DeMille** of CIIPS; **James Baker**, **Madan Handa** and **Ed Sullivan** of OISE; and **Stephanie McCandless-Reford** and **Robert Reford**.

■ Near the end of April, the Institute at the request of and in co-operation with the Department of External Affairs, organized a meeting at Montebello of representatives of the Jewish and Arab-Palestinian communities in Canada. The Secretary of State for External Affairs, **Joe Clark**, hosted a dinner to welcome the participants. Also attending the dinner was **Robert Stanfield**: his report in 1980 on Canada’s rela-

tions with the Middle East contained a recommendation that a dialogue between Jewish and Arab groups in Canada would be highly desirable. The participants agreed that the opportunity to exchange views, under Institute auspices, had been useful and should be repeated.

■ **Geoffrey Pearson** spoke to an ecumenical peace gathering in Richmond Hill, Ontario in late April on world peace and security, emphasizing the dynamic nature of East-West relations, and expressing hope that government leaders in both East and West were learning the necessity of co-operation to manage the plethora of security problems in today’s world. The next day he attended the Quadrangular Forum in Toronto – a meeting organized by the Institute for Research on Public Policy. **Roger Hill** also attended this pre-economic summit discussion amongst government officials, business leaders and academics. Earlier in April, Mr. Pearson participated in a seminar at Cornell University as the guest of **Richard Ned Lebow**, Director of Peace Studies at the University. In mid-May Mr. Pearson spoke at a University of Calgary conference on Canada-India Opportunities for Co-operation. In Ottawa, he chaired a meeting on “The UN in Negotiations” at the annual conference of Canadian Professors for Peace in the Middle East.

■ “Regional Security and Conflict Management: The Gulf War” was the topic of a seminar organized in April by the Centre for International Studies at the University of Toronto, in co-operation with CIIPS. **Fen Hampson** and **Francine Lecours** of the Institute staff attended the meeting.

■ **John Wright** has joined the staff of the Information Services section as an indexer. Mr. Wright specialized in Soviet and East

European Studies, earning a M.A., as well as a Masters of Library Science degree from the University of Western Ontario. Summer students at the Institute this year include **Heidi Behrendt** in the Public Programmes section, **Ken Bush** and **Jutta Paczulla** in the Research section, and **Régis Côté** in the library.

■ **Roger Hill** spoke to the Consultative Group on Arms Control and Disarmament, an advisory group convened by the Department of External Affairs. The agenda of the Group’s deliberations focussed on the upcoming UN Special Session on Disarmament, scheduled to begin in New York on 29 May. **Brad Feasey**, who has been seconded to the Department of External Affairs to assist in preparations for and activities at UNSSOD III, also attended the consultative group meeting as a rapporteur.

■ **John Halstead**, a member of the Institute’s Board of Directors, attended meetings of the Trilateral Commission in Tokyo as a representative of the Institute. He delivered a paper entitled “East-West Security Issues: A Canadian Perspective.”

■ **Ron Purver** delivered a paper at the International Studies Association meeting in St. Louis in the spring on “Arms Control in the Far North.” He also spoke at an Ocean’s Policy Workshop at the University of British Columbia on “Aspects of Arctic Sovereignty and Security,” and at another Conference at U.B.C. co-sponsored by CIIPS on “International Security in the Pacific Basin.”

■ Five members of the Chinese People’s Institute on Foreign Affairs visited CIIPS in April. The Chinese delegation was led by **Chai Zemin**, a Vice-President of the Institute, and former Chinese ambassador to Washington. The current Chinese ambassador to Canada, **Zhang Wenpu** accom-

panied the delegation. Mr. Zemin spoke of the need for increased contacts between China and the West, saying that differences in social systems should not affect foreign policy considerations. He spoke of the evolution of Sino-Soviet relations, saying that there were still three major problems with that relationship, namely Afghanistan, the Vietnamese invasion of Kampuchea and border problems. The recent agreement in Geneva on Afghanistan was an encouraging sign, he said. The subject of the Korean peninsula was raised, and Mr. Zemin spoke of the need for direct negotiations between the two Koreas. He did not favour simultaneous recognition of both Koreas and their membership in the UN – in his view unification was the ultimate answer and needed to be negotiated. He spoke of his hope that the number of forces in both Koreas could be reduced, but said that because the US will not negotiate directly with North Korea, progress on this front was not likely. China, he added, has no troops in North Korea and few on the border, while the US maintains large numbers of men and equipment in the area.

■ **K. Subrahmanyam**, former Director of the Indian Institute for Defence Studies and Analysis in Delhi, visited the Institute in April. He was in Canada as a guest of the Canadian International Development Agency. Another visitor was **Hans-Friederick von Ploetz**, Minister in the West German Foreign Office, who came to the Institute for an informal exchange of views which centred on the current situation in East-West relations.

■ **John J. Mearsheimer** of the political science department of the University of Chicago led a seminar co-sponsored by CIIPS and the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament on US Maritime Strategy and Strategic Stability. Professor Mearsheimer

discussed current US naval policy and explored possible implications for Canada.

■ The final seminar in the Challenges to Canadian Security series focussed on international institutions and their capacity to manage global conflict in the next twenty years. **Juergen Dedring** from the UN Secretariat spoke of the role of the Security Council, and of the establishment of an information gathering and analysis section within the UN which can alert the Secretary-General to potential crisis areas. **David DeWitt** of York University talked about regional associations and their capacity to manage localized disagreements.

■ Yellowknife, NWT, was the location of the annual meeting of the Canadian Commission of UNESCO. CIIPS is an institutional member-at-large of the Commission, and was represented at the meeting by **Nancy Gordon**. The programme focussed on the educational and cultural evolution of the north, with discussion of circumpolar issues and presentations from representatives of other Nordic countries.

■ "Managing Regional Conflict: Regimes and Third Party Medi-

ators" was the topic of a workshop held in early May and sponsored by CIIPS in co-operation with the Paterson School of International Affairs at Carleton University. This was the second in a series sponsored by the two organizations. The aim is to develop a framework for analyzing the potential role third-party countries might play in regional conflict management and resolution, either directly or indirectly through regional and international institutions. The focus of the second workshop was to identify specifically those conditions which have led to or impeded the development of regional co-operation. The workshop was led by **Fen Hampson** of the Institute and **Brian Mandel** of Carleton University and included presentations by **Ron Fisher, Dan O'Meara, Christopher Brown, Douglas Anglin, Liisa North, Ashok Kapur, Robert Matthews, Louis Kriesberg, Keith Krause, and Lauraleigh Keashley**. At the conclusion of the workshop, **Bob Mitchell** and **Roger Hill** of the CIIPS Research section discussed on-going CIIPS work on Cyprus.

■ **Geoffrey Pearson** participated in the opening ceremonies of Expo Science 88, a science fair for students in the Outaouais. The

theme this year was science and peace, and the Institute was a co-sponsor of the event. Judges included **Hélène Samson** and **Margaret Bourgeault** of the Public Programmes staff. **Roger Hill** presented two peace prizes; **Katherine Laundry** and **Susan Connell** supervised a CIIPS display of publications.

■ At the conclusion of a Roundtable between members of the Canadian Institute for International Affairs and the Institute of US and Canadian Studies, of the Soviet Academy of Sciences, CIIPS organized a programme for the Soviet delegation in Ottawa. The Soviet delegates included **Georgy Arbatov**, head of the Institute, **Leon Bagramov, General Mikhail Milstein, Sergei Plekhanov, Nikolai Schmelyov, Henry Trofimenko** and **S. F. Molochkov**. They spoke at a seminar for interested Canadians, met officials at the Department of External Affairs, attended a dinner sponsored by the Ottawa branch of the CIIA, and met with CIIPS staff at the Institute. In their meetings, they emphasized the changes in thinking taking place in the Soviet Union, and the need for a re-assessment of East-West relations. Regional conflicts need to be addressed in a serious way, and in most cases, the US and the USSR should stay out of local disputes. They also spoke of the need for revitalizing international institutions, particularly the UN, and for all permanent members of the Security Council to play their full role in collective security systems. In the discussion of Canadian-Soviet relations they drew attention to their Arctic proposals, and expressed dismay at the "Cold War" tone of the 1987 Defence White Paper.

■ In early June the International Physicians for the Prevention of Nuclear War met in Montreal: CIIPS was a contributor to the conference and a co-sponsor of some of the sessions. **Geoffrey Pearson** chaired a session on a Comprehensive Test Ban, and one on Canada's Role in the Peace Process. Following the meeting,

Mr. Pearson was a keynote speaker at a conference at Dalhousie University on "Peacemaking and Peacekeeping: Canada and the United Nations - Moving to the 21st Century." He also attended the annual meeting of the Institute for East-West Security Studies in Potsdam, G.D.R., on "New Approaches to East-West Security." The conference was attended by key political figures from East and West Europe and academics from Europe and North America.

■ In mid-June the Information Services section of the Institute organized a half-day conference in Halifax for librarians and others involved in information collection and distribution in the peace and security field. **Katherine Laundry** and **Susan Connell** of the Information Services staff gave presentations, as did **Margaret Bourgeault** of the Public Programmes staff. Guests were welcomed by Vice-Admiral **Harry Porter**, a member of the CIIPS Board of Directors.

■ **Michael Bryans** and **Ron Purver** attended a conference in Kingston on Canada-US Security. The meetings, sponsored by the Centre for International Relations at Queen's University dealt with both current and historical issues prominent in the Canada-US defence relationship.

■ Ten participants from the Student Commonwealth Conference visited the Institute in early May. Following a briefing by CIIPS staff members on the role and function of the Institute, the students, under the direction of **Brad Feasey** and **Margaret Bourgeault**, organized and presented a series of panel discussions on the meaning of peace, deterrence, and the possibilities for reducing the number of nuclear weapons.

■ In May, the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament published as part of its *Aurora Papers* a study by CIIPS Director of Research **Roger Hill**. The 47-page study is titled "Are Major Conventional Force Reductions in Europe Possible." □

### The Institute Moves to New Quarters

■ Effective 6 June 1988, the Institute's new mailing address is:  
Canadian Institute for International Peace and Security  
Constitution Square  
360 Albert Street, Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7  
(telephone and fax numbers remain unchanged)

### New Publications from the Institute

#### OCCASIONAL PAPERS

4. **From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988.

5. **The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, June 1988.

#### WORKING PAPERS

8. **Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators**, a report on a workshop November 1987 by Robert Miller, May 1988.

9. **East-West Relations in the 1980s**, by Adam Bromke, May 1988.

10. **The United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982**, by Hanna Newcombe, May 1988.

#### BACKGROUND PAPERS

19. **The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.

20. **Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988.

## FOURTH QUARTER GRANTS

GRANTS	Fourth Quarter 1987-88	
<b>RESEARCH</b>		
<b>Avery, Donald</b>	\$ 9,300	<b>Canadian Disarmament Information Service</b> (Toronto) Publication of <i>Peace Magazine</i>
University of Western Ontario (London) Research and Its Uses: The Dilemma of Canadian Scientists in an Age of Conflict, 1939-1988		<b>The Canadian Peace Alliance</b> (Toronto) Publication of <i>Canadian Peace Alliance News</i>
<b>Buo, Sammy Kum</b>	30,000	<b>Canadian School Trustees' Association</b> (Ottawa) Workshop on Peace and Security Debate
United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament (Lomé, Togo) Programme and Training on Conflict Resolution, Crisis Prevention and Management and Confidence-Building Among African States		<b>Confederation of Defence Associations</b> (Ottawa) Publication of <i>Forum</i> magazine
<b>Cooper, Fraser B.</b>	9,400	<b>Institute for Research on Public Policy</b> (Ottawa) Special issue of <i>Policy Options</i>
University of Calgary (Calgary) Television Coverage of Peace and Security Issues in Canada		<b>The International Youth for Peace and Justice Tour, Inc.</b> (Montreal) The International North-South Peace Exchange 1988
<b>David, Charles-Philippe</b>	20,000	<b>Loyalist Collegiate Vocational Institute</b> (Kingston) A Peaceful Day (meetings and other activities)
Collège militaire royal de Saint-Jean (Saint-Jean-sur-Richelieu) L'état des connaissances dans la discipline des études stratégiques		<b>NGO Committee on Disarmament, Inc.</b> (New York, USA) Publication of special issue of <i>Disarmament Times</i> for UNSSOD III
<b>Kapur, Ashok</b>	5,000	<b>Office national du film</b> (Montréal) "Menace de paix" (film)
University of Waterloo (Waterloo) Canada/South Asia Political and Strategic Relations: A Historical Analysis		<b>Operation Dismantle</b> (Ottawa) Publication of syndicated column "The Peace Race: Development" Part II
<b>Lakos, Amos</b>	6,200	<b>Option Paix</b> (Hull) Publication de la revue <i>Option Paix</i>
University of Waterloo (Waterloo) International Negotiations - Bibliography		<b>Ottawa Peace Resource Centre</b> (Ottawa) Ottawa Peace Calendar
<b>Lamb, John</b>	50,000	<b>OXFAM-Canada</b> (Ottawa) National Seminars, Militarism Campaign
Canadian Centre for Arms Control and Disarmament (Ottawa)		<b>PACIFJOU</b> , Collectif pour la production de jeux et jouets pour la paix (Montréal) Les jouets de guerre et les jouets de paix
<b>Rezun, Miron</b>	15,000	<b>Peace Parties Network/Peace Exchange Network</b> (Ottawa) Peace Exchanges Project (educational events)
University of New Brunswick (Fredericton) International Conference on Iran		<b>University of Alberta</b> , Department of Secondary Education (Edmonton) International Institute for Peace Education 1988
<b>Stein, Janice</b>	27,400	<b>University of Manitoba</b> (Winnipeg) Political Studies Students' Conference "Disarmament and Development"
University of Toronto (Toronto) Deterrence and Reassurance: Approaches to Conflict Management		<b>Waterloo County Board of Education</b> (Kitchener) Nuclear Awareness "War and Peace in a Nuclear Age": Teachers' Resource Booklet
<b>PUBLIC PROGRAMMES</b>		<b>World Federalists of Canada</b> , Kingston Branch (Kingston) Conference "Loving This Planet - Establishing Global Priorities"
<b>Association des politologues étudiants de l'Université Laval</b> (Ste-Foy) Colloque "Bilan et perspectives du renouveau politique en URSS"	7,000	<b>World Without War Research and Education Network</b> (Belleville) Community Awareness Project (Part II)
<b>Brasset, David</b> (Ottawa) Private Initiative in International Relations (book)	5,000	
<b>Butler, Geoff</b> (Charlottetown) The Art of War: Paintings	2,500	
<b>Caldwell, Douglas</b> (Chicago, USA) Radio documentary "Inside a Nuclear Weapons Lab: Science, Politics and the Arms Race"	2,500	
<b>Canadian Association of Municipal Nuclear Weapons Free Zones</b> (Dundas) Conference of Nuclear Weapons Free Zone Municipalities	5,000	
<b>Canadian Council for International Cooperation</b> (Ottawa) Canadian Directory of Women Specializing in Foreign Policy, Security and Development	10,000	
		<b>TOTAL</b> \$405,850

### CIIPS Awards Programme

The Institute invites applications for the CIIPS Awards Programme. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue their work in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in questions of international peace and security and to develop contacts with the international com-

munity by supporting Canadians who wish to pursue their studies at institutions abroad, or exceptionally, in Canada.

Applicants must be Canadian citizens and hold at minimum a first degree or equivalent experience.

The Institute has set aside \$173,000 to award ten scholarships; three of which will be valued at \$25,000 and seven at \$14,000. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1989.

The Association of Universities and Colleges of Canada administers the programme on behalf of the Institute. The deadline for applications for the 1989-1990 academic year is 1 February 1989.

For further information and application forms please write to:

The Awards Division  
Association of Universities  
and Colleges of Canada  
151 Slater Street  
Ottawa, Ontario K1P 5V1

### Grant Procedures and Deadlines

The Institute allocates grants twice a year. Contact the Institute for a copy of updated criteria and applications forms. Please note the following deadlines:

30 June for an October decision

31 December for a March decision